

Uf 5541



Biblioteka Jagiellońska

51070014392

Uf 5541

REMARQUES
D'UN
COURLANDOIS

SUR LE
MEMOIRE
DONNÉ RELATIVEMENT
AUX AFFAIRES DE COURLANDE.



*173 autor von Königl.
Bibl. v. russ. Hof und
hier Graf v. Kerperling.*

MDCCLXIII.

COURLANDOIS

CITRO.

Mihi concedas necesse est, multo esse indignius in ea ciuitate, qua legibus contineatur, discedi a legibus - - legum ministri, Magistratus, legum interpretes iudices, legum denique idcirco omnes serui sumus, ut liberi esse possimus.

1116925

Wgde 1147



Mémoire.

sur les affaires de Courlande.

Les droits de Souveraineté du Roi et de la République de Pologne sur les Duchés de Courlande et de Semgalle n'étant point contestés 1.)

Remarques.

Si par les droits de Souveraineté, l'Auteur entend ici le pouvoir de disposer arbitrairement du sort de la Noblesse Courlandoise, sans égard à ses intérêts, à ses vœux, et à ses droits quelconques; il suffit, pour détromper le lecteur, de rapeller, que lorsque la Courlande étoit encore un fief de l'Empire Romain, jamais ni les Empereurs, ni l'Empire, n'ont prétendu être de cette manière Souverains de cette Province; qui jouissoit des mêmes prérogatives et droits, que les autres Etats et Principautés d'Allemagne, qui ne reconnoissent point l'Empereur pour leur Souverain illimité.

Ce n'est point par la voie des armes, et à titre de conquête, que la République a acquis la Courlande; mais par des PACTA SUBIECTIONIS en vertu desquels les Courlandois se sont engagés à reconnoître la République et le Roi de Pologne pour leur Seigneur suzerain, sur le même pied que l'Empereur et l'Empire d'Allemagne, l'étoient ci-devant.

A 2

Les

Les dits *Païtes* prouvent clairement, qu'en se détachant de l'Empire pour s'unir à la Pologne, les Courlandois n'ont pas entendu détériorer leur condition, en sacrifiant à celle-ci les Privilèges, dont ils avoient joui comme membres de celui-là; puisque dans ces *Païtes*, ils ne se soumettent au Roi et à la République de Pologne, que sous la condition expresse, qu'ils conserveront leur ancien Gouvernement et que la République et le Roi les maintiendront religieusement dans toutes les prérogatives et tous les privilèges dont ils avoient joui précédemment, sous la protection de l'Empire, ce qu'on cherche à enfreindre à présent. L'auteur a donc grand tort de vouloir rendre les Courlandois plus dépendans de la Pologne, qu'ils ne le sont en effet.

2.) Le Principe de l'Auteur étant faux; la conséquence qu'il en tire ne sauroit qu'être fautive aussi. On a observé, dans la remarque précédente, à l'occasion du genre illimité de souveraineté, que l'Auteur attribue sans fondement, au Roi et à la République de Pologne sur les Duchés de Courlande et de Semgalle, que les Courlandois ont fait des *Païtes* avec le Roi et la République; mais dès-lors il est entre ceux-ci, et entre ceux-là des engagements reciproques, il y a de part et d'autre des conditions à observer.

Si le Roi, de son propre chef, ou conjointement avec le Senat, vient à manquer aux engagements dans lesquels la République est entrée avec les Courlandois, et à lèze ceux-ci dans leurs droits; il est évident que de pareils griefs ne sauroient être portés par devant le Roi et le Senat; qui étant

toutes les affaires relatives à ces memes Duchés sont manifestement domestiques à la République 2.)

eux-

eux-mêmes Parties, ne peuvent pas, dès-là même être Juges.

D'ailleurs; ce n'est point ici un cas qui soit du ressort du Roi et du Senat; car c'est à-tort qu'on veut le faire envisager comme une de ces affaires domestiques qui peuvent être décidées par le Roi et le Senat, sans le concours de la République entière. Peut-on ranger dans cette classe un point, qui roule sur le maintien des Constitutions et des loix d'un Etat, qui ne s'est soumis qu'à la République entière, et sous les conditions susmentionnées?

Et le Droit de la Nature, et celui des Gens, permettent à un peuple qui se voit opprimé par celui avec lequel il ne s'étoit uni que pour son plus grand avantage et pour se maintenir plus sûrement dans la possession de ses Privilèges, de recourir aux moyens qui peuvent le préserver des chaînes qu'on prétend lui donner. Mais grâces à Dieu les Courlandois ne sont pas encore réduits à cette triste extrémité. Si depuis long-tems on a entamé leurs privilèges, et cherché à les leur ravir même entièrement, pour les mettre dans une sorte d'esclavage; ils doivent cette justice à la République, de reconnaître qu'Elle n'a eu aucune part à ces violences.

Ils sont trop convaincus de la façon - de-penser, noble et généreuse de l'Ordre - Equestre de cette République, pour craindre qu'il puisse jamais consentir, qu'on opprime une Noblesse, qui jouit d'une liberté égale à celle de la Noblesse Polonoise: et ils ne doutent point que si jamais cet Ordre illustre vient à prendre connoissance de cette affaire, ils ne soient pleinement rétablis dans leurs

anciens droits, et dans leurs primitives Constitutions.

C'est ce dont la Noblesse Courlandoise a d'autant plus lieu de se flatter, que l'Impératrice de toutes les Russies, et par un effet de cet amour de la justice et de l'équité qui caractérise si glorieusement cette Auguste Princesse, et par l'intérêt de voisinage que son Empire prend à la conservation des Constitutions et des Loix de toute la République, a bien voulu accorder aux Courlandois son assistance et ses interpositions auprès du Roi et de la République de Pologne.

et il semble que le Roi en cas de doute et de contestation, ne devroit avoir à en informer que la Nation. 3.)

5.) En avançant que le Roi en cas de doute et de contestation ne devroit avoir à en informer que la Nation, l'Auteur montre qu'il n'est pas suffisamment au fait de ce qui regarde les fiefs du Roïaume de Pologne. Suivant la Constitution, ou loi fondamentale de 1607. les Rois ne doivent rien entreprendre ni décider sur les fiefs de la République, sans le concours de toute la République; et les *PACTA CONVENTA*, sur lesquels les Rois prêtent serment, ce que S. M. le Roi régnant a fait comme ses prédécesseurs, portent nommément, que S. M. ne décidera rien relativement à la Courlande, sans le concours de toute la République.

C'est sur ce fondement que S. M. avoit nommé le Duc Ernest Jean à la Dignité Ducale; ayant reçu par la Diète de Pacification de 1736. plein-pouvoir d'investir un Duc de Courlande, après la mort du Duc Ferdinand.

Mais ce plein-pouvoir n'étant relatif qu'au cas spécifique de l'élection d'un Duc après l'extinction des Ducs de la famille de Kettler,

Kettler, ne donnoit point au Roi l'autorité de décider tout autre événement quelconque qui pouvoit arriver en Courlande; de sorte que si le Roi croïoit nécessaire de décider quelque chose sur l'état de ce Duché; il auroit dû, conformément aux loix alléguées, prendre préalablement, sur ce sujet, l'avis de toute la République, et en obtenir un nouveau plein-pouvoir. Le Roi n'étoit donc pas en droit d'agir de sa propre autorité; et c'est à tort que l'auteur prétend qu'il suffit, que S. M. informe la Nation de ce qu'Elle a fait. En vérité les Courlandois seroient bien à plaindre, et la Nation Polonoise se verroit bien-tôt réduite à rien, si Elle vouloit se contenter, que ses Rois l'informassent des moïens dont ils se serviroient servis pour asservir un Peuple libre.

Mais une Puissance voisine avec laquelle le Roi et toute la Pologne désirent d'entretenir les relations d'un bon voisinage et d'une amitié cimentée par des traités, s'étant laissée prévenir par des informations peu fideles: il importe de lui faire connoître la justice et la vérité. 4.)

4.) Il ne suffit pas d'accuser la Puissance voisine, qu'on a ici en vûe, de s'être laissée surprendre par des informations peu fideles; il importe de le prouver. On verra par les remarques suivantes, et par les Pièces justificatives dont nous les appuierons, que ce n'est point cette Puissance voisine mais plutôt la grande candeur et la religion de S. M. le Roi de Pologne qu'on a surpris. Ceux qui conseillent ce Monarque devroient s'étudier à Lui faire remarquer qu'il est de l'honneur et de l'intérêt de Sa Maison Royale, de rendre justice à un Prince qui la mérite si bien, et par ses qualités personnelles, et par les revers dont l'inconstante fortune s'est plu à l'accabler, pendant un si grand nombre d'années, malgré son innocence.

Et comme le Prince à qui l'on dispute maintenant les Duchés de Courlande et de Semgalle est fils du Roi, S. M. veut sur toute chose convaincre non seulement la Nation Polonoise mais toutes les Puissances de l'Europe, que dans cette affaire importante, Elle consulte bien moins sa tendresse paternelle et les interets de Sa Maison que la dignité et les droits de sa Couronne. 5.)

5.) Les Courlandois sont persuadés, que si S. M. étoit instruite du véritable état des affaires

L'Amour du Roi pour la justice, sa grandeur d'Ame et son desintéressement sont connus de toute la terre; il reste à faire voir, que l'erreur n'a point trompé ses lumières, ni détourné l'effet de ses bonnes intentions. C'est ce que S. M. a ordonné d'exécuter par une Deduction simple et tout fondée sur les faits. 6.)

La Maison de Kettler Duc de Courlande se trouvant réduite au commencement de ce siècle à un seul Prince vieux et infirme, on parloit en Pologne de réunir ce fief au Corps de la République, et même une Commission nommée en 1726 pour les Affaires de ce Pais arrêta, qu'il seroit incorporé sur le pied des autres Provinces et divisé en Palatinats. Mais les Etats de Courlande attachés à l'ancienne

affaires de Courlande, Elle ne balanceroit point à faire céder sa tendresse paternelle aux sentiments de justice et d'affection qu'Elle a pour ses Peuples, et qu'Elle doit à toutes les Parties d'une République, qui n'a placé sur le trône un Roi naturellement si juste, que pour procurer le bonheur, et pour mettre à-couvert les loix et la liberté de la Nation, et de tous ceux qui sont en possession de se regarder comme en faisant partie.

6.) Personne ne pensa jamais à révoquer en doute cet amour pour la justice, cette grandeur d'ame, et ce désintéressement du Roi. Ces vertus Royales ont toujours brillé du plus grand éclat, dans S. M.

L'Europe entière n'a qu'une voix sur cet article; et les Courlandois n'ont pas été des derniers à les admirer. Mais les Souverains ne sont-ils pas exposés à des surprises? La vérité perce-t-elle aisément jusqu'au trône; et lorsqu'elle y arrive n'est-elle pas ordinairement altérée et déguisée? On a sur ce sujet l'aveu de plus d'un Roi. Il ne manque jamais de gens, qui sacrifiant lâchement l'intérêt des peuples à leur intérêt particulier, sont rompus dans l'art funeste de dérober à l'oeil du Souverain le véritable état des choses, et de ne les lui laisser entrevoir que dans un jour faux, et trompeur. C'est à quoi les bons Princes sont plus exposés encore que les autres; parceque ne trouvant pas, comme les méchants, dans leur propre coeur, cette duplicité qui doit nous rendre les hommes suspects; ils ont moins de défiance: de-là ces surprises dont ils sont souvent les victimes, puisqu'elles causent quelque

ancienne forme de leur Gouvernement demanderent d'y être maintenus. 7.)

Lit. A.

La Diète de Pacification de l'année 1736. aiant égard aux instantes supplications de la Noblesse de Courlande, et dans la vue que les biens de la table Ducale fussent dégagés de dettes au profit du fief par le Prince qui obtiendrait l'investiture, donna au Roi le pouvoir, en cas d'extinction de la Maison de Kettler de conférer à un autre les Duchés de Courlande et de Semigalle aux conditions, qui seroient réglées par la Commission prorogée à cet effet. 8.)

Le Duc Ferdinand dernier des Kettlers étant mort l'année 1737 la fortune se voulût jouer des grandeurs humaines en lui donnant pour successeur un homme qui ne sembloit pas fait pour une

quelque fois leur ruine, et la perte de leurs Etats.

7.) Comme la République avoit promis aux Courlandois, de leur laisser pour jamais leur ancienne forme de Gouvernement, et de ne déroger en aucune manière à leurs Droits et Prérogatives; ils protestèrent d'abord contre l'Arrêt de la Commission dont l'Auteur parle; et ils ont toujours persisté à demander d'être maintenus dans leur ancienne forme de Gouvernement; c'est à dire d'avoir pour Duc un Prince de la même Religion dont étoit celui, qui avec la Noblesse, avoit signé les PACTA SUBIECTIONIS.

Nous donnons sous la lettre A.) un extrait de ces Pactes qui prouve évidemment, combien les Courlandois sont fondés à insister sur ce qu'aucune infraction ne soit faite à cette Loi, qui doit être immuable.

8.) Les Courlandois ont tout sujet de se louer de la justice de la République, et des arrangements qu'Elle a pris à l'égard de la Courlande, par la Constitution de l'Année 1736. On a conservé par-là les droits de la Noblesse Courlandoise, et prévenu les inconvénients auxquels la suzeraineté du Roi et de la République auroit pu se trouver exposée, dans un Pays où la Noblesse est extrêmement jalouse de sa liberté, et de ses loix fondamentales.

une si haute dignité. 9.)

Lit. B. C. D. E. F. G. H. I.

9.) S'il est vrai, que, comme l'Auteur s'en glorifie à la seconde page de cet Ecrit, ce soit par ordre de S. M. qu'il ait dressé ce Mémoire; quelle honte pour lui d'avoir abusé de cet ordre, au point de se donner la licence, non seulement d'avancer des faussetés manifestes, mais même de s'échapper en invectives grossières, contre un Prince respectable par son mérite, et reconnu en qualité de Prince régnant, par toutes les Puissances de l'Europe; ainsi que le prouvent les lettres, que divers Souverains lui ont écrites à l'occasion de son avènement à la Dignité Ducale, et dont les copies se trouvent ci-dessous, sous B. C. D. E. F. G. H. I. Le malheur donne-t-il droit aux Ecrivains politiques de tremper leur plume vénale dans le fiel de la plus noire calomnie: et est-ce par cette voie que l'Auteur espère de convaincre la Nation Polonoise, et toutes les Puissances de l'Europe de la justice de la cause qu'il plaide? Certes! les Contes qu'il a forgés sont de nature à le couvrir de honte et d'opprobre; et il y va de la gloire du Roi de desavouer publiquement un Auteur qui manque si essentiellement au respect dû à S. M.

Car n'est-ce pas offenser la dignité Royale et condamner les actions d'un Souverain aussi éclairé, et aussi juste que l'est S. M. que d'avoir le front de soutenir que le Duc Ernest Jean ne sembloit pas fait pour une si haute dignité? Qui est-ce, qui a appelé le Duc Ernest Jean à cette Dignité? Qui est-ce, qui a fait les premières démarches en faveur de ce Duc? N'est-ce pas S. M. qui, à cause des obligations qu'Elle reconnoissoit avoir au Comte de

de Biron, et voulant lui donner une preuve particulière de sa gratitude, lui a offert Elle-même la Dignité de Duc de Courlande, et a fait jouer tous les ressorts imaginables pour la lui procurer en effet? C'est ce que nous prouverons dans la suite.

Né en Courlande dans une condition commune Ernest Jean Biron ou plutôt Bühren avoit reconnu lui même en demandant l'Indigenat en 1730. qu'il n'étoit pas Gentil-homme Courlandois. 10.)

Si l'Auteur avoit daigné se rappeler qu'il fût un tems, où l'on trouvoit au Comte de Biron un génie supérieur, et les plus grands talents, lorsqu'il employoit tout seul le crédit qu'il avoit à la Cour de Russie, pour soutenir l'élection de S. M. le Roi régnant; sûrement il auroit écrit avec plus de ménagement.

10.) Il est impardonnable à l'Auteur, qui devoit uniquement s'attacher à prouver la vérité de ce qu'il avance, et à faire voir la justice de la cause qu'il défend, d'incidenter dans son Mémoire sur des choses, qui sont parfaitement étrangères à son sujet. Car de quelque condition que fût le Duc Ernest Jean, il suffiroit qu'il eût été choisi légitimement et investi dans les formes. Ce n'est pas toujours la naissance qui décide les Républiques dans le choix de ceux, qu'elles mettent à leur tête: L'Histoire de la Pologne nous en fournit un exemple illustre, dans la personne du Roi PIASTE.

D'ailleurs en avançant, que le Duc Ernest Jean étoit né dans une condition commune, l'Auteur accuse faux; en voici la preuve:

Dès l'an 1631. le Corps de la Noblesse de Courlande tenant une de ses Assemblées connues sous le nom de RITTER-BANC la famille de Biron demanda d'y être admise comme Noble, sur les preuves de Noblesse que Matthias de Biron avoit à produire pour cet effet.

La décision par rapport à ces pièces fut renvoyée au RITTER - BANC prochain. Mais comme il ne s'est plus tenu depuis de pareilles Assemblées, il n'a pas été possible aux Birens de produire leurs preuves. Cependant leur famille est toujours restée en Courlande; et elle s'y est alliée avec des maisons que tout le monde reconnoît pour être des plus anciennes du Pays; et la Chronique de HENNIGER fait mention d'un Bärren Colonel au service de la République, qui reçut l'Indigénat en Pologne, comme une récompense de sa bravoure. Au fond, toutes ces considérations qui ne figureroient pas mal dans quelque traité moral sur la vanité des grandeurs humaines, sont parfaitement déplacées dans un Mémoire tel que celui-ci, où il s'agit uniquement de discuter un point de justice, et du Droit des Gens.

Du reste; je ne conçois point quelle conséquence favorable à sa cause, l'Auteur prétend tirer de ce que le Duc Ernest Jean a demandé l'Indigénat en 1730.

Voudroit-il peut-être prouver par-là ce qu'il a faussement avancé: que le Duc Ernest Jean est né dans une condition commune? En vérité; si c'est-là sa pensée, il fait trop d'honneur à la Noblesse Courlandoise, aux dépens de toute autre Noblesse; puisqu'il insinue, qu'on ne sauroit être bon Gentil-Homme sans avoir l'indigénat en Courlande. D'ailleurs il est assez surprenant que l'Auteur ait voulu fortifier ses arguments par la nécessité de cet indigénat; S. A. R. le Prince Charles ne l'ayant pas non plus.

II.) Le Duc Ernest Jean est-il donc le seul que fortune se soit plu à élever au faite des grandeurs? Il seroit aisé d'en indiquer

Mais élevé rapidement par la faveur de l'Impératrice Anne à la dignité de Comte et à la Charge de Grand Chambellan de Russie. 11.)

indiquer d'autres qui ont eu une fortune pareille, sans en être aussi digne. Il a joui de la faveur de sa Souveraine; mais il la méritoit. Bien différent de tant d'autres, qui dans ce siècle se sont élevés sur la ruine de leur maître, de sa famille et de ses Provinces, et qui jouissent d'une faveur qu'ils n'ont point méritée par un attachement solide, ni par des services réels; le Duc Ernest Jean, s'étoit acquis l'affection, et les grâces de sa Souveraine en montrant, pour Elle et pour son Empire, un zèle tout particulier, que le Roi de Pologne a lui-même reconnu et loué, comme le prouvent les pièces justificatives, que nous produirons dans la suite.

12.) Le Duc Ernest Jean n'a jamais ambitionné la Couronne Ducale. La pièce justificative qui se trouve sous K. montre évidemment que S. M. le Roi Auguste III. a fait des avances pour déterminer le Duc à ne point refuser l'offre qu'il lui fit faire ensuite par son Ministre le Comte de Lynar. Il paroît par cette même Pièce que déjà le feu Roi de gl. m. avoit offert les Duchés de Courlande et de Sengalle au Duc Ernest Jean; mais que le Duc, encore Comte de Biron, ne jugea point alors à propos de les accepter.

Lit. K.

On y voit aussi que le Roi d'aujourd'hui ordonnoit expressément au Comte de Lynar, de faire son possible, pour que le Duc ne refusât point; ajoutant, dans le même Rescrit: que S. M. se souvenoit très-bien, que le Roi son Père de gl. m. avoit fait la même offre au Comte de Biron, et que le Comte n'avoit pas témoigné avoir envie de l'accepter: mais que S. M. croyant que le Comte n'avoit alors refusé cette offre, que parcequ'il apparemment elle lui

B 3

au roi.

auroit été faite sous des conditions qu'il lui étoit impossible de remplir, Elle espéroit qu'il ne s'y refuseroit plus à présent, qu'on ne la lui réitéroit que par pure reconnaissance, et sans aucune condition à remplir de sa part. Tout ce Rescrit est plein des expressions les plus fortes et les plus gracieuses sur les services que le Comte de Biron avoit rendus à S. M. tant avant son avènement au trône, que depuis.

Le mot *sonder* qui est employé dans cette pièce de la part du Roi vis-à-vis du Comte de Biron, montre, ce me semble, assez clairement, que ce n'étoit point lui qui recherchoit les Duchés en question, puisque dans ce cas c'eût été à lui à sonder le Roi, pour découvrir s'il seroit disposé à les lui accorder; au lieu que c'est le Roi qui fait sonder le Comte; ce qui auroit été fort inutile, si ce dernier eût déjà fait quelques démarches pour se procurer ces Duchés: car alors S. M. n'auroit pu ignorer la disposition que le Comte auroit manifestée de profiter de sa bonne volonté pour lui. Comment donc l'Auteur a-t-il pu avancer des choses aussi constamment fausses? et comment a-t-il l'audace de démentir par ses assertions, des sentiments que son Souverain manifeste partout, dans cette pièce?

Sa bienfaitrice l'appuie de toute sa puissance. 13.)

13.) Après avoir prouvé, comme nous venons de le faire dans la remarque précédente, combien le Roi avoit à cœur de reconnaître les services du Comte de Biron, en l'élevant à la dignité de Duc de Courlande; nous pourrions nous dispenser de nous arrêter à l'appui prétendu qu'il plaît à l'Auteur de prêter ici au Comte. Mais il est bon de convaincre le Public de la fausseté de chaque proposition, que cet Auteur avance. Nous

ajoutons

ajoutons donc ici, sous L. une pièce par laquelle il paroît, que le Comte de Biron s'étoit déjà rendu aux sollicitations du Roi, que S. M. fesoit encore un mystère de toute cette affaire, à l'Impératrice Anne.

Dans cette pièce, qui est une lettre du Comte de Brühl au Duc, alors Comte de Biron, en date du 10. Février 1736. le premier donne à entendre qu'on n'avoit encore rien découvert au Comte Keyserling, alors Ministre de la Cour de Russie à celle de Pologne, des intentions du Roi en faveur du Comte de Biron, et qu'on ne lui avoit fait connoître autre chose au sujet de cette affaire, si non que S. M. ne disposeroit du Duché de Courlande en faveur d'aucun Prince de sa Maison, de crainte que ce Ministre ne glissât dans ses relations à sa Souveraine quelque chose de relatif à celui auquel le Roi destinoit le Duché de Courlande. Bien loin donc que ce Comte fut appuyé par l'Impératrice Anne, il est clair qu'on craignoit, au contraire à la Cour de Pologne, que cette Princesse ne s'offensât d'un projet, qui tendoit à lui ôter un Ministre dont Elle connoissoit tout le mérite, et qu'Elle honoroit de son estime, et de ses graces.

Comment après cela l'Auteur ose-t-il espérer de persuader au Public que l'Impératrice Anne favorisoit de toute sa puissance, l'Elevation du Comte de Biron à la Dignité Ducale; dans le tems, qu'on en fesoit un mystère devant le Ministre de Russie, qui, si ce que l'Auteur avance, étoit fondé, auroit eu de sa Cour des instructions, tendantes à appuyer le Comte de Biron; ce qui pourtant n'a pas été, puisque dans ce

et il en fût faire jouer les divers ressorts avec tant d'efficace que la

cas

XVI Mémoire.

la Noblesse Courlandoise se vit dans la nécessité de le demander pour Duc 14.)

Lit. M.

et cette demande fut puissamment soutenue par la Cour de Russie 15.)

Remarques.

cas on n'auroit pas eu besoin de cacher à ce Ministre, celui qu'on avoit en vue.

14.) Quels sont donc ces divers ressorts que, suivant l'Auteur, le Duc Ernest Jean a su faire jouer avec tant d'efficacité? Il auroit bien dû nous les faire connoître, et appuyer de bonnes preuves, ce qu'il avance. L'Epoque dont s'agit ici ne nous offre en Courlande en faveur du Duc Ernest Jean, que des ressorts justes et licites, et les premiers et les plus puissants de ces ressorts ont constamment été les grâces et la reconnaissance de S. M. le Roi régnant. Fuge né du vrai mérite, et accoutumé à récompenser en Roi les services qu'on a le bonheur de lui rendre, ce Prince Auguste reconnoissoit, par cette double raison, dans le Comte de Biron qu'il venoit de choisir, le Prince le plus habile, le plus agréable à sa Personne, et le plus utile à S. M. et à la République. C'est ce qui paroît par la Pièce justificative, que nous livrons sous M. Quant aux ressorts qu'on a fait jouer pour mettre S. A. R. le Prince Charles en possession de la Courlande; on peut juger de leur nature par la Déclaration de la Noblesse Courlandoise d. d. 21. Fevr. 1763. Déclaration, qui prouve évidemment qu'on n'a employé, dans cette occasion, que la finesse des ruses, et la terreur des menaces.

15.) On renvoie le lecteur à la remarque 13. où l'on a prouvé que ce n'est point à la Cour de Russie, mais par S. M. le Roi de Pologne lui-même, qu'a été conçu le projet de mettre la Couronne Ducale sur la tête du Comte de Biron. On ne disconvient pas que l'Impératrice Anne n'ait donné, dans la suite, et après qu'Elle eut appris les senti-

ments

Mémoire.

Le Roi n'eut certainement jamais pensé de lui-même à faire un pareil choix 16.)

Lit. K. et M.

Remarques. XVII

ments du Roi, des Instructions à ce relatives, conformes aux intentions de S. M. et aux vœux du Duc Ernest Jean: Mais on d'ait l'Auteur de produire une seule démarche de cette Princesse, capable de faire soupçonner qu'elle ait été le premier mobile des ressorts qui ont donné le Comte de Biron pour Duc à la Courlande.

16.) Pour peu que le Public daigne examiner impartialement les deux Pièces justificatives qui se trouvent sous K. et M. il ne pourra que concevoir un Souverain mépris pour un auteur assez peu jaloux de la gloire du Souverain qu'il sert, pour alleguer des faits qui sont dans une opposition manifeste avec les déclarations les plus expresses du Roi le plus sincère, d'un Roi reconnu pour être incapable d'exprimer des sentiments que son cœur desavoueroit.

Le Roi s'annonce ainsi dans sa lettre sous M. „je ne connois personne qui soit „plus digne et plus capable d'être élevé „à la Dignité Ducale et en même tems „qui soit plus cher à l'Impératrice et à „moi, que Vous, mon cher Comte et „Grand-Chambellan, „Comment l'Auteur peut-il dementir les sentiments et les paroles sacrées du Roi? Cette Lettre de S. M. fut écrite dans le même tems que le Comte de Brühl écrivit au Comte de Biron celle dont nous avons fait mention dans la remarque 13. et que l'on faisoit encore mystère de toute cette affaire de Courlande au Ministre de Russie; ce qui confirme encore, ce que nous avons déjà prouvé, que c'est le Roi, qui, le premier, et de son propre mouvement, a mis sur le tapis, l'élection du Comte de Biron au Duché de Courlande.

C

L'Auteur

L'Auteur y pense-t-il donc d'oser avancer cette fausseté si manifeste : que le Roi n'eût jamais pensé de lui-même à faire ce choix ? pendant qu'il est constant que S. M. ordonna à Son Ministre le Comte de Lynar de sonder le Comte de Biron sur ses dispositions à l'égard de la Courlande, et qu'elle en écrivit Elle-même au dit Comte en des termes aussi gracieux et aussi flatteurs que le sont ceux dans lesquels est conçue cette lettre que le Roi finit par ces mots :

„J'espère que Votre modestie, qui „m'est connue ne Vous empêchera pas „de Vous prêter du moins tacitement „à accepter l'offre que je Vous fais.

On ne soupçonne jamais les têtes couronnées capables de bassesses ; et l'Auteur manque essentiellement au respect qu'il doit à son Souverain, en l'exposant au soupçon de cette duplicité, qui dans les âmes viles se manifeste par des protestations peu sincères qui sont démenties par les sentiments du cœur. D'ailleurs ; quand on supposeroit le Roi capable de pareilles bassesses (ce que tous ceux qui ont le bonheur de connoître S. M. ne sauroient faire) on ne voit point ce qui auroit pu l'y engager dans cette occasion, où elles étoient parfaitement inutiles.

17.) Le public doit être convaincu par les remarques précédentes que S. M. le Roi de Pologne n'étoit pas dans le cas de donner un refus puisque ni la Russie ni le Duc Ernest Jean ne furent les premiers à entamer cette affaire de Courlande ; mais qu'Elle étoit au contraire dans le cas d'en essuyer un de la part du Duc, alors Comte de Biron, qui pouvoit refuser S. M. le Roi régnant, comme il avoit déjà refusé le feu Roi de gl. m.

18.)

Mais il étoit difficile de refuser une voisine puissante, dont l'amitié étoit si nécessaire à la Pologne. 17.)

D'ailleurs cette Princesse comme Duchesse Douairière de Courlande tenoit une Partie des Domaines et formoit des prétensions embarrassantes. Elle abandonnoit tous ses droits au Comte de Biron en cas qu'il fût pourvu du Duché et le mettoit en état d'en acquitter toutes

tes les dettes, 18.)

18.) On ne disconvient pas que l'Impératrice Anne ait abandonné ses droits au Comte de Biron ; mais jamais l'Auteur ne prouvera que cette condition entra dans la Négociation entre la Russie et la République. Il se peut que les avantages que la Courlande avoit à espérer du Comte de Biron, qui étoit en possession des grâces de l'Impératrice, et qui en avoit été comblé des plus riches présents, soient entrés pour quelque chose dans les motifs qui ont déterminé le Roi et la République en faveur de ce Comte : mais aucun Rescrit, ni aucune lettre du Roi ne contient un seul mot qui puisse autoriser à croire que le Duc Ernest Jean doive à ces raisons sa Couronne Ducale.

Le Roi s'exprime ainsi dans un Rescrit à Son Ministre Comte de Lynar : „Aiant „toujours remarqué dans le Comte de „Biron un zèle louable pour Nos intérêts et pour notre bonne cause tant „avant, que depuis Notre avènement „au Trône de Pologne, Nous avons „songé il-y-a long tems aux moïens de „pouvoir l'en récompenser d'une façon, qui lui fût agréable et proportionnée au mérite que Nous lui avons „reconnu.

N'est-il pas évident par la manière dont le Roi s'enonce ici, que la reconnaissance de S. M. pour les services, que lui avoit rendu le Comte, fut le premier et le principal motif qui La détermina à lui procurer la Dignité de Duc de Courlande.

Le Roi dans le même Rescrit et après avoir fait mention du refus que le Comte de Biron avoit donné au feu Roi Père de S. M. Règnante, continue en ces termes :

C 2

„Il

Le Roi connoissant la force de ces raisons, et ne voulant rien faire dans une matiere si importante sans mûre deliberation convoqua le Sénat à Fraustadt dans la même année 1737. 19.)

Cette Assemblée fut d'avis que S. M. devoit s'accommoder aux circon-

„Il ne seroit question que de savoir „si l'on fait plaisir, ou non, au Comte „de Biron.

Paroles, qui prouvent bien clairement, que les premieres démarches tendantes à procurer au Comte la Courlande, n'ont point été faites ni par la Russie, ni par le Comte; et la teneur de tout ce Rescrit que le Roi expédia à Son Ministre le Comte de Lynar dans le tems où l'on cachoit encore à la Cour de Russie les vûes que l'on avoit sur le Comte de Biron, montre suffisamment que ce ne furent point les offres de L'Impératrice Anne, qui déterminèrent le Roi en faveur du Comte.

19.) Il est déjà démontré par ce qui précède que ce ne fut point la force de ces raisons, qui procura la Courlande au Comte de Biron; le Roi lui en ayant offert l'investiture et lui ayant promis toute sa protection pour cet effet, avant que l'Impératrice fut rien de cette affaire, et que par conséquent Elle eut pu faire à la République en faveur du Comte de Biron les offres dont on vient de parler. Du reste l'Auteur prouve qu'il n'est pas bien instruit, lorsqu'il dit que le Roi convoqua le Sénat à Fraustadt pour délibérer sur cette affaire. Qu'on lise les deliberatoria que le Roi mit alors en proposition, on n'y verra pas un mot des affaires de Courlande: Seulement, on trouve dans le Résultat, en général et sans qu'il soit fait aucune mention particuliere du Comte de Biron, qu'en conférant en vertu de la Constitution de 1736. après la mort du Duc Ferdinand, la Courlande à un autre, S. M. pourvoira par le moyen de la Commission établie par la Constitution de 1726.

circonstances et donner l'Investiture de la Courlande au Comte de Biron à condition que ce nouveau Vassal déchargeroit le fief des dettes et de toutes pretensions étrangères. 20.)

1726. et renouvelée par celle de 1736. à ce qu'aucune atteinte ne soit portée ni aux droits de S. M. et de la République, ni au bien et aux avantages du fief même. Cette Commission a eu lieu à Dantzic en faveur du Duc Ernest Jean.

20.) Quelle pénétration que celle de l'Auteur! avec quelle sagacité il lit dans les esprits qui composoient l'Assemblée du Senat en 1737! Il ne se borne point à nous apprendre ce qui se passa dans cette Assemblée; il fait plus: il nous dévoile jusques aux motifs les plus secrets qui influèrent sur les délibérations qui s'y firent; cette Assemblée, dit il, fût d'avis que S. M. devoit s'accommoder aux circonstances.

Il n'y eut dans cette Assemblée qu'une voix sur les affaires de Courlande, et on n'y entendit personne donner des conseils au Roi, sur les démarches faites, ou encore à faire à cet égard; au lieu que dans les Assemblées du Senat de 1758. et 1763. les sentimens furent partagés sur les affaires de Courlande.

Quant à ce que l'Auteur ajoûte qu'on ne devoit donner l'investiture de la Courlande au Comte de Biron qu'à condition que ce nouveau Vassal déchargeroit le fief de dettes et de toutes pretensions étrangères, il fait voir par-là qu'il est mal instruit de la vraie condition attachée à cette Investiture.

Dans la relation jointe ci après sous N. que les Commissaires nommés pour conclure avec le nouveau Vassal ont faite au Roi et à la République, il n'est pas dit un mot de ces pretensions étrangères; mais on y dit: qu'on étoit

Lit. N.

étoit convenu: 1^{mo} que le Nouveau Duc ne payeroit que les dettes du fief ne praestatio Vassalagii novo Principi impossibilis foret; 2^{do} qu'il ne seroit obligé qu'à suppléer à ce qui manqueroit pour les acquitter, et 3^{tio} que la vente des biens allodiaux du Duc Ferdinand devoit précéder: ce qui prouve qu'il n'est pas vrai, que, comme l'Auteur l'avance, le nouveau Vassal étoit tenu de décharger le fief de toutes prétensions étrangères.

21.) On a de l'obligation à l'Auteur de ce qu'il ne nie pas du moins que S. M. le Roi a donné au Comte un Diplôme provisionnel. En vérité c'est beaucoup; et l'on ne devoit guère s'attendre à un pareil aveu de la part d'un Ecrivain qui ne se fait point scrupule de démentir des faits, attestés par des pièces signées de la propre main du Roi.

22.) On renvoie le Lecteur à la 2^ome remarque, où l'on a fait voir ce que la Commission avoit arrêté avec le nouveau Duc sur ce paiement des dettes, et où l'on montre que le Duc Ernest Jean ne s'étoit engagé qu'au paiement des seules dettes du fief, et encore sous la condition que la vente des biens allodiaux du Duc Ferdinand précéderoit, et qu'autant que ces biens ne suffiroient pas pour l'acquit de ces dettes.

Nous verrons plus bas si jamais cette vente a précédé, comme on en étoit convenu: combien de tems le Duc Ernest Jean a été dans la possession réelle de ses Duchés, et combien de terres engagées par ses prédécesseurs dans le Duché, il a rachetées. Ce-

ci

Le Roi accorda donc au Comte un Diplôme provisionnel. 21.) La Commission de Courlande régla les conditions de l'investiture conformément à la Constitution de 1736. et elle y attacha particulièrement comme une condition absolument essentielle et sine qua non, l'obligation d'acquitter les dettes du fief et de retirer toutes les terres du Domaine de mains étrangères. 22).

Là dessus le Roi donna au Comte de Biron un Diplôme d'investiture en date du 4^{me} d'Avril 1739. 23.)

Mais celui ci ne quitta point la Cour de Russie. 24.)

ci prouvera au Lecteur que l'emphase que l'Auteur croit donner à sa proposition par ces trois mots latins: sine qua non n'aura pas la vertu qu'il en attend.

23.) On accepte utiliter l'aveu que l'Auteur fait, que le Roi donna un Diplôme au Comte de Biron.

24.) On n'apperçoit pas sur quel fondement l'Auteur veut faire un crime au Duc Ernest Jean de n'avoir pas quitté la Cour de Russie, et l'on ne voit pas ce qu'il prétend en insérer pour invalider les droits du Duc? On ne connoit point de Droit féodal, qui défende à un Vassal de servir une autre Puissance, dès-là que ce n'est point contre son Seigneur suzerain.

L'Empire d'Allemagne nous fournit des exemples innombrables de cas pareils, et un Duc de Courlande doit jouir des mêmes prérogatives et droits que les Princes de l'Empire, parceque le Duc et tout le Duché se les sont réservés dans les PACTA SUBIECTIONIS; comme nous l'avons remarqué plus haut. D'ailleurs la Commission qui traita avec le Duc n'exigea point de lui qu'il quittât la Cour de Russie; et bien loin que le Roi ou la République demandassent qu'il résignât les charges qu'il avoit à cette Cour, S. M. et la République regarderent au contraire comme très-avantageux pour Elles, que la présence du Duc en Russie cimentât l'amitié, et entretint les relations d'un bon voisinage, entre les deux Cours.

Il est sans exemple qu'on ait jamais compté parmi les crimes de félonie l'absence des Princes régnants, de leurs Etats. Il est encore à remarquer que le Duc Ernest Jean eut la précaution de demander au Roi la

Lit. O.

la permission de rester hors de ses Duchés, ce dont il pouvoit se dispenser et qu'il ne fit uniquement que pour tranquiliser la Noblesse qui souhaitoit que le Duc résidât dans ses Etats et qu'il y dépensât ses revenus. Le Roi lui accorda cette permission, comme le prouve la pièce justificative sous O, par laquelle le Roi notifie au Duc Ernest Jean, qu'il avoit envoyé un *RESCRIPTUM PRO OBEDIENTIA* aux Conseillers de la Régence, aux autres Officiers du Pais, et à toute la Noblesse.

Si cette absence du Duc pouvoit être regardée comme une félonie, comment le Roi l'auroit-il approuvée jusqu'à la confirmer par des écrits authentiques, signés de sa propre main? Et est-il concevable que les deux Chanceliers de Pologne et de Lithuanie eussent apposé leurs sceaux sans protester contre cette absence? Certes! il faut avoir un grand fond d'impudence pour avancer ainsi des choses qui tendent à faire soupçonner un Souverain d'avoir été capable d'induire son Vassal à commettre un Crime de félonie, et d'agir de mauvaise foi avec lui. Tous ceux qui ont l'avantage de connoître les sentiments de justice et de probité, qui sont propres au Roi de Pologne, savent combien S. M. est incapable d'une pareille conduite, et ne pourront par conséquent, que s'élever contre un Auteur, qui, dans son enthousiasme indiscret, ne s'apperçoit point, qu'en voulant faire valoir, par de mauvaises raisons, la cause qu'il défend, lui sacrifie audacieusement la gloire d'un des plus grands Monarques.

Il ne presta point l'hommage en personne. 25.)

25.) Il est vrai que le Duc Ernest Jean presta l'hommage par son Plénipotentiaire; mais

mais apparemment que l'Auteur ignore que le Roi dispensa le Duc par un Dip'ome solennel scellé par les deux Grands Chanceliers, de venir recevoir en personne son investiture, à laquelle tant de Sénateurs ont assisté. Que si l'Auteur prétend déclarer nulle cette dispense, parcequ'elle ne fut accordée au Duc que par le Roi seul; toujours sera-t-il obligé de convenir qu'un Vassal ne sauroit être dépouillé avec justice de son fief pour une faute à laquelle son Seigneur suzerain a le plus de part. J'ajoute, que dans ce cas spécifique, on peut soutenir que cette dispense étoit légale, vu que la Constitution de 1736. qui donne au Roi le pouvoir de nommer un Duc de Courlande après la mort du Duc Ferdinand, ne prescrit à S. M. d'autre condition que celle d'y procéder juxta in simili casu practicum modum. Or on sait qu'il y a très peu de Ducs de Courlande qui aient pris l'investiture en personne. Il est vrai, que dans l'année 1683. lorsque le Duc Fridéric Casimir prit l'investiture par un Plénipotentiaire, on arrêta que cela ne tireroit pas à conséquence; mais on sait que le sens de cette loi étoit, que les Ducs de Courlande ne pourroient prétendre être dispensés de droit de prendre l'investiture en personne, mais qu'ils se tiendroient obligés de la recevoir de cette manière, aussi souvent que le Roi et la République le demanderoient.

Loin d'acquitter les dettes du fief, il ne fit comme nous le verrons bientôt, que les dénaturer et les rendre beaucoup plus onéreuses. 26.)

Il ne vint point prendre possession de ses Etats; et il n'en a jamais reçu l'hommage, ni le serment de fidélité. 27.)

26.) Comme l'Auteur promet de prouver plus bas que le Duc avoit rendu les dettes du fief plus onéreuses; on se réserve à répondre là-dessus dans le même lieu.

27.) L'Auteur ne sachant pas les loix et les coutumes de la Courlande, on lui par-

D

donne

donne de vouloir trouver un défaut dans ce que le Duc n'a jamais reçu l'hommage de la Noblesse. Il n'est pas nouveau en Courlande, que la Noblesse refuse de prêter l'hommage aux Ducs, jusques à ce que le Duc et la Noblesse soient d'accord sur les griefs dont celle-ci demande l'abolition; à quoi l'on peut encore ajouter que la Noblesse Courlandoise n'est point obligée de prêter l'hommage à un Plénipotentiaire du Duc; mais il faut que le Duc soit présent en personne.

Les Circonstances où se trouvoient le Duc, ne lui permettoient point de paroître en personne; il ne reçut donc point le serment de fidélité; mais cela ne sauroit invalider ses droits; puisque le Roi lui permit de prendre l'investiture par un Plénipotentiaire, et de régner hors de ses Etats.

Son établissement dans le Duché de Courlande n'étoit point consommé 28.)

D'ailleurs nous n'avons jamais entendu que la légalité d'un Prince régnant, ceteris paribus, dépende de l'hommage et du serment de ses sujets.

28.) Le Duc avoit reçu l'investiture du Roi en présence d'une quantité de Sénateurs qui encore onze ans après, par leur résultat de 1750. ont nommé le Duc légitimement investi et S. M. avoit déjà fait parvenir à la Régence, à tous ceux qui avoient des charges dans le Pais et à toute la Noblesse, des ordres d'obéir au Comte de Biron, comme à leur légitime Duc. La Régente, les Drossards et toutes les personnes en charge avoient prêté serment au Duc, et il exerça plusieurs Actes de possession; faisant des ordonnances dans le Pais, et conférant les charges qui vaquoient. Nous demandons, à quiconque veut juger impartialement, si son établissement

Et il n'avoit pas rempli les conditions de l'investiture, lorsque la même ambition qui l'avoit élevé trop haut, le replongea dans le néant. 29.)

sement n'a pas été consommé? S'il étoit nécessaire de résider dans un Pais, pour en être vrai et légitime possesseur il s'ensuivroit que le Land - Grave de Hesse - Cassel, ne pourroit être regardé comme vrai et légitime possesseur de ses Etats, puisqu'il n'en prit pas possession en personne, après la mort de son Père, et qu'il n'y a pas été pendant tout le tems que la guerre a duré. L'absurdité d'une proposition qui mène à de pareilles conséquences, saute aux yeux.

29.) Nous parlerons plus bas des conditions de l'investiture qui n'ont point été remplies. Pour ce qui regarde le malheur qu'on reproche ici au Duc Ernest Jean, en termes peu respectueux; rien ne seroit plus facile que d'en faire un exposé conforme à l'exacte vérité, et cependant tout à la décharge de S. A. S. Monseigneur le Duc Ernest Jean. Mais comme on ne sauroit l'entreprendre, sans s'exposer à dire des choses, qui pourroient s'écarter du but que l'on a, de ne rien dire qui puisse offenser les Grands, morts ou vivants; on aime mieux garder ici le silence sur ces choses. On se contentera de remarquer que si le Duc a été la victime d'une des plus violentes persécutions, S. A. S. a eu aussi la douce satisfaction de voir son innocence reconnue, et attestée aux yeux de l'univers, un an après son malheur, par l'Impératrice Catherine II. ce que nous montrerons plus en détail, en tems et lieu.

Ebloui par le succès et peu satisfait d'une si brillante fortune; au lieu de se rendre à son devoir de Prince et de Vassal, au lieu de venir prendre lui-même soin des peuples sur lesquels il prétendoit régner, le Comte de Biron entreprit de gouverner encore la Russie après la mort de sa bienfaitrice sous le nom de Régent. 30.)

30.) On renvoie le lecteur à la remarque 24. où l'on a prouvé qu'un Prince Vassal ne se rend point coupable de félonie, en servant une Puissance étrangère; à quoi l'on ajoute ici que le Roi de Pologne ne fit point alors un crime au Duc Ernest Jean de ce

qu'en conséquence de la disposition de l'Impératrice Anne, il prit en qualité de Régent, les rênes de l'Empire de Russie: bien loin de là, S. M. le félicita de cette nouvelle dignité, et Mr. le Comte de Bruhl lui fit, par ordre du Roi, des excuses de ce que S. M. n'avoit pas encore envoyé quelqu'un de distinction pour l'en féliciter; ajoutant: que le Comte Lynar qui étoit sur le point de partir, avoit ordre de s'acquitter de cette Commission. Voilà la pièce justificative sous P.

Lit. P.

Bientôt il y fût arrêté, dépouillé de tout, et transporté en Sibérie avec sa famille. 31.)

Le Duché de Courlande fut gouverné pendant quelque temps en son nom par une Régence. 32.)

Lit. Q.

Mais la Cour de Russie fit saisir et emporter tout ce qui lui appartenait, et même elle demanda le séquestre des biens du Domaine Ducal, afin de se rembourser, par les revenus, des grandes sommes d'argent qu'elle accusoit le Comte de Biron d'avoir détourné du trésor Impérial. Ce séquestre fut accordé par un Réscrip du Roi du 2 Jan. 1741 33.)

33.) C'est là encore un fait qui ne peut

peut être contesté, et c'est une conséquence du dépouillement dont l'Auteur parloit tantôt: mais cette démarche des ennemis du Duc ne prouve pas la justice et la vérité de la cause que l'Auteur veut défendre, et ne peut rien déroger aux droits du Duc. Pour ce qui regarde le séquestre accordé par un Réscrip du Roi, nous suspendons notre jugement sur ce procédé, et n'examinerons point si S. M. comme Seigneur suzerain, pouvoit donner un Réscrip pareil en faveur, d'une Puissance étrangère.

Il-y-a de la différence entre souffrir une chose sans l'approuver, et entre y contribuer soi-même sous le titre spécifique d'approbation.

Bien tôt après, savoir au mois d'Avril de la même année, la Cour Russie publia un Edit Impérial, portant que Ernest Jean de Biron, criminel de lèse Majesté avoit mérité la mort mais que cette peine lui aiant été remise par un effet de clemence, il étoit condamné avec ses fils à une captivité perpétuelle. 34.)

34.) Il est étonnant que l'Auteur qui dit écrire son Mémoire par ordre du Roi, ose en appeler à ce qui s'est passé sous un règne que l'Impératrice Elisabeth de gl. m. a déclaré illégitime et nul, tant par rapport à Elle que par rapport à toute Sa branche: ordonnant que tout ce qui s'étoit fait sous ce Règne fut aboli et annullé, tellement qu'il n'en fut jamais parlé. Il n'est pas croyable que S. M. qui a toujours eu à coeur d'entretenir l'amitié et l'harmonie entre les deux Cours, ait pu permettre de rappeler les faits d'un Règne tel que celui-là, et que ce soit de son aveu, que l'Auteur s'émancipe de nommer Impérial l'Edit dont il parle: quoiqu'on ne connoisse point en Russie d'Empereur du nom de celui sous lequel on a publié cet Edit. En vérité, cette insolence de l'Auteur mériterait une punition éclatante, tant pour la satisfaction de la branche régnante en Russie, que pour celle de S. M. le Roi.

D 3

D'ailleurs;

D'ailleurs; ce fait ne décide rien en faveur de la cause que l'Auteur s'est proposé de défendre; puisque de quelque crime que le Duc Ernest Jean eut pu se rendre coupable envers la Russie, cela ne lui auroit pas pu faire perdre ses droits acquis sur le Duché de Courlande, dont il avoit reçu l'investiture du Roi. C'est une règle dans le droit féodal, que si un Vassal vient à se rendre coupable d'un crime qui n'est point félonie, fut-ce même un parricide, son Seigneur suzerain peut tout-au-plus punir le criminel par la privation de ses fiefs; mais que cette privation ne sauroit s'étendre jusques sur ses Descendants. Suivant ce principe, quand même le Duc Ernest Jean auroit commis en Russie un crime qui pourroit, selon le droit féodal le priver pour sa personne de ses Etats; on ne pourroit pourtant pas en dépouiller ses Descendants mâles.

35.) On convient de ce fait qui ne peut pas être nié, mais qui ne prouve pas plus pour l'Auteur que tout ce que nous avons réfuté. Cependant il est bon de remarquer ici, que la Noblesse ne fût point contente de ce procédé et que la Régence agit en cela contre les loix de la Courlande, et contre ses propres droits, comme le prouve l'extrait de la FORMULA REGIMINIS, allégué plus haut.

36.) L'Auteur ne sauroit soutenir avec raison et avec justice, que le Roi fût autorisé, en qualité de Seigneur suzerain, d'ordonner qu'on gouvernât en son nom. Nous avons en Courlande une Loi fondamentale (c'est celle que nous venons d'alléguer) qui décide comment ce Duché doit être gouverné en

Dès que ce Rescript fut publié à Mitau la Régence cessa de gouverner au nom de Biron, et fit ôter ce nom des prieres publiques 35.)

Le Roi ne voulant rien précipiter et desirant cependant de pourvoir d'une manière convenable au Gouvernement de la Courlande, ordonna à la Régence, comme seigneur suzerain de gouverner le Duché en son nom. 36.)

Il est certain que selon toutes les loix, selon les principes du droit des Gens, le Comte de Biron condamné avec ses fils à une mort civile par une Puissance dont il s'étoit rendu volontairement sujet, en s'attachant à son service et en lui jurant fidélité; il est certain dis-je, que Biron et ses fils devoient être considérés comme morts, et les fiefs tenus pour vacants. 37.)

La Cour de Russie le regardoit si bien comme tel que dès le 22me Juin 1741. elle fit faire des démarches en conséquence par le Chambellan Buttler son Ministre et recommanda à la Noblesse le Prince Louis de Brunswic afin que les états suppliasent le Roi de le leur donner pour Duc. Ce Prince étoit à Mitau et s'offroit à dégager le

par d'absence du Duc; et la Courlande ne nous offre aucun cas, outre celui-ci, où l'on se soit écarté de ce que prescrit cette Loi. La Régence gouverna au nom du Duc Jaques, pendant le tems que les Suédois le tenoient en prison; et la même chose arriva sous le Duc Ferdinand qui fut plus de 20. Ans, absent de ses Duchés. Les Courlandois ignorent jusqu'ici de quel droit le Roi a pu abroger une de leurs loix fondamentales, et pourvoir par son autorité aux nécessités supposées d'un Pais, qui n'a besoin que de la conservation de ses loix et de ses usages, établis depuis le tems qu'il a contracté les engagements où il est, à l'égard de la République.

37.) L'Auteur auroit bien dû, ce semble citer ces loix et ces Principes du Droit féodal, du Droit public, et du droit des Gens suivant lesquels il prétend, que le Duc Ernest Jean et ses fils devoient être considérés comme morts, et le fief tenu pour vacant, par les raisons qu'il allègue ici; savoir, 1mo parceque le Duc et ses fils avoient été condamnés à une mort civile par une Puissance étrangère; 2do parcequ'il s'étoit volontairement attaché à cette Puissance.

Quant à la première raison, elle est sans aucune force, puisque la sentence qui condamna le Duc avec ses fils, a été annullée par l'Impératrice Elisabeth, comme ayant été portée sous un Règne illégitime; et que d'ailleurs, comme nous le prouverons plus bas, cette Auguste Princesse n'a point imputé de crime au Duc et encore beaucoup moins ceux, dont il étoit accusé dans la sentence que l'Auteur suppose légitime.

On

le Duché de toute prétension étrangère. Il paroissoit en état de remplir ces promesses, et il importoit si fort à la Courlande de se débarrasser de toute prétension de la part de la Russie, que la Noblesse ne balançoit point à supplier le Roi par un Député de donner au Prince de Brunsvic, (si c'étoit son bon plaisir) comme Seigneur suprême, l'investiture des Duchés de Courlande et de Semigalle. 38.)

S. M. pour se donner le tems de considérer murement toute chose manda le 17. Octobre aux Conseillers suprêmes de faire en son nom tous les Actes de

On oppose encore ici à l'Auteur un principe du droit féodal qu'on n'a jamais contesté, et qui a force de loi: C'est qu'un Vassal qui a deux Seigneurs suzerains, venant à se rendre coupable de félonie contre l'un d'eux, ne peut être dépouillé que du seul fief qu'il tient du Seigneur qu'il a offensé; mais qu'on ne sauroit lui ravir celui qu'il tient de l'autre Seigneur à l'égard duquel il n'a point commis de félonie.

Pour ce qui regarde la seconde raison on renvoie le lecteur à la remarque 2.^{me} et à la pièce justificative sous O.

38.) On ignore d'où l'Auteur a tiré ces particularités; que la Cour de Russie auroit donné des instructions à Mr. le Chambellan de Buttler, d'agir en faveur du Prince Louis de Brunsvic; et on fait encore beaucoup moins sur quel fondement il peut assurer que la Noblesse Courlandoise ne balançoit pas à supplier le Roi, par un Député, de leur donner ce Prince pour Duc. Quand on se sert du mot collectif de Noblesse, on désigne la pluralité des Nobles; mais l'Auteur auroit de la peine de prouver que la pluralité de la Noblesse ait eu part à cette démarche. De plus, ceux qui la firent donnèrent à leur Député des instructions qui portoient: qu'on ne demandât le dit Prince, qu'au cas que les fiefs fussent déclarés vacants par le Roi et la République; ce qui prouve que les Courlandois ne vouloient rien faire de contraire à leurs loix et au droit féodal, et qu'ils ne regardoient point les fiefs comme vacants; parcequ'en effet cette vacance ne pouvoit avoir lieu qu'en cas de mort, ou de félonie. Or ni l'un ni l'autre de ces deux cas n'existoit:

de Gouvernement leur envoiant pour cet effet un nouveau sceau.

Le Roi disoit dans son Rescrit, qu'il convenoit de supprimer dans les Actes publics le nom et l'autorité du Duc jusqu'à ce que sa cause fut parfaitement connue, et que l'on pût juger de la Note d'infamie dont il avoit été chargé 39.)

Cependant la Noblesse Courlandoise et la Cour même de Russie continuoient leurs instances en faveur du Prince Louis de Braunsvic. 40.)

Mais avant que le Roi pût se rendre à Varsovie et prendre à cet égard une résolution, l'Impératrice Elisabeth monta sur le trône de Russie et il ne fût plus question du Prince de Braunsvic qui ne convenoit plus à la Courlande et se trouvoit bien éloigné

toit: puisque le légitime Duc de Courlande étoit plein de vie, et que ni le Roi, ni la République ne lui imputoit aucune félonie.

D'ailleurs; les démarches que l'Auteur met ici sur le compte de la Cour de Russie sont de la même nature que les faits sur lesquels nous avons donné nos remarques sous 34. et par conséquent elles ne sauroient jamais être alléguées comme étant émanées de cette Cour.

39. On ne veut point examiner comment le Roi a pu commencer un procès par l'exécution. Il est clair, par le Rescrit dont il s'agit ici, que le Roi ne savoit pas encore, si le Duc étoit coupable, ou non; car il veut premièrement prendre connoissance de la cause pour pouvoir juger de la note d'infamie, dont le Duc avoit été chargé; néanmoins on le prive en même tems des effets de son pouvoir Ducal; supprimant son nom et son autotité; quoique selon nos constitutions, cette autorité auroit dû continuer à s'exercer par la Régence, (comme le dit notre FORMULA REGIMINIS.) jusqu'à ce que le Duc et sa famille aient été jugés selon les Constitutions et les loix fondamentales de la République et des Duches

40.) On renvoie le lecteur aux remarques 34 et 38. où l'on a fait voir, comment il faut juger des démarches que l'Auteur fait sonner si haut, et qu'il attribue faussement à la Russie.

éloigné de pouvoir l'affranchir de toute prétention de la part de la Russie. La révolution arrivée dans cet Empire sembloit devoir être favorable aux Biron, ils furent rappelés de Sibérie et transférés à Jaroslaw.

41)

41.) Il est vrai que la révolution qui remit sur le Trône de Russie la vraie héritière de cet Empire, l'Impératrice Elisabeth, de gl. m. fût favorable à S. A. S. Mgr. le Duc Ernest Jean. Cette Auguste Princesse ne fût pas plutôt parvenue à la Couronne Impériale, qu'il parût un Manifeste dans lequel on faisoit un crime à certaines personnes disgraciées, des raisons pour lesquelles on avoit persécuté le Duc, et de la manière dont on avoit procédé contre lui.

L'Impératrice prouva même par des faits combien elle reconnoissoit le tort fait au Duc de Courlande.

Le Roi dont la bonté et la clémence font le caractère, jugea l'occasion favorable pour terminer enfin cette affaire conformément à ses Principes. S. M. qui avoit déjà fait des démarches à la Cour de Russie en faveur de Biron se proposoit de le secourir par son intercession, s'il étoit innocent ou du moins de savoir à quoi s'en tenir par rapport à la Courlande et d'être certainement informée s'il ne restoit pour le prisonnier aucune espérance de retour. 42.)

Elle envoïa sur le champ des ordres pour que le Duc sortit de Sibérie, et une personne de distinction, qu'on pourroit nommer et qui est encore en vie, fût envoïée par S. M. L'Impératrice Elisabeth pour assurer le Duc et sa famille de ses bonnes grâces, et lui déclarer qu'Elle étoit disposée à lui donner la permission de retourner dans ses Duchés.

Mais ayant été représenté à l'Impératrice, qu'il seroit dangereux de laisser sortir de l'Empire un Seigneur qui avoit tant de connoissance de l'intérieur de l'Etat; cette Princesse ordonna que le Duc et sa famille se rendissent à Jaroslaw, jusqu'à nouvel ordre.

42.) Il est notoire, que S. M. le Roi a donné dans l'affaire du Duc Ernest Jean, pendant l'espace

l'espace de 18. ans, c'est-à-dire depuis 1741. jusques à 1758. bien des preuves de la justice, de la clémence et de la bonté, qui lui sont propres.

Pendant tout ce tems, on a vu S. M. saisir toutes les occasions qui lui parurent favorables pour procurer au Duc le retour dans ses Etats. Et le Roi n'est pas le seul qui se soit intéressé dans cette affaire.

Lit. R.

Cette Pièce justificative R. prouve clairement que les Grands du Roïaume de Pologne ont envisagé dans ce tems-là, la situation du Duc Ernest Jean et l'état de ses Duchés, tout autrement qu'on ne le fit, en 1758. et d'une manière bien différente des idées que l'Auteur tâche d'en donner au Public. Les Grands du Roïaume représentèrent au Roi, qu'on trouvoit que l'affaire du Duc étoit toute autre qu'on avoit voulu la faire croire, d'abord après la mort de l'Impératrice Anne; qu'ils ne considéroient en lui qu'un Vassal légitime, que tout ce qu'on avoit pu dire contre ce Duc, étoient des choses personnelles à lui-même, mais étrangères à la République; qu'il étoit toujours censé Duc; qu'il avoit droit à la protection que le Seigneur suzerain doit à son feudataire; qu'ils se croïoient obligés de travailler à faire rendre la liberté à leur Vassal; et ils finissent par prier le Roi de seconder leurs souhaits, à cet égard. Le Roi répondit, avec autant de justice que de clémence, aux prières des Grands du Roïaume, et il écrivit la lettre ci-jointe sous S. à l'Impératrice Elisabeth, en faveur du Duc son Vassal; intercédant pour sa liberté, en ces termes; Elle me donnera par-là en particulier, de son amitié pour moi, une

E 2

nouvelle

Lit. S.

Elle reiterra ses instances auprès de la nouvelle Impératrice ne doutant point qu'une Princesse si connue par sa bonté ne relachât le Comte, s'il n'étoit pas indigne de toute grace et même ne le mit en état en lui cédant ses prétentions sur la Courlande de remplir la condition essentielle de son investiture. 43.)

Mais l'Impératrice, trop convaincue sans doute des crimes de son prisonnier, se refusa à toute sollicitation et fit même des démarches pour procurer au Prince de Hesse Hombourg les Duchés qu'Elle regardoit comme vacants. 44.)

nouvelle preuve, à laquelle je serai très-sensible. Elle satisfera aussi à sa Générosité naturelle, en rendant justice à ce Duc, et en mettant fin à des souffrances qu'il a si peu méritées puisqu'il ne paroît point qu'il ait jamais eu le malheur d'offenser V. M. J. Il semble que rien ne doit s'opposer à son elargissement. Nous laissons à juger au public impartial combien peu, ces démarches auxquelles le Roi et le Sénat se crurent obligés en faveur du Duc, au nom de la République en vertu de la Constitution de 1736, s'accordent avec les sentiments indignes et offensants, que l'Auteur prête, et à son Souverain, et à la République.

43.) Toutes les instances faites par le Roi n'avoient d'autre but, que d'obtenir l'elargissement du Duc.

44.) Nous avons déjà fait voir, dans la 41^{me} remarque, que l'Impératrice Elisabeth étant montée sur le trône Impérial, tint à l'égard du Duc une conduite qui prouve évidemment qu'Elle ne le croioit point-coupable des crimes dont il avoit été accusé; et nous réservons d'en parler plus amplement ci-après. Ce que l'Auteur ajoute relativement au Prince de Hesse-Hombourg est très-étranger à son sujet, et l'écarte de son but, qui doit être de démontrer la justice de la cause qu'il défend. Et il est surprenant qu'un savant comme lui en appelle aux prétendues

La Noblesse de Courlande se trouvoit dans un état fâcheux, elle voioit tous les biens du Domaine entre les mains de la Russie et le Pais en confusion. 45.)

tendues démarches qu'il suppose avoir été faites par l'Impératrice en faveur du Prince de Hesse-Hombourg, puisque quand même elles auroient eu lieu, elles ne prouveroient rien dans un cas pareil à celui-ci; l'Impératrice n'ayant pas été en droit de déclarer vacant, un fief qui ne lui appartenoit pas.

45.) Il est vrai que la Courlande se trouvoit dans un état fâcheux; mais ce n'étoit pas tant parceque les Domaines étoient entre les mains des Russes, qu'à cause de l'absence de son Duc. Les Courlandois doivent reconnoître que leur privilège touchant les fermes des Domaines (seule chose qui dépendoit de la Russie) n'a aucunement souffert pendant tout le tems du sequestre; l'Impératrice Elisabeth de gl. m. ayant (si l'on en excepte un très-petit nombre de cas) constamment donné ces domaines à-ferme, à la Noblesse du Pais, qui doit seule jouir de ce bénéfice, à l'exclusion des Etrangers.

Ce n'est pourtant pas que l'on approuve que les biens du Domaine aient été en des mains étrangères. On ne se propose, que de faire connoître au public que si, comme l'Auteur le dit, la Noblesse de Courlande se trouvoit dans un état fâcheux, ce n'étoit que parcequ'elle supportoit impatiemment d'être privée de son légitime Duc, et qu'elle voioit avec chagrin sortir, chaque année, du Pais déjà assez pauvre, près de 40000. Ducats; et que la Régence, par les fausses démarches qu'elle faisoit coup-sur-coup, augmentoit la confusion; à quoi contribuoient encore, par leurs injustices, quelques Ministres de la Cour de Pologne, qui, par de pernicioeux conseils cherchoient à engager sa Majesté à des entreprises destructives de nos

droits, et manifestement contraires aux engagements du Roi, selon les Pattes. On sait, et l'Auteur le confesse, que Roi accorda à la Russie, par un Rescrit en date du 2. Janv. 1741. le sequestre des Domaines du Duc, qu'elle avoit demandé.

L'illégalité de cette permission est palpable; et quiconque est tant-*soit-peu* versé dans la connoissance des loix et des contumes de la Courlande, conviendra, que pour autoriser ce sequestre, il eut fallu plus qu'un simple Rescrit du Roi, tel que celui dont nous venons de parler.

Ce Rescrit n'est pas le seul qui ait contribué au triste état de la Courlande. Plusieurs autres qui l'ont suivi, y ont augmenté la confusion, et empiré l'état des choses.

Pour en sortir il falloit obtenir ou le rétablissement de Biron ou un nouveau Duc. 46.)

Les sentiments étoient partagés, plusieurs vouloient qu'on ne s'opposât point à la fortune, lorsque détruisant elle-même l'ouvrage fantastique de son premier caprice, elle les delivroit d'un Prince peu fait pour les gouverner, et qui en se soumettant à une puissance étrangère s'étoit attiré par sa faute une flétrissure incompatible avec la dignité souveraine. Enfin la pitié prévalut ou plutôt la Noblesse Courlandoise voulut se conformer à cette équité scrupuleuse, qui fesoit prendre au Roi

46.) On seroit bien curieux de savoir sur quoi l'Auteur veut et peut fonder la nécessité de cette alternative. Nous autres Courlandois soutenons, que pour nous tirer de cette confusion, il n'eut fallu que nous rendre notre Duc; ou si son rétablissement ne pouvoit pas avoir lieu, nous gouverner de la manière dont nous devons l'être en cas d'absence du Duc, selon nos loix et nos usages. Nous n'avions pas besoin d'un nouveau Duc, surtout d'un Duc intrus contre nos loix et aux dépens de nos droits, qui se laissant conduire par des Conseillers mal intentionnés, ou réduisit le païs à un esclavage pour lequel la Noblesse Courlandoise n'est point faite, ou y attifât le feu de la discorde.

Mais la Providence qui veilloit sur nos intérêts, avoit fixé pour terminer ces désordres, l'heureux moment qui a mis le comble

MIN

Roi tant de précautions pour ne laisser aucun doute sur la vacance du sié. 47.)

aux vœux des Courlandois, en ramenant enfin au milieu d'eux, leur légitime Duc.

47.) On ne sait pas de quel tems l'Auteur parle, et nous ne voulons plus nous arrêter à relever les invectives et les indécences qu'il répète à tout moment, et qui chez lui tiennent lieu d'arguments. Nous le renvoyons aux remarques 16. 18. 24. 30. où il est suffisamment réfuté.

Quant aux épithètes par lesquelles il voudroit caractériser l'élévation du Duc Ernest Jean, elles conviendroient infiniment mieux à celle de S. A. R. Mgr. le Prince Charles, à la quelle on n'a pu procéder, qu'en faisant main-basse sur les principes fondamentaux du droit féodal, qu'en foulant aux pieds les loix de la Courlande, et qu'en s'écartant des Constitutions de la République. Certainement l'Auguste Maison de Saxe n'a pas grande obligation à ceux, qui ont conçu le fantastique plan, d'établir S. A. R. en Courlande; puisqu'en voulant le faire d'une manière aussi peu sage, que celle dont ils s'y sont pris, ils n'ont fait que préparer à un Prince, dont les talents et le mérite étoient dignes d'un meilleur sort, la mortification de voir brouler cet établissement, qui ne pouvoit subsister, n'ayant pour base que des fondemens ruineux.

Elle joignit ses supplications aux instances de S. M. mais ce fut sans aucun fruit pour le Comte de Biron et même cette Noblesse voulant revenir à la charge et envoyer à Petersbourg l'an 1755. son Député revint sur ses pas, la Cour de Russie lui refusant des passeports. 48.)

Le Roi ne voulant rien négliger soit pour le rétablissement de Biron, s'il se trouvoit juste et possible soit pour constater parfaitement la vacance d'un sié qui ne pouvoit rester toujours dans cet état d'incertitude

48.) Ce refus de Passeports ne prouve absolument rien à la charge du Duc Ernest Jean, puisqu'il faut évidemment en chercher la cause dans les mêmes raisons, pour lesquelles nous avons vu, à la 41^{me} Remarque que la Cour de Russie ne vouloit point encore consentir à ce que le Duc sortit de l'enceinte de l'Empire.

49.)

tude S. M. demanda enfin à la Cour de Russie, si le Père étant condamné sans retour, elle ne voudroit pas au moins relacher les fils. 49.)

L'Impératrice répondit constamment que Biron s'étoit rendu coupable de lèse-Majesté, qu'il avoit pillé le trésor Impérial et que les plus fortes raisons d'Etat s'opposoient à son élargissement, de même qu'à celui de ses fils. 50.)

49.) Nous ne doutons nullement que S. M. n'ait fait très-sincèrement toutes les démarches possibles, pour délivrer l'infortuné Duc; et nous sommes très-persuadés, que si des personnes mal-intentionnées n'eussent pas détourné, par leurs pernicious conseils, l'effet de cette bonté et de cette justice, qui font le caractère du Roi, S. M. ne se seroit jamais portée d'Elle-même, à disposer d'un fief de la République, d'une manière illégale, et à augmenter les troubles, qui déchiroient déjà la Courlande, en entreprenant d'y établir le Prince son fils, aux dépens d'un Vassal accablé des revers de l'inconstante fortune, mais parfaitement innocent de tout ce qui auroit pu le faire dépouiller avec justice d'un Etat, dont il avoit reçu l'investiture de mains des S. Elle-même.

50.) Il faut être l'impudence même et ne savoir point rougir, pour trahir la vérité au point que le fait ici l'Auteur, lorsqu'avec sa confiance ordinaire il avance: que l'Impératrice répondit constamment, que le Duc s'étoit rendu coupable de lèse-Majesté, et qu'il avoit pillé le trésor impérial. Fût-il jamais permis de faire, sans bonnes preuves, d'aussi graves imputations, à qui que ce soit, et sur-tout à un Prince? C'est pourtant ce qu'ose faire ici l'Auteur. Car-où sont les preuves qui justifient ce qu'il avance? Il n'en a aucune; et nous le défions d'en alléguer de valables.

Il est

Il est incapable de prouver, je ne dirai pas que l'Impératrice Elisabeth ait déclaré le Duc coupable des crimes, qu'il lui plaît de lui imputer, mais seulement qu'Elle ait fait paroître qu'Elle l'en soupçonnoit. Bien loin de là; ceux, sur les accusations desquels le Duc avoit été arrêté, furent, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, déclarés coupables; et on leur fit un crime de la manière dont ils avoient procédé contre le Duc.

Ce n'est point comme criminel, mais par des RAISONS D'ETAT, que le Duc a été retenu en Russie. Il n'a jamais paru de Manifeste, dans lequel on l'ait déclaré coupable des crimes que l'Auteur lui impute ici calomnieusement; et dans la déclaration de Mr. de Gross sur les motifs qui engagèrent la Russie à retenir le Duc, on ne parle que de raisons d'état; et nullement de lèse-Majesté, et de fraude dans l'administration des revenus de l'Empire.

51.) On ne savoit point encore que ce fut félonie, à un Vassal, retenu captif par une force majeure, de ne pas se rendre dans son fief. C'étoit à l'Auteur qu'il étoit réservé de nous instruire de ce nouveau Principe. D'ailleurs, nous savons fort bien que du tems des Romains, la captivité, et la déportation, causoient la mort civile. Mais pourquoi l'Auteur nous transporte-t-il dans le monde Romain, qui n'existe plus? Tous les Jurisconsultes conviennent que Capitis diminutio maxima et media sont périés avec les Romains, et ne s'accordent point avec nos Républiques d'aujourd'hui: et il est constant, que ce qui regarde les Princes feudataires, ne doit plus être jugé selon le Droit Romain.

En sorte que toute cette famille devoit être considérée comme mort-civilement, et sans retour. 51.)

De ce moment le Roi pouvoit, sans le moindre scrupule déclarer l'ouverture du fief, et investir un nouveau Vassal en vertu de la Constitution de 1736. Il ne peut rester une ombre de doute, sur cette vérité, à qui voudra faire attention aux faits que l'on vient d'exposer, et dont les preuves sont de notoriété publique

F

52.)

que. 52.)

52.) En vérité, voici un nouveau paradoxe, qui ne le cède point, en singularité, au précédent. Qui s'avisait jamais de soutenir qu'un fief puisse être déclaré vacant, parce que le Vassal, détenu prisonnier par une force supérieure, ne sauroit le gouverner par lui-même? et que le Seigneur suzerain soit autorisé à ôter, par cette seule raison, le fief à son Vassal, sans l'avoir même préalablement cité, jugé et condamné, selon les règles, et avec les formalités établies par les loix, et conformes aux Constitutions du droit féodal, et à celles du fief même? Au reste, quand même le fief auroit été ouvert, comme il ne l'étoit point; il est faux, malgré l'assurance avec laquelle l'Auteur l'affirme, que le Roi eût été en droit, en vertu de la Constitution de 1736, de déclarer cette ouverture, et d'investir un nouveau Vassal. C'est ce dont on pourra se convaincre en faisant attention aux observations suivantes.

Tous ceux qui ont quelque connoissance des loix et des Constitutions de la Pologne, savent qu'on distingue dans cette République trois sortes d'actes de juridiction, ou de *JURA PUBLICA*.

Il en est que le Roi peut exercer seul; il en est d'autres qu'il ne peut faire que conjointement avec le Sénat: enfin il en est d'un troisième genre, qui demandent le concours de l'Ordre Equestre, c'est à dire qui ne peuvent être exercés, que par la République toute-entière. Or le cas en question appartient constamment à cette dernière classe. Car en vertu d'une Constitution de l'année 1607. que nous donnons sous T. le Roi ne peut rien entreprendre relativement aux fiefs de la République, sans le concours de

Lit. T.

Lit. U.

la République toute-entière; et pour ce qui est en particulier de la Courlande, le Roi, par le serment qu'il a prêté sur les *PACTA CONVENTA*, s'est engagé solennellement, à ne rien entreprendre, à l'égard de ce Pais, sans le concours de la République (voies U.) d'où il résulte évidemment, que dans le cas, où il s'agiroit de dépouiller un Duc de Courlande de ses fiefs, la République entière seroit seule autorisée à le faire; et non pas le Roi. C'est ce que S. M. a Elle-même reconnu, puisque, lorsqu'on s'attendoit à l'extinction de la maison de Kettler, elle fit arrêter par la Diète de 1736, ce qu'il y auroit à faire, cette extinction survenant; et reçut de cette même Diète, au nom de la République, le pouvoir, d'investir, après la mort du Duc Ferdinand, un nouveau Duc avec ses Descendants mâles. Or qui ne voit, que si la collation des fiefs de Courlande, dépendoit uniquement du Roi et du Sénat, et qu'il ne fût pas nécessaire pour la rendre valable, que le troisième ordre de la République y concourût, le Roi et le Sénat n'auroient eu garde, de déroger à leur droit, en demandant le concours de l'Ordre equestre, sur une chose, qui eût dépendu d'eux seuls.

Il est vrai que c'est sans la participation de l'Ordre Equestre que le Sénat a déclaré en 1758. le fief vacant, et que S. A. R. Mgr. le Prince Charles en a reçu l'investiture en 1759. Mais tout ce que l'on en peut conclure, c'est que, et cette déclaration, et cette investiture, n'étant, ni l'une ni l'autre, munies de l'aveu de la République entière, sont par cela-même nulles, de toute nullité. Pour détourner cette conséquence, peu favo-

F 2

rable

nable à la cause de l'Auteur, il voudroit nous persuader, que la Constitution de 1736 a conféré au Roi, une fois pour toutes le droit de disposer, à son gré, et sans nouveau plein-pouvoir de la République, des fiefs de Courlande, à chaque avance qui pourroit survenir. Mais l'Auteur nous permettra de lui faire ici une question.

Qui est-ce, qui est en droit de fixer le sens d'une loi? Il est constant que ce n'est que celui, qui l'a faite. Or ni le Roi seul, ni conjointement avec le Senat, n'est pas l'Auteur de la Constitution sur laquelle on se fonde; elle a été faite par les trois ordres; qui constituent la République, et dès-lors il n'appartient pas au Roi et au Senat seuls, de l'interpréter selon leur bon plaisir; il faut, pour en fixer le sens et pour en déterminer l'étendue, le concours des trois ordres qui l'ont faite. Il n'est point de moyens auxquels les Courlandois n'eussent eu recours, plutôt que de se prêter à une innovation aussi désavantageuse pour eux, que celle, qui rompant, au mépris des traités les plus sacrés les liens, qui les unissent à la République, les auroit mis dans la dépendance du Roi et du Senat seuls: Et personne n'auroit pu les blâmer; la Courlande étant un fief qui s'est donné au Roi et à la République, volontairement, aux conditions dont on a fait mention plus haut. Une condition expresse des *PACTA SUBIECTIONIS* c'est, que les Courlandois ne seront soumis qu'au corps de la République, et cette condition ne sauroit être annullée que de l'aveu, et avec le consentement de la Noblesse Courlandoise.

L'Investiture accordée à Ernest Jean Biron étoit devenue nulle par le non accomplissement de la condition essentielle, en vue de laquelle seule le fief lui avoit été donné, condition toute différente de celles qui se voient d'ordinaire dans les Actes d'inféodation ou d'investiture et qui decoulent de l'état de Vassal. Il s'agit ici de la clause essentielle d'un Contrat onéreux, de l'accord que l'on appelle *do ut des* lequel devient nul et cesse d'obliger, dès que Vous ne faites point de Votre côté, ce que j'avois exigé de Vous en retour. Les fautes contre les conditions attachées à la qualité de Vassal n'opèrent point la perte du fief sans procédures, parcequ'il faut les prouver, que l'accomplissement de pareilles conditions est susceptible du plus ou du moins et que leur inobservation peut se justifier par des excuses légitimes

times; la Condition dont il s'agit ici, est une clause absolue dont le défaut de quelque raison, qu'il puisse venir, même d'une force majeure et d'un empêchement, où il n'entre pas la moindre faute du Contractant, casse le Contrat, et se prouve tout de suite par le fait même. 53.)

De tout ceci il résulte, que quand même le Duc Ernest Jean auroit été coupable et dans le cas d'être justement dépouillé de ses Duchés, il auroit fallu le concours des trois Ordres de la République, pour déclarer l'ouverture du fief, et qu'après cette déclaration, la République remit au Roi, un nouveau-Plein pouvoir, pour établir un autre Duc.

53.) Pour être en droit d'affirmer: que l'Investiture du Duc Ernest Jean étoit devenue nulle, par le non-accomplissement de la condition essentielle, en vue de laquelle seule le fief lui avoit été donné, il auroit fallu:

1mo, produire la convention faite entre le Duc et la Commission, nommée par la République, pour régler avec le Duc les conditions de son investiture. 2do, examiner les divers engagements auxquels le nouveau Prince feudataire s'est soumis vis-à-vis de la République. 3tio, montrer enfin en détail et avec impartialité, à quels égards il auroit manqué à ces engagements.

Nous voyons par la Pièce justificative, ajoutée ici sous N, que les Commissaires étoient convenus avec le Duc des points suivants:

Dans le 1er Art. le Duc Ernest Jean s'engage à une permanente soumission et fidélité envers son Seigneur suprême et suzerain. Il y promet de ne pas détacher de la République son fief, soit en entier, ou en partie à quoi le Duc s'oblige par un écrit signé de sa propre main, et scellé de son sceau, lequel écrit la Commission déclare, dans sa relation, posséder. Pour plus de sûreté le Duc s'engage de confirmer ceci par un hommage solennel et

accompagné de toutes les formalités requises par les usages introduits, afin de ne pas porter atteinte aux droits que le Roi et la République ont sur ces deux Duchés, en qualité de leur Seigneur suprême.

Dans le 2 et 3^{me} Articles, la Commission convient avec le Duc sur de certaines prérogatives, à accorder à la Religion Catholique.

Dans le 4^{me}, le Duc déclare: qu'en égard à la Constitution de 1736. il se charge d'acquitter, pour le bien et l'avantage du fief, les dettes des Domaines, affectés à l'entretien de la table Ducale. La Commission ajoute dans sa relation, que le Duc ne pouvant être chargé, avec justice, de l'acquit de ces dettes sans une recherche juridique, sur quoi le Senatus Consilium de 1737. avoit éludé la décision, remettant cette affaire ad judicia relationum Regis propriarum, Elle étoit convenue avec le dit Duc, ne praestatio Vassalagii novo Principi impossibilis foret; Qu'il ne seroit obligé qu'à l'amortissement des dettes du fief seulement, et encore avec ces restrictions, que l'on vendroit l'héritage allodial du Duc Ferdinand, et que le nouveau Vassal ne seroit tenu qu'à ajouter ce qui manqueroit au produit de cette vente, pour l'extinction de ces dettes; mais que le nouveau Vassal s'étoit aussi engagé de fournir 200. hommes à Cheval, ou 500. fantassins; au lieu que les autres Ducs, ne donnoient que 100. hommes à Cheval.

Dans le 5^{me} Article; La Commission et le Duc, promettent réciproquement, de ne point contrevenir aux *PACTA SUBIECTIONIS*, ni à la *FORMULA REGIMINIS*, et autres loix des Duchés.

JECTIONIS, ni à la *FORMULA REGIMINIS*, et autres loix des Duchés.

Dans le 6^{me} Art. on borne les dotes des Princesses de Courlande, et les pensions des Duchesses Douairières, comme des charges qui ont beaucoup contribué à obérer le Duché. Dans le 7^{me} Art. le Duc promet de suivre les loix du pais, dans le cas où quelque étranger viendroit à demander des possessions, des biens, ou des hypothèques en Courlande. Dans le 8^{me} Art. le Duc s'engage à la conservation et à l'amélioration des fiefs. Voilà tout le contenu de la Convention faite avec le Duc; comme le prouve la Pièce justificative alléguée.

Nous examinerons, dans nos remarques suivantes, si l'on peut accuser le Duc, avec justice, d'aucune contravention, à l'égard d'un seul de ces Articles.

On ne comprend pas bien, ce que l'Auteur veut dire, par cette clause essentielle d'un Contrat onéreux, appelé, *do ut des*.

Le Droit féodal ne défend point de donner un fief à un Vassal sous une condition particulière (et c'est le cas du Duc Ernest Jean, dont l'engagement avec la République à cet égard seroit pourtant mieux nommé un *contractus innominatus do ut facias*, que *do ut des*) mais ce même droit a décidé, par une règle, qui est universellement reçue, que dans le cas du non-accomplissement de cette condition particulière, le Vassal n'en peut être puni par la perte de son fief, qu'autant qu'on peut le convaincre qu'il y entre de sa faute: *nulla feuda, sine culpa convicta, adimuntur*.

C'est donc sans le moindre fondement, que l'Auteur prétend prouver, que le Duc est

est déchu de ses droits sur la Courlande, par ce principe faux, qu'il lui plaît d'établir : que la condition dont il parle est une clause absolue, dont le défaut, de quelque raison qu'il puisse venir, même d'une force majeure et d'un empêchement, où il n'entre pas la moindre faute du contractant, casse le Contrat. Il ne se peut rien de plus absurde que ce principe ; il ne faut pour s'en convaincre, qu'en faire l'application à quelque exemple.

Supposons un Vassal, auquel le Seigneur suzerain confère un fief, en exigeant qu'il en prendra l'investiture, en personne, et précisément en un certain jour, mais qu'il arrive, par malheur, que la veille de ce jour, il se casse la jambe et se trouve par conséquent hors d'état de remplir la clause stipulée ; Cet accident, auquel il n'a point contribué, le privera-t-il de son fief ? Le soutenir, ce seroit abjurer le bon sens, et détruire toute équité. C'est là pourtant, ce qui devoit avoir lieu, si l'on admettoit le principe de l'Auteur. D'ailleurs ; nous avons montré plus haut, tout ce que le Roi lui-même a fait, pour persuader au Duc Biron, qu'il n'étoit pas obligé à venir recevoir l'investiture, en personne.

54.) On voit dans le 4^{me} Article de la Convention arrêtée entre la République et entre le Duc Ernest Jean, et dont la Commission nommée à cet effet fait rapport, dans la pièce justificative à la quelle nous avons déjà appelé, et qui se trouve sous N.

On voit, dis-je, dans le 4^{me} Article de cette convention comment le Duc étoit obligé à acquitter les dettes du fief. Il n'y étoit tenu, qu'après qu'on auroit auparavant employé à cet

Loin d'acquitter les dettes du fief, le Comte de Biron les avoit rendues infiniment plus onéreuses, en les transformant en dettes publiques, d'état en état. 54.)

à cet usage les biens allodiaux du Duc Ferdinand, et qu'autant que ces biens ne suffiroient pas pour l'amortissement de ces dettes.

Or on sait, que l'excussion, ou vente des biens du Duc Ferdinand, promise par la dite convention au Duc Ernest Jean, n'a jamais eu lieu ; donc il auroit pu se dispenser de payer un sou pour l'acquit des dettes, jusqu'à ce que, conformément aux conventions arrêtées, on eut procédé, de la part du Roi et de la République, à l'excussion mentionnée. Cependant il est notoire, que dans l'espace de deux ans, le Duc Ernest Jean à employé au delà de 500,000 écus Alberts (ce qui fait 250,000 Ducats) pour racheter les Domaines qui avoient été engagés par ses prédécesseurs, de la famille de Kettler. Je voudrois bien qu'on me nommât un seul Duc, entre tous ceux qui ont jamais gouverné la Courlande, qui ait racheté tant de Domaines engagés. Et quand même il seroit vrai que le Duc eut emprunté de la Russie les sommes qui il lui a fallu pour dégager ces domaines, cette raison ne sauroit lui faire perdre ses fiefs, puisque le droit féodal décide même : feudum per alienationem non committi, nisi traditio fuerit subsequuta.

Le Duc n'a point engagé à la Russie les Domaines de ses Duchés ; et l'on sait, que la générosité de l'Impératrice Anne de gl. m. envers le Duc, fut l'unique source, où il puisa les sommes, qui le mirent en état de faire, pour le bien du Pais, ce que tout autre Duc, quelque haute qu'eût été sa naissance, n'auroit jamais pu effectuer. Nous sommes donc plus qu'en droit de conclure, que

Il étoit cause que la Russie tenoit en sequestre, depuis un grand nombre d'années, tous les biens de la Maison Ducale, pour des sommes non spécifiées qu'elle l'accusoit d'avoir diverties du trésor impérial et transporté en Courlande ; et il se G

se trouvoit hors d'état d'affranchir le fief et de le dégager des embarras où il l'avoit plongé envers un voisin puissant. 55.)

que le Duc a rempli exactement la condition, dont l'Auteur lui impute le non-accomplissement; et que même il a fait beaucoup au-delà, de ce à quoi il étoit obligé.

55.) Comment peut-on faire un crime au Duc du sequestre, dans lequel la Russie tenoit les biens de la maison Ducale? La Russie l'a demandé; mais le Roi ne l'a-t-il pas accordé? D'ailleurs les prétensions que la Cour de Russie formoit sur la Courlande, et pour la sûreté desquelles elle demanda ce sequestre, avoient pour fondement la dote, que l'Impératrice Anne avoit apportée au Duc Frédéric Guillaume, et non pas, comme l'Auteur voudroit le faire croire, des sommes diverties du trésor Impérial et transportées en Courlande, par le Duc Ernest Jean. Jamais l'Impératrice Elisabeth n'a allégué, pour justifier la continuation de ce sequestre, les raisons de l'Auteur, qui ne peut avoir puisé les odieuses imputations qu'il ose faire ici à un Duc respectable, que dans une Déclaration, qui ne peut qu'être suspecte, puisqu'elle fut faite par ses ennemis, reconnus dans la suite pour ses injustices persécuteurs, et dont il ne convient guères à un écrivain, qui écrit par l'ordre du Roi de Pologne, de faire mention, puisqu'elle a eu lieu sous un règne, dont on ne peut parler, sans blesser les droits de la branche régnante en Russie.

Telles étant les véritables causes de ce sequestre, et le Roi y ayant lui-même contribué, par une ordonnance à la Régence, dont l'Auteur a fait mention plus haut; que peut-on en inférer à la charge du Duc? Si pour être la victime d'une force majeure, on étoit pour cela coupable, il resteroit peu de

Souverains

Il n'avoit pas prêté au Roi l'hommage en personne comme la loi l'y obligeoit. 56.)

Souverains capables de justifier leurs démarches. Nous trouvons bien dans le droit féodal, que le Seigneur suzerain doit assister et défendre son Vassal, mais nous n'y trouvons nulle-part, que le Seigneur suzerain soit autorisé, à priver un Vassal de son fief, parcequ'il a eu le malheur, d'être la victime d'une force supérieure.

Il est vrai, que le Duc n'a pas prêté l'hommage en personne. Il est vrai, que la loi que l'Auteur vient d'alléguer, existe. Mais il n'y a pas de loi, qui défende aux Rois de Pologne de dispenser, en certaines occasions, les Ducs de Courlande de cette obligation. La loi alléguée ne prouve rien, si non, que les Ducs sont obligés de prendre l'investiture en personne, si les Rois ne veulent absolument pas les en dispenser; et que si les Ducs négligent de demander, ou de prendre l'investiture, la Noblesse n'est point obligée de leur obéir. Mais le cas du Duc Ernest Jean est différent; car outre qu'il n'a pris l'investiture par Mandataire, qu'en conséquence d'une dispense du Roi, à cet effet, S. M. a Elle-même confirmé cette investiture comme légitime et valable, par l'ordonnance, qu'Elle rendit aussitôt après, que les Conseillers de la Régence, les Officiers du País, et toute la Noblesse eussent à obéir au nouvel investi, comme à leur légitime Duc.

Je dis, que ce n'est qu'en vertu d'une dispense du Roi, que le Duc ne reçut point l'investiture en personne; quand je n'aurois d'autres preuves à en alléguer, que l'Acte même d'investiture; il n'en faudroit pas davantage, puisqu'il est certain, qu'investissant le Plénipotentiaire du Vassal, le Seigneur suzerain déclare par cela même, tacitement,

qu' il le dispense de comparoitre, en personne.

Mais nous avons ici plus que ce consentement tacite, à alleguer.

Le Roi accorda au Duc une dispense formelle, par un Diplome solennel et scellé par les deux Grands Chanceliers, comme le prouve le discours, que le Prince Czartoryski Grand-Chancelier de Lithuanie, fit dans le Senat, et que nous donnons ici sous X. Je ne crains point, que l'Auteur m'objette, pour invalider cette dispense, que le Roi n'étoit pas autorisé à la donner de son chef, mais que pour qu'elle fût valable, il auroit fallu, que la République y intervint. Oseroit-il le faire après avoir soutenu, que la Constitution de 1736. avoit conféré au Roi le droit de décider seul, et sans l'intervention de la République, tout ce qui pouvoit regarder la Courlande?

D'ailleurs; la Courlande doit jouir, sous la protection de la Pologne, des mêmes prérogatives, dont jouissent les Etats, qui composent l'Empire Romain. C'est ce qui a été prouvé plus haut. Or il est constant, que les Princes d'Empire, qui ne prennent point l'investiture en personne, n'en reçoivent la dispense, que de l'Empereur seul, sans le concours de la Diète: ainsi les Ducs de Courlande peuvent, dans un cas pareil, être dispensés par le Roi seul, de recevoir l'investiture en personne. Mais on peut alléguer quelque chose de plus fort encore: c'est que s'il s'est commis une faute dans la manière, dont le Duc a été investi; ce n'est pas tant sur lui que sur le Roi même, qu'elle doit être rejetée; c'est ce qui est clair, parceque S. M. en écrit au Duc dans une lettre

du

Lit. X.

Lit. Y.

du 20. Dec. 1738. et où Elle s'exprime ainsi (vide Y.) „Le Baron de Keyserling, „Conseiller privé et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Impératrice de „Russie, accredité à notre Cour, Vous „aura sans doute fait savoir, Mon Cousin, la réponse que nous lui avons faite „au mémoire, qu'il nous a présenté, „concernant Votre investiture par Mandataire. Vous aurez vu par là, Mon „Cousin, notre empressement à faire „parvenir Vos affaires à une heureuse fin. „Le Ministre mentionné veut bien, à „notre persuasion, se rendre, pour quelque tems, à la Cour de sa Souveraine „pour - - - Vous pouvez par cette „occasion, Mon Cousin, apprendre de „lui-même, comment, malgré les mauvaises intentions et les oppositions de „nos Senateurs et de nos Ministres, „nous persistons dans la résolution que „nous avons prise de faire terminer au „plutôt l'affaire de cette investiture, et „de nous charger des longueurs „et des désagréments qui en résulteront inmanquablement; en „Vous garantissant de toutes les „suites: Le tout, pour Vous prouver, „combien, Mon Cousin, nous nous faisons „un véritable plaisir de Vous obliger, „et de Vous confirmer dans l'entière „possession de la récompense, que Vous „avez si bien méritée.

Je demande à toute personne raisonnable, si le Duc de Courlande avoit sujet de se méfier d'un Roi toujours esclave de sa parole,

Lit. Z.

parole, et qui lui écrivoit en ces termes : et si un Vassal doit faire difficulté d'ajouter foi à ce que dit son Seigneur suzerain, ou d'entrer dans ses vues, quand il lui déclare solennellement, qu'il se charge de tous les inconvénients et de toutes les suites, qui pourroient en résulter ; ainsi que le Roi l'a fait dans la lettre, que nous venons de citer. Passant outre ; le Roi donne effectivement l'investiture au Plénipotentiaire du Duc Ernest Jean, et notifie à ce Duc, que sans avoir égard aux suites, il l'avoit pourtant investi par son Mandataire. Il félicite le Duc, et lui souhaite un long règne ; comme le prouve la lettre ci jointe sous Z. Le Duc a été en possession effective de ses Duchés, plus d'un an et demi après son investiture, sans que pendant tout ce tems, ni durant ses malheurs, personne ait jamais pensé, à vouloir invalider son investiture, pour ne l'avoir point prise en personne ; quoiqu'il y ait eu pendant le cours de ces 20. années plusieurs Assemblées du Sénat, et plusieurs Diètes. Cela ne s'est fait, que depuis que quelques Ministres, par les motifs les plus lâches, ont cherché à se faire un mérite auprès de leur Souverain, des malheurs du Duc Ernest Jean.

Pour peu qu'ils soient susceptibles de honte, ils rougiront, tôt ou tard, de la mauvaise cause, qu'ils embrassent, et ils auront éternellement à se reprocher, le peu de ménagement avec lequel ils osent compromettre leur Souverain, et l'honneur de son fils.

Nous nous voyons donc autorisé à conclure, que, si la République n'approuvoit point que le Duc Ernest Jean n'eût pas pris l'investiture en personne, Elle pourroit tout

tout au plus prétendre, qu'il la prit encore une fois d'une manière conforme aux loix et aux coutumes ; mais non pas le priver de ses fiéfs, pour cette raison.

ni reçu l'hommage et le serment des Courlandois. 57.)

En un mot son établissement dans le fiéf n'étoit pas consommé, lorsqu'il tomba avec ses fils dans l'état de mort civile bien constatée, et sur laquelle tant de déclarations solennelles du Souverain auquel il s'étoit soumis ne souffroient plus de doute. 58.)

On ne pouvoit présumer, que jamais ni lui ni aucun de ses descendants se trouvat en situation de gouverner la Courlande, ni de remplir envers le Roi et la République les devoirs d'un Vassal. La Postérité du Comte de Biron pouvoit subsister pendant des siècles dans l'esclavage où il l'avoit précipité par la faute. 59.)

57.) Nous renvoyons les lecteurs à la 27^{me} remarque, où nous avons déjà observé, qu'il arrive souvent, que la Noblesse Courlandoise, ne prête pas serment au Duc, avant qu'il l'ait satisfaite, sur les griefs dont elle demande l'abolition.

58.) Nous renvoyons les lecteurs aux remarques 27. 28. 31. 34. 37. 41. 42. 52. où ils trouveront suffisamment réfuté, tout ce que l'Auteur vient de soutenir, comme des vérités incontestables.

59.) Quand il s'agit de faire justice, il ne faut pas fonder son jugement et la sentence, sur de simples présomptions. Un Vassal ne peut jamais être privé de ses fiéfs, à moins qu'il ne soit convaincu de félonie ; donc pour être autorisé à dépouiller le Duc des siens, il eut fallu qu'on put le convaincre de quelque crime. Ce n'étoit que dans ce seul cas, que l'on pouvoit lui ôter, avec justice, ses fiéfs ; car les présomptions, qu'allègue ici l'Auteur, ne pouvoient point faire perdre au Duc, ses droits légitimes sur la Courlande. D'ailleurs, l'élargissement du Duc n'étoit

Les peuples de Courlande devoient-ils donc rester sans chef dans un état incertain, plein de troubles et de danger et se voir éternellement sous le nom de sequestre en des mains étrangères? 60.)

n'étoit pas une chose impossible, ainsi que la suite l'a fait voir.

Du reste, nous avons une ordonnance dans notre formule de Gouvernement, qui détermine, comment nos Duchés doivent être gouvernés dans un cas pareil à celui qui existoit; c'est-à-dire dans l'absence du Duc.

La raison que l'Auteur allègue, que la famille du Duc pouvoit subsister pendant des siècles dans l'esclavage, n'a jamais été reconnue dans le droit féodal, pour une cause de légitime privation.

60.) Il suffisoit aux peuples de Courlande d'être gouvernés selon leurs loix et coutumes, auquel cas ils n'auroient plus rien eu à désirer, que le retour de leur Duc légitime, puisqu'ils avoient un Duc déjà reconnu pour tel. Il est vrai qu'il étoit absent; mais on pouvoit suppléer à cette absence, en se conformant à une loi du País qui détermine comment il doit être gouverné, lorsque le Duc ne s'y trouve pas lui-même. S'il s'y est élevé des troubles, ils ne dûrent leur naissance, qu'au conseil, qu'on donna au Roi, de faire gouverner la Courlande en son nom; ce qui est incompatible avec nos loix.

Quant au Sequestre que l'on voudroit faire envisager ici comme si funeste aux Courlandois; on ne voit pas, qu'ils en reçussent un grand dommage. S. M. l'Impératrice Elisabeth, n'ayant, que rarement, donné les fermes des baillages à des étrangers; et ayant laissé la Noblesse du País en possession de ce bénéfice, comme elle l'étoit ci-devant, il eut été fort indifférent, sous quel nom on eut donné les baillages à la Noblesse, si seulement,

si seulement, on n'avoit pas eu le chagrin de voir sortir annuellement du País 40,000. Ducats.

Mais c'est là un mal que nous ne pouvons que voir empirer, si nous avons un Duc, qui dépense hors du país tous les revenus de ses Duchés.

Encore une fois, le sequestre en question, n'a porté aucune atteinte à la liberté, ni aux droits de la Noblesse; l'Impératrice Elisabeth, n'en ayant point abusé.

Nous renvoyons le lecteur à la Pièce justificative sous AA. il y verra ce qui a fait naître, et ce qui a augmenté les troubles, qui ont désolé la Courlande.

Lit. AA.

Quelle raison pouvoit obliger le Roi et la République de Pologne, à laisser un grand fief dans un état si funeste et si préjudiciable à la Patrie, et à se priver des services d'un Vassal, pour l'amour d'un homme, qui n'étoit point tombé dans l'infortune en les servant, mais plutôt en suivant les conseils d'une ambition démesurée, au mépris de ce qu'il devoit aux peuples qu'on lui avoit confié, et à la Couronne dont il relevoit. 61.)

61.) Ceux qui ont conseillé le Roi, relativement aux affaires de Courlande, auroient dû lui donner des conseils plus conformes aux droits et aux loix de cet état, et plus assortis à cet amour si décidé pour la justice, qu'on admiroit dans S. M.

C'est sans fondement, que l'Auteur veut mêler la République dans ce qui s'est passé en Courlande. Elle n'a eu jusques ici aucune part aux violences qu'on nous a faites; et c'est principalement sur sa justice et

H

sur

sur son équité, qu'est fondée l'espérance que nous avons, de les voir enfin cesser.

Envain l'Auteur voudroit-il faire accroire aux Courlandois, que s'a été par compassion pour le funeste état de leur patrie, et afin que la République ne demeurât pas plus long-tems privée des services d'un Vassal, qu'on conseula à S. M. d'investir un nouveau Duc de Courlande. Il ne le persuadera à personne, ni en Courlande, ni en Pologne: Chacun sait que ceux qui ont donné au Roi ce conseil, n'ont eu d'autre but, que de faire leur Cour à S. M. en procurant un établissement au Prince Charles.

Par-là on répondoit au tendre amour de S. M. pour S. A. et l'on se flattoit de se procurer par conséquent de nouvelles grâces du Roi, et de s'affermir de plus en plus, dans sa faveur. On gaignoit, en même tems, l'affection du Prince, en lui ouvrant une source, où il pourroit puiser les sommes nécessaires à ses voïages, et à ses autres dépenses. On éloignoit aussi de la personne du Roi un fils, qui, par son esprit et ses talents, et par son zèle pour les intérêts d'un Père, dont il possédoit toute l'affection, auroit pu, avec le tems, déranger les ambitieux projets de ceux, qui, accoutumés à sacrifier les intérêts du Roi à leurs viles particulières, souhautoient de pouvoir continuer à abuser de ses grâces, et à trahir sa confiance. Voilà les vrais motifs, qui animoient ceux, qui foulant aux pieds, ce qu'ils devoient à leur Souverain, n'ont pas fait difficulté de le compromettre dans la personne de son propre fils, en bâtissant, pour celui-ci, un établissement, sur un fondement de glace; et c'est pour parvenir à ce but, qu'on sçait tout-

tout-à-coup, trouver, tant dans la personne, que dans l'investiture du Duc Ernest Jean, toutes sortes de défauts, qu'on avoit si peu reconnus pendans les 18. années précédentes, qu'on sollicita son élargissement, en déclarant, qu'il étoit innocent, et qu'il ne méritoit point ses souffrances. On trouvera dans les Pièces justificatives sous R. S. et T. des preuves, de ce que nous avançons.

Quant aux invectives, qu'ajoute ici l'Auteur; nous avons montré plus-haut, combien elles ont peu de fondement, et nous démontrons ici, que laissant au Public à en juger, nous ne croïons pas qu'il soit nécessaire d'y répondre davantage.

62.) Il est vrai que le Duc avoit été déclaré criminel de lèze-Majesté, mais l'Auteur, qui aime tant à insister sur ce point, devoit bien ajouter, que la conduite de l'Impératrice Elisabeth vis-à-vis du Duc, l'a déchargé de cette accusation ainsi que nous l'avons prouvé, à la 41^{me} remarque. D'ailleurs; quand est ce que le Duc fut déclaré coupable? Nous l'avons d'jà observé ci-dessus; l'époque de cette condamnation la rend nulle, de toute nullité; puisqu'elle eut lieu, sous un Règne déclaré illégitime, et dont tous les Actes ont été annullés par l'Impératrice Elisabeth. Tout ce qui se fit dans ce tems-là, fut cassé et aboli, tellement, que ceux, qui avoient reçu alors quelque emploi; que l'Impératrice vouloit leur laisser, furent obligés de s'en démettre, pour le recevoir, le lendemain, au nom de Sa Majesté Impériale. Ainsi le passage de Hornius n'est point applicable au cas du Duc Ernest Jean. Outre que Hornius est connu pour un Jurisconsulte, insatiable du droit Ro-

Et pour ce qui est de ses fils, ils n'avoient jamais eu aucun droit acquis aux Duchés de Courlande et de Semgalle, mais seulement

ment une espérance, anéantie bientôt par la faute de leur Père. Selon les maximes du Droit féodal, le fief nouveau se perd pour toute la famille entière par les fautes du premier investi et peut même s'aliéner par lui, moyennant le consentement du Seigneur suprême, parceque jusques au moment de la mort du premier acquereur aucun droit au fief n'a pu être transmis à ses Descendants. 63.)

L'investiture accordée au Comte de Biron se trouvant donc annulée et comme non avenue tant par l'inobservation de sa part, d'une condition essentielle, sine qua non, que par sa mort civile, et celle de ses fils, arrivée avant même que l'Acte de son inféodation et son établissement dans le Duché fut entièrement consommé la Constitution de 1736. demeurait dans toute sa force, et le Roi se trouvoit autorisé, ou même dans l'obligation de pourvoir la Courlande d'un autre Duc. 64.)

main, et qui, contre toute raison, veut juger selon ce droit, les causes féodales des Personnes illustres; il ne suffit pas d'alléguer ce passage mais il faut en déterminer le vrai sens, qui est, suivant les Docteurs du droit féodal, que le crime de lèse-Majesté ne prive un Vassal de son fief, que lorsqu'il s'est rendu coupable contre son suzerain.

Le Duc servoit la Russie; mais, comme Duc de Courlande, il n'étoit Vassal que du Roi et de la République de Pologne.

63.) Il n'est pas nécessaire de rechercher ici, jusqu'où s'étendent les droits des enfans sur un fief nouvellement acquis par leur Père. Il suffit de prouver que le Duc Ernest Jean ne sauroit perdre ses fiefs, à moins qu'on ne veuille faire violence à la justice.

64.) Nous renvoyons le lecteur aux remarques 42. 53. 54 et 56. où nous avons prouvé, que le Duc Ernest Jean avoit reçu l'investiture dans les formes, et que le Duc avoit fait beaucoup au-delà de ce, à quoi il étoit obligé, en vertu des conventions arrêtées, entre lui et les Commissaires de la République.

Nous

Nous avons fait voir aussi, que le sentiment de l'Auteur sur la prétendue mort civile du Duc et de ses fils, n'est qu'une pure chimère. Mais, quand on accorderoit à l'Auteur, ce qu'il avance gratuitement, on seroit curieux de savoir, comment il viendrait à bout de prouver, que les choses étant telles qu'il lui plaît de les supposer, la Constitution de 1736. restoit par cela-même dans toute sa force, et autorisoit le Roi à pourvoir la Courlande d'un autre Duc. Nous avons observé plus-haut, qu'il y a, en Pologne, certains Actes de juridiction, (juris publica) que le Roi ne sauroit exercer seul, parcequ'ils demandent le concours de la République entière: La collation d'un fief est de ce nombre, et ne peut se faire qu'au nom, et avec le concours de toute la République. Quand donc on accorderoit, que le cas eût existé, de pourvoir la Courlande d'un nouveau Duc, le Roi pouvoit-il le faire de son chef? Il est vrai, qu'on prétend qu'il étoit en droit de le faire, en vertu de la Constitution de 1736. Mais cette Constitution n'étant relative, qu'au cas spécifique de l'extinction de la famille de Kettler, et au choix d'un seul nouveau Duc, est nulle, et sans force, par rapport à tout autre cas; et par conséquent, il est faux, qu'elle eût pu autoriser le Roi, à investir un autre Duc, après le Duc Ernest Jean.

Le but de la Constitution s'y trouve clairement énoncé. Ce but est triple et se rapporte aux objets suivans:

1^{mo} de maintenir la Courlande dans l'ancienne forme de son Gouvernement.

2^{do} de pourvoir que les subides militaires soient fournis au Roi et à la Republ. par le Prince feudataire suivant ses obligations et

3^{io} de dégager le fief de dettes par le moyen du Prince qui en obtiendrait l'investiture.

Aucun de ces objets ne pouvant désormais être rempli par les Biron, le Roi y a parfaitement pourvu comme on le verra tout à l'heure en donnant l'investiture de ces Duchés à S. A. R. le Prince Charles. 65.)

65.) Personne de nous Courlandois, n'ignore le contenu de la dite Constitution. Nous savons qu'elle porte, que la Maison Ducale de Kettler, venant à s'éteindre, et par conséquent, le fief à vaquer, la République donnoit au Roi le pouvoir, d'en disposer, et d'en revêtir un autre, sous certaines conditions,

H 3.

celle d'ous, que l'Auteur spécifie dans son Mémoire.

Le cas exista en 1737. par la mort du Duc Ferdinand, le dernier de la maison de Kettler, et par conséquent, le Roi put alors faire usage du plein-pouvoir qu'il avoit reçu de la République, à ce sujet. En conformité de cette Constitution S. M. disposa du fief vacant, en faveur du Duc Ernest Jean, parcequ' Elle lui trouva toutes les qualités nécessaires pour cette dignité: comme le prouvent les lettres, que S. M. écrivit au Duc, et dont nous avons parlé ci-dessus. Le Roi lui donna donc un Diplôme provisionnel, et la Commission nommée par la République en 1726. et prorogée par la Constitution de 1726. et autorisée par toute la République, à conclure avec le nouveau Prince feudataire, que le Roi avoit choisi, convint avec le Duc Ernest Jean, sur les points, que l'Auteur spécifie dans son Mémoire, et dont nous avons parlé dans la 23^{me} remarque. Le Roi étoit donc dégagé de son obligation envers la République et ses fiefs: et supposé même, que le Duc Ernest Jean n'eut pas rempli les engagements, dans lesquels il étoit entré à l'égard de la République, le Roi et le Sénat n'étoient plus autorisés, à juger, seuls et sans le concours de toute la République, le Duc; beaucoup moins à le condamner, et à le punir. Il-y-a plus: Des-là que le Duc avoit été une fois investi, la République Elle-même ne pouvoit plus lui ôter les droits, qu'il avoit acquis en vertu de cette investiture, sans l'avoir préalablement cité, sans lui avoir laissé le tems de se défendre, et sans l'avoir jugé solennellement, et d'une manière conforme aux

aux maximes du droit féodal, et aux prérogatives, dont jouissent les Princes feudataires de la République.

Mais, il n'étoit besoin, ni de jugement, ni de condamnation: puisque, comme nous l'avons prouvé ci-dessus, le Duc avoit parfaitement rempli les clauses de son inféodation, et qu'il avoit même fait au-delà, de ce qu'il s'étoit engagé de faire.

Quand à ce que l'Auteur avance, que le Roi a parfaitement pourvu au but de la Constitution, en donnant, au Prince Charles, l'investiture des Duchés de Courlande et de Semgalle, nous verrons, ci-après, ce qui en est.

Personne ne doutoit que S. M. ne fut en droit de disposer de ce fief. 66.)

66.) L'Auteur a tort d'avancer, que personne ne doutoit, que S. M. ne fut en droit de disposer de ce fief. Je doute qu'il trouve beaucoup de Jurisconsultes de son avis. Si ceux qui ne connoissoient pas bien les loix de la Pologne et celles de la Courlande, et qui n'étoient pas au-fait de toutes les particularités de l'avènement du Duc Ernest Jean à la Dignité Ducale, ont pu être induits sur ce sujet, ou peut être même croire que le Roi eut en effet le droit qu'on lui attribue ici; il n'en sauroit avoir été de même de tous ceux qui sont mieux au-fait de choses. Ils ne peuvent qu'avoir reconnu, qu'on se soit au Duc, la plus grande injustice. Pour faire voir au Public, combien il s'en falloit que les Courlandois ne crussent, que le Roi fut en droit de disposer du fief, nous donnons sous BB. un extrait de l'instruction qu'on donna aux Députés de la Noblesse envoyés à Varsovie, en 1756.

Suivant le 2^{me} Art. ils devoient prier le Roi et la République de s'intéresser à l'élargissement

gissement du Duc Ernest Jean: et il leur étoit enjoint par le 3^{me}, de représenter au Chancelier de la Couronne, que, suivant la teneur de leur formule de Gouvernement ils ne pouvoient rien entreprendre contre l'investiture de leur légitime Duc, et qu'ils étoient obligés de solliciter la liberté de ce Prince infortuné, tant que le Roi et la République n'auroient pas déclaré l'ouverture du fief.

L'Auteur a donc tort d'affirmer si positivement, et aux dépens de la vérité, que personne ne doutoit de la vacance du fief, puisque toute la Noblesse Courlandoise demandoit publiquement par ses Députés, qu'on leur rendit leur ancien et légitime Duc; et qu'elle protestoît hautement, qu'elle ne reconnoîtroit jamais la vacance des fiefs, qu'après que le Roi, de concert avec la République, en auroit déclaré l'ouverture.

67.) S'il est vrai que plusieurs Ministres du Royaume ont sollicité le Roi de faire de la Courlande un établissement de l'un des Princes ses fils, cela doit s'être fait depuis peu.

Nous renvoyons le lecteur à la 42^{me} Remarque, et à la Pièce justificative, alléguée sous R. qui prouve que tout le Sénat, en conformité de loix féodales, des constitutions de la Pologne, et des privilèges de la Courlande, a demandé, que le Roi s'intéressât au rétablissement du Duc Ernest Jean; mais je défie l'Auteur de produire un Résultat du Sénat, qui puisse justifier, ce qu'il prête aux Sénateurs.

J'excepte la décision de 1758. qu'on doit regarder comme un procédé illégal, violent, destructif de nos droits et de nos privilèges,

et depuis long-tems plusieurs Ministres et Sénateurs du Royaume la sollicitoient d'en faire l'établissement de l'un des Princes ses fils. 67.)

Le Roi s'étoit long-tems refusé à leurs instances par un excès de délicatesse. Mais enfin S. M. avoit des devoirs à remplir envers sa Couronne, envers la République et en particulier envers la Courlande. Il falloit tirer ce Duché d'une situation fâcheuse et critique, pourvoir à sa tranquillité et à la sûreté de son

son Gouvernement comme les Etats du Pais necessioient de l'en supplier. 68.)

vilèges, et souverainement injuste, à l'égard du Duc Ernest Jean.

68.) On reconnoît l'équité du Roi; mais en rendant justice à ses nobles sentiments, on ne peut que détester ceux qui en détournent les salutaires effets, par de fausses insinuations, et de pernicieux Conseils. Ce n'est point au Roi, que les Courlandois s'en prennent des maux, qui les accablent; ils connoissent la source d'où ils émanent; et ce qu'ils ont toujours souhaité avec ardeur, c'est que S. M. fut instruite du véritable état des choses; bien convaincus, que si Elle savoit, comment on s'est conduit à leur égard, combien on a employé d'intrigues; pour leur ravir leurs droits et pour perdre leur Duc, Elle désavoueroit, avec indignation, des procédés si contraires à ses sentiments, à sa gloire, aux intentions de la République, et au bien d'un Pais, qu'Elle doit protéger. Les Courlandois ignorent ces instances et ces prières si urgentes que l'Auteur leur prête. Ils ne s'en rappellent point d'autres, que celles, qu'ils ont faites pour le rétablissement de leur légitime Duc, et pour le maintien de leur ancien Gouvernement, comme le prouvent les instructions, que nous venons d'alléguer sous BB. Et même en 1758. et lorsque le Ministère du Roi avoit déjà fait, et presque exécuté tout le plan, qui devoit procurer à S. A. R. le Prince Charles, la dignité Ducale; les Courlandois donnèrent encore à leur Plénipotentiaire, Mr. de Schoepping, une instruction, dont le 2. Art. contenoit de nouvelles instances en faveur de leur Duc infortuné; ainsi que le prouve la pièce justificative sous CC. et comme on n'ignoroit pas en Courlande, qu'on nous

vouloit donner, de la part du Roi et du Sénat, le Prince Charles pour Duc; et qu'on savoit que les Ministres du Roi étoient parvenus, à la faveur de toutes sortes de moyens, à faire entrer la Cour de Russie dans leurs vues, nous inserâmes dans la susdite instruction, un Article, au moyen duquel nous espérons décliner le malheur qui nous menaçoit. Cet Article portoit: qu'au cas, qu'on s'obstinât à la Cour de Pologne, à déclarer les siéges vacants, et qu'on continuât à proposer, pour les remplir, le Prince Charles, en faveur duquel le Chancelier Comte de Malachowsky, et le Ministre de Russie en Courlande s'étoient déjà déclarés; notre Député eut à faire connoître, au nom de la Noblesse, qu'elle s'estimeroit heureuse d'avoir pour Duc le Prince Charles, à condition qu'il embrassât la Confession d'Augsbourg, pour qu'elle put, sans contrevenir aux loix du País, demander S. A. R. pour Duc. Par-là, la Noblesse et la Régence se flattoient de parer le coup, dont elles étoient menacées; car on étoit bien persuadé, que S. A. R. ne se résoudroit jamais au changement de Religion, qu'on exigeoit, comme une condition sine quâ non.

C'est donc aux dépens de la vérité, que l'Auteur avance, que les Etats ne cessent de supplier; et qu'il donne à entendre, que ces supplications qu'il leur prête, tendoient à obtenir un autre Duc. Il n'est rien de plus faux; comme le prouve les instructions que la Noblesse donna à son Député, suivant lesquelles, il devoit:

1^{mo}) Solliciter l'élargissement de la famille Ducale des Birons.

2^{do})

2^{do}) Déclarer que les Etats de Courlande ne pouvoient se prêter à aucune démarche, qui fut contraire à ce qu'ils devoient à leur légitime Duc; et qu'ainsi ils demandoient d'être maintenus dans leur ancienne forme de Gouvernement.

3^{tio}) De représenter enfin, (supposé, qu'on vint à déclarer l'ouverture des siéges; bien entendu, que cette Déclaration seroit conforme au Droit féodal, et à nos propres coutumes, loix et privilèges; et qu'on persisteroit à vouloir en disposer en faveur de S. A. R. Mgr. le Prince Charles,) qu'il falloit mettre la Noblesse en état d'élire ce Prince pour Duc.

Et que demandoit-on par-là? que le Prince Charles professât la Religion Protestante. Mais, notre Député, s'écartant de ses instructions, demanda, de son chef et sans la participation des Etats, dans une Audience qu'il eut auprès du Roi, la personne du Prince Charles.

Les Conseillers de la Régence ne l'eurent pas plutôt appris que, surpris du procédé inattendu du Député, et désavouant sa démarche téméraire, ils envoièrent incessamment une estafette, par laquelle ils adressèrent des lettres au Primat et au Chancelier de la République, pour se plaindre, au nom de toute la Noblesse, du procédé de leur Député; et pour déclarer qu'il étoit absolument incompatible avec leurs Constitutions qu'ils reçussent un Duc Catholique; et qu'on ne pouvoit leur en donner un de la Religion Romaine, sans faire violence aux pâtes de sujétion: Voici comme la Régence s'exprime sur ce sujet:

I 2

„Nous

Dix huit années de persévérance et tant de déclarations formelles de la Russie ne laissoient aucun doute sur le sort des Biron. 69.)

Lit. DD et EE.

„Nous conjurons, et nous supplions „V. M. et les Ministres de l'État, au „nom du Dieu immortel, qu'on ne „nous force point à recevoir un Prince Catholique Romain, malgré nous, „et contre nos Pactes de sujétion.

Nous laissons juger le Public, de la nature des instances que firent les États du païs, est s'il est vrai, qu'elles eussent pour objet, ce que l'Auteur voudroit faire accroire.

69.) Pendant 18. ans de suite, on avoit été dans la parfaite persuasion, qu'il ne restoit à la Courlande d'autre chose à désirer, que le retour de son malheureux Duc. Pendant 18. ans de suite, le Sénat, et la République avoit été convaincu de l'innocence du Prince feudataire, et de l'obligation, où le Roi et la République, comme Seigneurs suzerains, étoient de le protéger par leurs intercessions. Pendant 18. ans de suite, personne ne s'étoit avisé, de vouloir remédier au malheureux état de la Courlande, par un remède, pire que le mal même. Pendant 18. ans de suite, on n'avoit regardé comme vrais patriotes, que ceux qui étoient attachés au Duc Ernest Jean, et on avoit déclaré rebelles, ceux qui machinoient contre lui; comme le prouvent les deux Pièces justificatives sous DD et EE. lorsque tout d'un coup, quelques Ministres, saisis d'un amour extraordinaire pour la Courlande, enfantèrent et exécutèrent le projet de lui faire trouver, aux dépens des ses droits et de ses privilèges, un libérateur, dont elle n'avoit pas besoin. On prit pour prétexte les déclarations solennelles de la Russie, qui pourtant n'existoient point; comme nous l'avons remarqué plus haut. Il n'y eut que la dernière, qu'on

scût

La bonté et l'équité scrupuleuse du Roi, ne pouvoient exiger de plus longs délais, il ne restoit d'autre parti à prendre que de nommer un nouveau Duc. 70.)

scût obtenir de la Cour de Russie, et faite par Mr. de Gross, qui ne laissât aucun doute sur le sort de la famille Ducale des Biron (NB.) pour le tems de la vie de l'Impératrice Elisabeth.

Nous parlerons plus-bas de cette déclaration, et de l'effet qu'elle peut avoir dans le droit féodal.

70.) Nous serions très-curieux de savoir, où l'Auteur a trouvé, dans le droit féodal, qu'il soit permis au Seigneur, suzerain d'établir un nouveau Vassal, à la place de celui qui a le malheur d'être détenu captif par une force supérieure. Le parti qui restoit à prendre, à ceux qui conseilloyent le Roi dans cette affaire, étoit d'observer la justice, les loix du droit féodal, les Constitutions de la République, la forme du Gouvernement et les Privilèges des Courlandois. La justice ne permet point de condamner qui que ce soit sans connoissance de cause. Selon le droit féodal un Vassal ne sauroit être privé de ses fiefs, sans une félonie constatée; et dont on l'ait convaincu. Les Constitutions de Pologne exigent, que le Roi n'entreprenne rien dans les affaires de Courlande, sans le concours de toute la République: Donc le Roi et le Sénat seuls ne peuvent et ne doivent point priver un Prince feudataire de son fief, qu'il tient de toute la République. La forme du Gouvernement et les loix fondamentales de la Courlande, ne souffrent point, qu'on fasse violence aux Courlandois, pour les obliger à recevoir un Duc, contre leur gré, et contre leurs constitutions. Il s'en falloit donc de beaucoup, qu'il ne restât au Roi d'autre parti à prendre, que de nommer un nouveau Duc, sans s'être mis

toutes

I 3

au

Mais une chose arretoit encore S. M. Elle vouloit s'assurer conformément aux intentions de la République que le fief seroit degagé de toutes dettes et de

toutes prétentions étrangères par le Prince qu'elle investiroit. 71.)

Sur ces entrefaites S. A. R. le Prince Charles se trouvant à Petersbourg en 1758. fût mériter l'estime et l'affection de l'Impératrice Elisabeth. Cette grande et généreuse Princesse forma de son propre mouvement le dessein de travailler à lui faire obtenir les Duchés de Courlande et de Semgalle. 72.)

Lit. FF.

au fait du véritable état des affaires de Courlande.

71.) Il n'étoit plus question que de suivre les règles de la justice, et de remplir par-là, ce que le devoir des Souverains exige; le Roi s'étant déjà acquitté, par la nomination du Duc Ernest Jean et par son investiture, de tout ce à quoi la Constitution de 1736. obligeoit S. M.

72.) Nous aurions souhaité que l'Auteur eût allégué une seule démarche de l'Impératrice Elisabeth, qui justifiait ce qu'il avance; qu'Elle forma, de son propre mouvement, le dessein de faire obtenir les Duchés en question, au Pr. Charles. Nous sommes convaincus du contraire; et pour détromper le Public de ce que l'Auteur lui veut faire accroire, avec son impudence ordinaire, nous donnons sous FF. une pièce justificative, écrite en Juin 1758. par le Grand-Chancelier de Russie, Mr. le Comte de Woronzow, en réponse (comme on s'en apperçoit aisément par son contenu) à une lettre du Roi au dit Grand-Chancelier, sur le projet déjà formé par la Cour de Saxe, d'établir le Prince Charles en Courlande. Dans cette Pièce, le Chancelier remet, par ordre de sa Souveraine, à la prudence du Roi, de considérer, si ce ne seroit pas occasionner de plus grands troubles, et donner à la République de Pologne matière à divers soupçons et raisonnements, que de mettre sur le tapis l'investiture du Duché de Courlande, en faveur de S. A. R. Que pour Elle Elle

Elle pensoit, qu'un semblable projet ne pouvoit s'exécuter, sans le concours des Hauts-Alliés; et que la Pacification future pourroit fournir quelque ouverture, pour procurer à S. A. R. un établissement, solide et convenable.

Je demande à présent, si cette lettre, écrite par le Premier-Ministre de l'Empire de Russie, et écrite d'ailleurs par ordre de sa Souveraine, ne dément pas ce qu'avance l'Auteur, que l'Impératrice Elisabeth conçût, de son propre mouvement, le dessein d'établir le Prince Charles, en Courlande?

Les Courlandois connoissent trop bien les Auteurs de ce projet, pour qu'on puisse jamais leur persuader, qu'il a été conçu en Russie. On sait, à qui la gloire en est dûe. On sait, qui s'est employé à gagner ceux d'entre les Polonois, dont on s'est servi, pour porter le Coup funeste à la liberté des Courlandois.

Elle fit déclarer de nouveau à la Noblesse que l'on devoit considérer Biron et sa famille comme n'existant plus, et lui insinua que les Etats ne pouvoient rien faire de plus utile au pays que de demander au Roi le Prince Charles pour Duc. 73.)

Qu'on cesse donc de mettre sur le compte de la Russie les plaies profondes, qu'on a faites à la Courlande; et de respecter assés peu le public, pour lui donner, comme des vérités, les faussetés, les plus palpables!

73.) Après avoir montré, comme nous venons de faire, que ce n'est point en Russie, qu'on a formé le projet, d'élever un établissement au Prince Charles sur les débris, de la fortune des Biron; nous convenons, que la Cour de Russie s'est employée dans la suite, auprès des Courlandois, en faveur de ce Prince. Mais les démarches quelconques de la Russie en faveur du Prince Charles, d'montrent-elles ce que l'Auteur entreprend de prouver, dans son Mémoire? On a dépouillé le Duc Ernest Jean, de ses Etats, pour

pour en mettre en possession le Prince Charles. *L'où le fait. A-t-on pu le faire avec justice? C'est là ce qu'il s'agit de discuter. L'Auteur soutient l'affirmative: Il faut donc qu'il démontre, que le Duc Ernest Jean étoit dans le cas de perdre ses fiefs. Pour cela, il faudroit qu'il le convainquît de félonie envers son Seigneur suzerain, le Roi et la République de Pologne. Mais il n'en a pas été même accusé. Il est vrai que l'Auteur lui intente cette accusation: mais quand il seroit autant en état de la justifier, qu'il l'est peu; qu'en résulteroit-il en faveur de sa cause? Dans quel pays du monde est-il d'usage, de commencer par prononcer la sentence, et par l'exécuter, avant qu'aucune accusation ait été portée contre celui, contre qui l'on procède; sans à trouver au besoin dans la suite, quelqu'un qui se porte accusateur contre lui?*

Nous avons fait voir plus-haut, combien peu les démarches d'un tiers peuvent déroger au droit légitime d'un Vassal, et qu'elles ne sauroient jamais justifier les voies de fait, qu'on exerce à son égard, sans observer les formalités requises, et les usages établis.

74.) L'Auteur avance, dans son Mémoire, bien des faits, sans les démontrer. Il est vrai que Mr. de Gross déclara, que l'Impératrice verroit avec plaisir, que la Courlande fut pourvue d'un nouveau Duc, dans la personne du Prince Charles. Mais Elle ne sollicita jamais son investiture; Oatre, que comme on l'a prouvé plus-haut, cette Déclaration fût l'effet des sollicitations de la Cour de Saxe.

S. M. l'Impératrice fesoit en même tems solliciter le Roi d'accorder à ce même Prince l'investiture des Duchés vacants

74.) Il eut été contre toute raison de se refuser à une telle ouverture faite par une Voisine puissante qui par moien de ses prétentions et du sequestre qui en avoit été la suite tenoit en quelque façon dans ses mains le repos et le bonheur de la Courlande. Le Roi répondit à sa proposition avec une juste re-

con-

connoissance. Mais S. M. constante à apporter les plus sages précautions dans une affaire si importante, fit représenter à l'Impératrice, que peu empressée jusque là à procurer cet établissement à l'un des Princes ses fils Elle ne sauroit manquer de s'en faire un objet essentiel, dès que par l'investiture accordée au Prince Charles S. M. y auroit engagé son honneur et les droits de la Couronne.

Le Roi demandoit donc encore avant que de prendre sa résolution, de nouvelles assurances, que le sort des Birons étoit décidé sans retour. 75.)

75.) Nous en appellons encore ici au droit féodal, à la justice et aux Constitutions de la République auxquelles c'est à décider, si le Roi devoit se refuser ou non, à des ouvertures injustes; si on lui en eut fait de la part de la Cour de Russie. Je dis: si on lui en eut fait, parcequ'en effet ce fût au nom du Roi, qu'on forma le projet, qui fut exécuté depuis. Au reste, on seroit curieux de savoir dans quelle ville l'Auteur déclare, que le Roi avant que de prendre sa résolution, demanda de nouvelles assurances, que le sort du Duc et de sa famille, étoit décidé sans retour. Par cet aveu, il met son Souverain en tort. Car pour quoi le Roi demanda-t-il ces assurances? Ce ne peut être que par l'une des deux raisons suivantes:

Ou, pour déclarer l'ouverture des fiefs, si le sort du Duc et de ses Descendants étoit décidé sans retour: ou, pour les en remettre

K

en

en possession, s'ils venoient à recouvrer la liberté: Il n'est point de milieu. Mais si le Duc eut été aussi notoirement coupable de félonie, que l'Auteur ose le lui imputer: qu'étoit-il nécessaire au Roi d'avoir de pareilles assurances; puisque, dans ce cas, le Duc, élargi, ou détenu prisonnier, devoit perdre ses états; ce qui mettoit le Roi en droit d'en disposer en faveur d'un autre; bien entendu pourtant, après avoir jugé et condamné le coupable conformément aux loix, et obtenu de la République le Plein-pouvoir requis, pour procéder à la nomination et à l'Acte d'investiture, d'un nouveau Vassal.

Et de plus S. M. désiroit de savoir, si l'Impératrice en renonçant au sequestre des biens du Domaine en faveur de S. A. R. mettoit par là ce Prince en état de remplir la condition essentielle sous laquelle le Roi pouvoit lui donner l'investiture, selon la Constitution de 1736.

76.

Ceci prouve qu'on a mérité les assurances en question, pour s'en servir en faveur de l'établissement du Prince Charles; sous prétexte, que les fiefs étant vacants, il devenoit nécessaire de les pourvoir d'un nouveau Duc. Raison faible en elle-même, nulle dans le droit féodal, et sans aucun fondement dans les Constitutions de la Courlande!

76.) Cette renonciation au sequestre ne peut pas être alléguée par l'Auteur, comme une chose qui prouve la justice de la cause, qu'il se propose de défendre, dans son Mémoire. On ne connoit aucun Principe dans le Droit féodal, par lequel on puisse prouver, que le propriétaire légitime d'un fief, le perd avec justice, quand une force supérieure s'en empare, et en dispose en faveur d'un tiers.

D'ailleurs, si une pareille renonciation pouvoit donner quelque droit réel à celui, en faveur de qui elle a lieu, elle auroit plus de force à l'égard du Duc Ernest Jean, qu'à l'égard de S. A. R. Car d'un côté,

la

la renonciation faite en sa faveur est plus ancienne (l'Impératrice Anne s'étant, selon le propre aveu de l'Auteur, désistée pour l'amour du Duc Ernest Jean, de toutes ses prétensions) Et d'un autre côté, les sacrifices, que S. M. l'Impératrice Catherine II. fait en faveur du même Duc, sont plus importants et plus avantageux pour le Pais; puisqu'Elle renonce même aux terres, que la Russie s'étoit réservées, sous le titre de bien Allodial du Duc Ernest Jean; ce qui fait un objet de 150,000 Ducats.

77.) C'est un fait qui ne sauroit être contesté, mais qui ne prouve rien pour l'Auteur; comme nous l'avons dit ci-devant.

L'Impératrice ne balançoit point à promettre solennellement la levée du Sequestre 77.) Et quant aux Birons, outre toutes les déclarations de sa part au Roi, aux Etats même de Courlande et au Public le Baron de Gross, son Envoié extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, fit au Roi et à la République, la déclaration bien connue, qu'il remit par écrit au feu Chancelier, et que celui-ci fit enregistrer et déposer aux Archives publiques. 78.)

Lit. GG.

78.) La Déclaration de Mr. de Gross, est connue: on la trouvera sous GG. mais cette Déclaration n'est pas telle, que l'Auteur voudroit le faire croire; le Duc n'y est aucunement accusé, ni de lèse-Majesté, ni d'avoir pillé le trésor Impérial: elle porte simplement: quedes raisons d'Etat s'opposent à l'élargissement de ce Prince.

Or ne peut-on pas, par des raisons d'Etat, refuser la liberté à des personnes tout-à-fait innocentes? d'ailleurs, nous avons fait voir ci-dessus, qu'un Vassal ne sauroit perdre ses fiefs, que préalablement il n'ait été cité, jugé, et convaincu de félonie;

K 2

et

et que pour être détenu par une force supérieure, l'on n'est pas pour cela coupable.

Des exemples vivants, qu'il nous seroit facile de citer, si la chose étoit nécessaire, font foi de ce que nous avançons.

Une chose remarquable, c'est que l'Auteur, qui en appelle sans cesse aux Déclarations faites par l'Impératrice Elisabeth, n'en cite point d'autres, que celle du 4. Sept. 1758 et celle du 13. Octob. de la même année, laissant un vuide, qui va depuis 1741. jusqu'en Septembre 1758. Cependant, comme nous l'avons montré plus-haut, le Ministère de Saxe avoit déjà bien long-tems auparavant, commencé à exécuter son projet par rapport à la Courlande.

79.) C'est un principe immuable que plus les accusations intentées contre quelqu'un sont graves, plus on doit apporter de circonspection et de précaution à l'instruction de son procès; de peur que, sur de fausses imputations, l'innocence ne souffre. Or, peut-il y avoir une accusation plus forte, que celle qui tend à priver l'accusé de tous ses biens? Cependant, que l'Auteur nous dise en conscience, si l'on a observé, dans l'affaire du Duc Ernest Jean, une seule des légèretés requises dans un cas pareil? Ce n'est pas, que nous accusons le Roi d'avoir voulu s'écarter des règles de la justice. Non! Ce bon Roi est reconnu des Courlandois et de tout l'Univers, pour un Souverain aussi juste que clément. Mais, comme il n'appartient qu'à la Divinité seule, de pénétrer et de connoître à-fond, les pensées des hommes, il a été surpris par de mauvais conseils, qui ont eu des suites funestes; L'on est convaincu, que c'est contre les intentions, de

Pouvoit-il rester au Roi des doutes ou des scrupules? S. M. avoit Elle encore des précautions à prendre et à quoi se trouvoit-Elle obligée dans cet état des choses? 79.)

Un Vassal au lieu de gouverner ses états s'engage au service d'une Puissance étrangère: il y trouve sa ruine, et par ses entreprises audacieuses se fait condamner avec toute sa famille à une prison perpétuelle. Faudra-t-il que le Seigneur se passe de ses services, que les états du fief demeurent des siècles sans une périlleuse incertitude et ne sachant à qui ils appartiennent? Il seroit absurde de le prétendre. Et puisque la mort civile

civile selon toutes les loix, eteint tous les droits aussi bien que la mort naturelle, il ne reste qu'à s'assurer de la mort civile de ce Vassal ex de ses enfans! et comment s'en assurer véritablement et légalement, si ce n'est par la déclaration du Souverain, à qui le Vassal s'étoit soumis en s'attachant à son service et de qui le sort du Père et des enfans dépend uniquement? On requiert cette Déclaration: Le Souverain la donne solennellement: elle porte que la captivité de ce Vassal et de ses fils est irrévocablement perpétuelle, en sorte qu'on doit les reputer pour morts. 80.)

Certainement une pareille Déclaration donnée dans ces circonstances reçoit toute la force d'un traité public. C'est un engagement pris par l'état même, et prétendre qu'un successeur en puisse anéantir l'effet, ce seroit renverser tous les fondemens de la sûreté publique et du repos des nations. Ce successeur pourra, s'il le veut, faire grâce au coupable et à sa famille, les combler chez lui de biens et d'honneurs, mais de quel droit voudroit-il révoquer envers des Princes étrangers, ou même au préjudice de simples particuliers, l'effet de la déclaration solennelle donnée

de sa Majesté, que la cause du Duc Ernest Jean, à pris jusques au tems de son élargissement, un tour aussi fâcheux. La justice même de la cause de S. A. S. ne permet pas de douter, que le Roi, toujours clément et juste, n'ait été surpris, et que le défaut seul d'informations suffisantes, n'ait été la cause de la conduite que S. M. a tenue à l'égard d'un Prince, dont Elle auroit Elle-même soutenu les intérêts, si on ne lui eut pas caché le véritable état des choses. On ne peut donc qu'être surpris de l'assurance avec laquelle l'Auteur demande, s'il pouvoit rester encore au Roi des doutes ou des scrupules? Les considérations que nous n'avons touché que légèrement, eussent fourni à l'Auteur (s'il eut eu à les faire valoir) matière à un traité des plus volumineux.

80.) L'Auteur ne fait que répéter ici ce qu'il a déjà dit et redit. Pour ne point l'imiter dans ses ennuyeuses répétitions, nous renvoyons le Lecteur aux remarques 24. 30. 31. 33. 24. 37. 41. 44. 45. 50. 51. 54. 55. 59. 61. 62. 66. 69. 70. 73. 75. où tout ce qu'avance ici l'Auteur se trouve déjà suffisamment réfuté. Nous ajouterons seulement encore un mot sur la prétendue mort civile de la famille Ducale. On ignore sur quel principe l'Auteur assure, que les gens réputés morts, perdent selon toutes les loix, leurs droits. Ne connoitroit-il point ce droit si fameux dans la Jurisprudence, le droit nommé Jus postliminii? Ce Jus postliminii ne décide-t-il pas que des personnes réputées civilement mortes, rentrent, lorsque cette mort civile vient à cesser, dans tous les droits, dont elles jouissoient auparavant?

née par son Prédecesseur? En pareille matière la volonté et les Actes d'un Prince lient ses successeurs et s'il n'en étoit pas ainsi, les Traités ne seroient que des pièges tendus à la bonne foi. Dans le cas particulier dont il s'agit ici: Après toutes les sages précautions prises par le Roi, et les assurances données par la Russie, si un successeur de l'Impératrice Elisabeth pouvoit révoquer et annuler tout ce qu'a fait cette Princesse à l'égard des Birons, et non content de les relâcher, appuyer de ses forces, leurs injustes prétensions sur la Courlande, il se trouveroit que l'Empire de Russie auroit tendu un piège cruel au Roi, au Prince son fils, aux Etats de Courlande et même à la République entière de Pologne, que cet Empire jetteroit dans l'embarras et dans les troubles par ses variations et par les Actes contradictoires de ses Souverains successifs dans une matière de la plus grande importance. Cette considération est convaincante sans doute aux yeux de tout homme impartial. Mais que manquera-t-il pour en faire une démonstration complète. Si nous ajoutons que l'Impératrice Elisabeth, par un Acte solennel et dans toutes les formes, a reconnu pour elle et

Ainsi supposé qu'on eut peu regardé la famille Ducale comme civilement morte) ce qui pourtant n'est pas, car il faut pour cela un concours de circonstances, qu'on ne trouve pas dans le cas de cette famille) Elle pourroit toujours, en vertu de ce principe, revendiquer ses droits.

ses successeurs S. A. R. la Princesse Charles en qualité de Duc de Courlande et de Semgalle? C'est ce qu'on verra tout à l'heure. 81.)

81.) Sans nous arrêter aux nouvelles invectives et aux répétitions que contient ce §. nous remarquerons seulement 1^{mo} qu'il y a de la différence entre des déclarations et des traités. 2^{do} que c'est le Ministère du Roi de Pologne qui a tendu un piège à celui de Russie. On s'en aperçu bien, comme le prouve la lettre du Grand-Chancelier Comte de Woronzow, dont on a déjà fait mention; mais l'Impératrice Elisabeth de gl. m. aimoit mieux y donner, que de ne pas céder pour quelque tems aux pressantes instances de la Cour de Saxe, répétées tant de fois. Et ce qui ne contribua pas peu à l'y déterminer, ce fut la considération des tristes conjonctures où se trouvoient la famille, et les Etats d'Allemagne, du Roi de Pologne.

D'ailleurs, si l'Auteur veut donner tant de force aux déclarations qu'il allègue, il permettra que nous lui en opposions de plus anciennes, en faveur du Duc Ernest Jean. Les Déclarations données par l'Impératrice Anne, auroient-elles moins de force, que celles de l'Impératrice Elisabeth? et ne seroit-on pas aussi fondé à en appeler à celles-là, qu'à celles-ci. On n'a jamais reproché à l'Impératrice Elisabeth, qu'elle établit des principes dangereux, en continuant de tenir en sequestre des domaines auxquels l'Impératrice Anne avoit renoncé; et en déclarant qu'elle ne pouvoit pas encore relâcher le malheureux Duc (qui, si l'on en veut croire l'Auteur, n'a été mis sur le siège Ducal, que par égard pour la Souveraine de Russie) et

en disant, dans la dernière déclaration, qu'Elle avoit des raisons d'état, qui ne permettoient pas l'élargissement de la famille du Duc. Du reste, il n'est pas de notre ressort, de répondre à l'Auteur sur ce qu'il reproche à la Cour de Russie. L'Impératrice Catherine II, Princesse reconnue pour être également juste et éclairée, a déjà convaincu le Public, par les écrits de ses Ministres, et par ses lettres au Roi de Pologne même, de l'équité de ses démarches.

Lit. HH.

Le Roi certain désormais de la vacance du fief, ne pensa plus qu'à donner à la Courlande un digne Chef comme les Etats l'en supplioient instamment, et à profiter des bonnes dispositions de l'Impératrice de Russie. S. M. eut cru se manquer à Elle-même et à sa couronne, et donner un juste sujet de plaintes à la République et en particulier à la Courlande, si Elle eut manqué une si belle occasion retirer cette Province de l'état critique où elle se trouvoit. On connoit le danger d'un long sequestre en des mains puissantes: Depuis 18. ans la Courlande se voioit au Pouvoir des Russes, qui s'accoutumoient à la regarder comme une province de l'Empire. Plusieurs en avoient obtenu des fermes à vie, et de prétensions, sur lesquelles on avoit demandé le sequestre n'étant point

L'Ambassadeur de Russie à Varsovie, a fait voir dans la Pièce HH. les raisons qui ont déterminé S. M. I. à se déclarer pour le Duc Ernest Jean, et à répondre ainsi aux vœux des Courlandois, qui ne sauroient que s'enir le Ciel de leur avoir suscité une protection, dans une Souveraine, qui par une suite de son amour pour la justice, s'intéresse à la conservation de leurs loix et de leurs Constitutions, et au maintien de leur ancienne forme de Gouvernement.

point déterminées à une somme fixe, ce Sequestre pouvoit durer un tems infini, tant que la famille de Biron subsistoit. Il y avoit un prétexte pour laisser les choses dans le même état. Le Pais sans chef éprouvoit les maux de l'anarchie ou du désordre et la crainte de troubles plus funestes encore dont il étoit menacé. 82.)

82.) Nous remarquons ici 1^{mo} que le Roi n'étoit rien moins que certain de la vacance légale du fief, ainsi que nous l'avons fait voir plus haut: 2^{do} que c'est sans le moindre fondement que l'Auteur prétend, que dans la position où se trouvoient les affaires de Courlande, il ne restoit au Roi qu'à penser à donner un digne Chef aux Courlandois. Ce que la justice demandoit, c'est, que S. M. avant de déclarer l'ouverture du fief, et de penser à en disposer, citât et jugât le Vassal qu'on vouloit dépouiller, et qu'on le convainquit, s'il eut été possible, d'être dans le cas de perdre ses fiefs. Or c'est ce qui ne s'est point fait: comment donc pouvoit-on regarder le fief comme étant ouvert? Il est vrai que l'ouverture en fut déclarée: mais par qui? par le Roi et le Sénat seuls, contre les Constitutions de la République et celles des Courlandois, suivant lesquelles une démarche de cette nature ne peut avoir de force et être regardée comme légale, qu'autant qu'elle se fait au nom et par le concours de la République entière.

Il est donc évident que le fief n'étoit point ouvert, et par conséquent qu'il ne s'agissoit aucunement d'en disposer. Les Courlandois n'ont jamais pensé qu'ils fus-

Lit BB. CC.

sont dans le cas d'avoir besoin d'un nouveau Duc, et bien loin d'en demander un, ils ne désiroient autre chose, que l'élargissement de la famille Ducale: c'est à quoi aboutissoient tous leurs vœux, comme le prouvent les Pièces justificatives, qui se trouvent sous BB. CC.

Bien loin que S. M. eût cru se manquer à Elle-même en ne prenant pas relativement à la Courlande, le parti qu'Elle a pris, nous sommes convaincus, sur la connoissance que nous avons de sa noble façon-de-penser et de son attachement pour la justice, qu'Elle auroit cru au contraire se manquer à Elle-même, en procédant de la sorte, si surprise par de fausses représentations, et entraînée par de mauvais conseils, Elle n'eût ignoré le véritable état des choses, et les odieuses intrigues de son Ministère.

Quant au Séquestre sur lequel l'Auteur insiste si souvent, nous avons déjà remarqué que les Courlandois n'ont pas à s'en plaindre, mais plutôt à se louer des grâces, dont l'Impératrice Elisabeth les a honorés, pendant ce tems. Leur sort étoit tel, qu'il ne leur restoit à désirer, pour rendre leur contentement complet, que le retour de leur ancien et légitime Duc. Le leur rendre: c'eût été le vrai moyen de faire cesser les troubles; et de prévenir ceux dont le Pdis, suivant l'Auteur, étoit menacé, pour l'avenir.

L'expérience a fait voir combien le parti que l'on a pris étoit peu propre à rétablir le calme en Courlande, et à contribuer au bonheur des Courlandois. Quel vaste champ s'ouvreroit à nos réflexions, si l'on vouloit insister sur tous les troubles qui se sont élevés dans nos Duchés, par une suite des perni-

cieux

cieux conseils donnés à A. S. R. Mgr. le Prince Charles, né d'ailleurs pour faire le bonheur des peuples, qui pourroient lui être légitimement soumis. Que n'aurions-nous point à dire, si nous voulions exposer ici tout ce que les Courlandois ont eu à souffrir par la faute de ceux, qui détournant les effets de la bonté naturelle de S. A. R. et de son attachement à la justice? Les Actes de nos Diètes tenues pendant le tems que S. A. R. a été en possession de nos Duchés, montrent assez, combien d'assauts on a livré à la liberté des Courlandois; combien d'atteintes on a porté à leurs droits, et combien de ressorts on a fait jouer pour les accoutumer à un despotisme destructif de leurs droits, et de leur liberté, dont ils furent toujours jaloux.

Enfin tout ce qu'allègue l'Auteur n'est qu'accessoire, et ne démontre ni le droit de la cause, qu'il défend, ni l'injustice de celle contre laquelle il écrit.

83.) Nous sommes trop convaincus de la magnanimité et de la justice du Roi, pour pouvoir seulement soupçonner que S. M. soit capable de sacrifier à des vues d'intérêt particulier, ce qu'Elle doit à la justice; et nous reconnoissons, que si Elle n'avoit pas été surprise par ses fausses relations et les mauvais conseils de quelques Ministres, plus zélés pour leur propre intérêt que pour la gloire de leur souverain, jamais Elle n'auroit appuyé de son autorité royale, des procédés si funestes aux Courlandois, et si contraires aux loix et au bonheur de la Patrie. Leurs justes plaintes auroient infailliblement détourné le coup dont ils ont été les victimes,

L 2

si on

touchée des prières des Courlandois 84.)

et cedant aux instances d'une généreuse Alliée. 85.) convoqua le Sénat comme Elle avoit fait en 1737. et voulût que cette grande affaire fut examinée encore et discutée en sa présence. 86.)

Tous les suffrages à l'exception de deux ou trois, se réunirent à supplier le Roi de déclarer l'ouverture du fief et d'en investir le Prince Charles son fils comme S. M. étoit autorisée par la Constitution de 1736. 87.)

si on les eut laissés parvenir jusqu'au cœur du meilleur des Rois.

84.) Nous renvoyons les lecteurs à la remarque 68. et aux Pièces justificatives sous BB. CC. qui prouvent la fausseté des prières qu'on prête ici aux Courlandois.

85.) Nous renvoyons encore les lecteurs à la 27^{me} remarque et à la Pièce justificative sous FF. qui démontre que jamais l'Impératrice Elisabeth, ne fit les instances qu'on lui prête.

86.) Si il est vrai que le Roi a convoqué le Sénat, comme il avoit fait en 1737. sa Majesté ne doit avoir rien fait entrer dans les *deliberatoria* de relatif à la Courlande; car alors le Roi ne pensa pas aux affaires de ce pays. D'ailleurs ce Sénat de 1758. dont l'Auteur parle n'étoit convoqué que pour condamner un Prince: qui n'étoit ni accusé, ni cité, et encore beaucoup moins jugé par un juge compétent, comme les remarques faites jusques ici l'ont assez prouvé.

87.) Cette réunion des suffrages à supplier le Roi de déclarer l'ouverture du fief et d'en investir le Prince son fils, paroît d'abord assez spécieuse, et le lecteur croira peut-être que nous serons ici réduits à un silence triomphant pour l'Auteur. Rien moins que cela. Cette réunion des suffrages, ne décidera rien en faveur de sa cause.

Car 1^{mo}, il s'agissoit d'une affaire qui n'étoit point du ressort du Sénat, mais dont la République entière devoit juger. 2^{do}, Ce n'est pas toujours la pluralité des suffrages qui doit décider, suivant les loix de la Pologne. Pour justifier cette dernière assertion, nous provoquons à la Constitution de 1717. laquelle

quelle porte expressément, que dans une Assemblée du Sénat, la pluralité des suffrages ne décidera, qu'autant que la chose décidée par cette pluralité, sera conforme aux loix et aux Constitutions de la République; et que dans le cas contraire, l'avis de ceux qui auront voté conformément aux loix, bien que formant le plus petit nombre, prévaudra.

Or ceux qui dans cette Assemblée du Sénat ont opiné pour la déclaration de l'ouverture du fief et de l'investiture de S. A. R. Algr. le Prince Charles, ont constamment manqué aux loix et aux Constitutions de la République et aux conventions qui subsistoient entre la République et la Courlande, puisque toutes les matières qui concernent les fiefs doivent, suivant la Constitution de 1607. être décidées (non par le Sénat et le Roi) mais par la République entière, et qu'en vertu des *PACTA CONVENTA* sur lesquels S. M. a prêté serment, c'est conjointement avec la République (et non avec le seul Sénat) que le Roi doit donner ses soins aux affaires des provinces de la République, et nommément de la Courlande.

Ainsi l'Auteur ne peut rien inférer de cette pluralité des suffrages, puisque ceux qui les ont donnés, n'étoient point autorisés à le faire, et qu'ayant décidé une chose qui n'étoit point de leur ressort, et par conséquent manqué à la République et aux loix, l'opposition de ceux qui n'ont point été de leur avis, doit prévaloir, suivant la décision de la Constitution dont nous venons de parler. Tant s'en faut que la décision de cette Assemblée du Sénat sur les affaires de Courlande, puisse être regardée comme étant celle

Le Roi conféra donc à ce Prince les Duchés de Courlande et de Semgalle, toujours sous la condition de les dégager des dettes et de toute prétention étrangère. S. A. R. recut solennellement l'investiture le 8. Janv. 1759. et presta l'hommage en personne selon la loi 88.) Elle se rendit bientôt à Petersbourg tant pour remercier l'Impératrice que pour accomplir la condition nécessaire de son investiture, en obtenant de son Auguste Bienfaitrice la levée du Sequestre et la renonciation à toute prétention sur la Courlande. L'Impératrice remplit ses promesses et consumma son ouvrage par un Acte authentique signé de sa main, et muni du sceau de l'Empire. Dans cet Acte du 27. Juillet 1759. S. M. I. renonce pour Elle et ses successeurs, en faveur du Roi, de la République de Pologne, et de S. A. R. le Duc Charles, à tous ses droits sur les Domaines du Duchés, dont l'Impératrice cède la

de la République, qu'on fait que le troisième Ordre de cette République, savoir l'Ordre Republicain n'est entré pour rien dans les affaires de Courlande, et qu'on ne l'a point consulté sur le parti à prendre, comme on auroit dû le faire le jour, conformément aux lois. On a craint sans doute, et avec fondement, que cet ordre illustre ne s'opposât à l'exécution d'un dessein qu'on avoit à cœur de faire réussir, mais qu'on desespéroit de faire approuver par des juges qui ne savent point s'écarter des règles sacrées de la justice. C'est donc en vain que l'Auteur étale ici une pluralité de suffrages, qui par les raisons que nous venons d'alléguer, ne prouvent rien en faveur de la cause qu'il défend.

88.) Par qui les conditions de l'investiture ont-elles été signifiées? On n'a point voulu parler des Commissaires nommés par la République pour conclure en son nom, les conditions à remplir de la part du nouveau Duc pour le bien et l'avantage du pays; C'est pourtant ce qui s'est observé par la Convention arrêtée au nom de la République avec le Duc Ernest Jean. Au reste, la cession de l'investiture donnée à S. A. est un fait qui ne peut être nié, mais qui n'établit pas le droit du Prince Charles, comme il n'affoiblit point ceux du Duc Ernest Jean.

la pleine possession au dit Duc de Courlande et à ses héritiers. 89.)

S. A. R. alla prendre possession de ses états. Elle reçut à Mitau en Novemb. 1759. l'hommage de la Noblesse et le serment de fidélité. Etablie ainsi dans les deux Duchés, sur les instances des Etats et par l'autorité du Roi et de la République reconnue de ses sujets et point de toutes les Puissances qui n'étoient point en guerre avec sa maison. S. A. R. ne devoit pas s'attendre à être troublée dans une si juste possession. 90.)

Mais l'héritier de l'Impératrice Elisabeth avoit depuis long-tems jetté ses vues sur le Duché de Courlande, pour en faire l'établissement de son Oncle le Prince George de Hollstein. Outré de l'avoir vu passer dans les mains de S. A. R. il en conçut une haine violente pour le nouveau Duc et des qu'il fut monté sur le Trône de Russie, il se disposa à user de ses forces, pour accomplir son premier dessein. Il fit marcher des troupes en

Cour-

89.) Le voyage de S. A. R. Mgr. le Prince Charles à Petersbourg, ne suppléa point à ce qu'il y eut d'illégal et d'impie dans son investiture des Duchés de Courlande et de Semgalle; et si la renonciation de l'Impératrice Elisabeth a pu donner quelque droit à S. A. R. celle de l'Impératrice Anne n'auroit elle pas la même vertu?

La première ne le cède en rien à la dernière; car celle-là tout, comme celle-ci, fut confirmée par un Acte authentique signé de la propre main de S. M. I. et muni du sceau de l'Empire, par lequel Acte S. M. I. renonçait pour Elle et pour ses successeurs, à tous ses droits sur la Courlande, en faveur du Roi, de la République et du Duc Ernest Jean.

90.) Tout ce qu'allègue l'Auteur pour contester les droits imaginaires de S. A. R. Mgr. le Prince Charles, peut être également allégué pour confirmer les droits réels du Duc Ernest Jean. Il est vrai que ce dernier ne reçut point l'investiture en personne, mais on n'en sauroit rien conclure pour invalider ses droits; puisque le Roi avoit dispensé le Duc de comparoître en personne, comme nous l'avons déjà remarqué.

Si le Prince Charles a été pendant un certain tems en possession de l'autorité Ducale, n'en est-il pas de même du Duc Ernest Jean? N'a-t-il pas exercé divers Actes qui constatent une autorité reconnue, et une possession réelle?

Il est vrai que la Noblesse de Courlande a prêté à S. A. R. Mgr. le Prince Charles le serment de fidélité.

Mais

Courlande, pendant que S. A. R. en étoit absente, et ordonna d'y mettre le scellé sur les biens du Domaine. En même tems il rappella les Biron de leur exil, et engagea le Père à faire une cession des Duchés de Courlande et de Semgalle en faveur du Prince George de Hollstein, comme on en voit la preuve dans une lettre du Prince de Biron au Baron Knügge son Agent, laquelle porte que l'Acte de renonciation n'existe plus, puisque l'Impératrice l'a rendu (91.)

Mais de quels moyens ne s'est-on pas servi, pour leur arracher ce serment, et pour les y jeter? Que le Public juge par la Déclaration ci-jointe sous AII. On nous menace de nous traiter en rebelles, on nous ôte, on nous ferme toute ressource; il ne restoit personne que nous pussions appeler au secours de notre liberté mourante. La République ignoreoit les violences qu'on nous faisoit. Il a donc bien valu céder à la nécessité; et plier sous le joug de quelques Seigneurs: Ainsi le Prince reçut l'hommage: et se vit établi dans nos Duchés. Mais le Duc Ernest Jean légitimement élu avant lui, a-t-il perdu par-là ses droits?

91.) Pourquoi l'Auteur écrivant dans le tems où nous sommes, retrograde-t-il dans le passé? S'il eut été chargé de défendre les droits du Prince Charles, sous le règne de l'Empereur Pierre III. on auroit pu lui pardonner de citer les particularités qu'il allègue, pour indisposer contre cet Empereur la République de Pologne, et les Courlandois. Nous n'opposons rien à l'Auteur sur ces particularités déplacées, qu'il cite. Comme l'Impératrice Catherine II. fait voir, que ce n'est par aucunes vues particulières, mais uniquement par amour pour la justice et par affection pour une Province à laquelle son Empire s'intéresse, tant à cause du voisinage, qu'en conséquence de divers traités qu'Elle a avec les Courlandois; nous ne croions pas devoir répondre à ce que dit ici l'Auteur des vûes de l'héritier de l'Impératrice Elisabeth.

Au reste, ce que l'Auteur avance d'un Acte de renonciation que le Duc Ernest Jean auroit signé, est absolument faux. Il est

est vrai que sous le Règne de l'Empereur Pierre III. on voulut l'engager à le faire; mais il ne l'est pas moins, que le Duc s'y refusa constamment, avec une fermeté conforme à sa façon-de-penser, et aux obligations dans lesquelles il se trouvoit vis-à-vis de la République et de ses propres Duchés. Voici comment il répondit à l'Empereur, avec une hardiesse dont S. M. I. fut surprise:

„Je prie V. M. de me renvoyer plutôt à Jaroslaw. Je fais que je suis au pouvoir de V. M. qui peut me forcer à tout ce qu'Elle voudra. Mais permettez que je sorte hors de Votre Empire et faites moi demander après cela si je veux renoncer aux droits que j'ai sur mes Duchés. D'ailleurs; je prie V. M. de faire réflexion, que quand même Vous auriez de ma part les renonciations les plus fortes, signées de ma main, et par les Princes mes fils; tout cela ne pourroit jamais donner aucun droit à un autre, et que le seul droit, que V. M. puisse donner à un autre, ne consiste que dans Votre soutien puissant.

L'Empereur trouva cette réponse si forte, qu'en étant offensé, il se plaignit du Duc à une Personne, qui ne voulant pas beaucoup de bien au Duc, conseilla à S. M. I. d'envoyer, sous prétexte de quelque commandement, les Princes fils du Duc, sur les frontières de la Lapponie et de la Chine; en faisant espérer à l'Empereur que le Duc se résoudroit alors, par tendresse pour ses fils, au sacrifice auquel il s'étoit jusques alors refusé.

M

On

Un pareil Acte, fait sans l'aveu du Seigneur suzerain étoit nul sans doute, et ne servoit qu'à priver le Comte Biron de tout droit sur le fief. s'il lui en étoit resté quelqu'un: C'est assurément dans un Vassal un Acte de félonie que de céder un fief dont il ne peut en aucune manière disposer, de le céder sans consulter son Seigneur suprême, et à un Prince étranger, Oncle d'un puissant voisin, très disposé à se prévaloir de la supériorité de ses forces. 92.)

Les conséquences de cette coupable entreprise eussent pu devenir funestes à la liberté des Courlandois et pernicieuses à la Pologne. Mais bientôt la Providence délivra le Nord d'un Prince qui menaçoit de le mettre en feu. Tous les voisins se rejouirent de le voir remplacé par une grande Princesse; Princesse, dont la sagesse et la magnanimité leur étoient connues. Le Roi et la République de Pologne devoient en particulier se féliciter de cet heureux changement. En effet l'Impératrice Catherine II. répondant à leurs espérances se hâta de révoquer les ordres donnés par

Pierre

On ignore quelle résolution l'Empereur avoit prise; mais on sait qu'il avoit fait coucher par écrit une renonciation, et qu'il avoit fixé, pour la signature de cet Acte, le jour même qu'il fut détroné; quoiqu'il n'eût point fait avertir le Duc de se rendre auprès de sa personne, pour procéder à cette signature.

Cet Acte de renonciation qui existoit sans signature, a été rendu au Duc; et c'est le même dont le Prince héréditaire de Courlande parle, dans une lettre au Baron de Knäuge, et que l'Auteur a fait imprimer en caractères italiques, comme une pièce d'un grand poids, mais à laquelle cette remarque ôte toute sa force.

92.) Que ce soit félonie à un Vassal de renoncer à son fief, en faveur d'un autre, sans le consentement de son Seigneur suprême; c'est-là un principe incontestable dans le droit féodal. On l'admet donc avec l'Auteur; mais en remarquant, qu'on n'en peut aucunement inférer que le Duc se soit effectivement rendu coupable de cette félonie; puisque comme on vient de le voir, il est faux qu'il ait jamais signé cet Acte de renonciation. Et quand il l'auroit signé (ce qui pourtant n'est point) une renonciation telle que l'auroit été celle-ci, une renonciation involontaire et arrachée par la violence, ne seroit-elle pas sans force? L'Histoire moderne nous fournit des exemples assez récents de pareilles renonciations, et du peu d'égard qu'on y a eu. On a vu des Rois mêmes, forcés par les circonstances à renoncer à tous leurs droits sur leurs Royaumes: mais ces renonciations n'ont pas empêché qu'on

Pierre III. pour mettre le scel-lé sur les Domaines de la Courlande et faire des Actes d'autorité dans un pays qui ne relève nullement de son Empire. 93.)

Malheureusement le Comte de Biron tarda peu à trouver le moyen de prévenir la Cour de Russie en sa faveur. L'Impératrice écrivit au Roi, en date du 3^{me} d'Aout dernier, et se fondant sur les démarches faites autrefois par rapport à l'élargissement de ce Duc prétendu de Courlande, sans faire attention à ce qui les avoit suivis. S. M. I. disoit dans sa lettre, que Biron aujourd'hui relâché se trouvant en liberté de reprendre possession de ses Etats Elle espéroit que le Roi voudroit bien l'y rétablir. S. M. dans sa réponse du 3^{me} de Septemb. témoigna sa juste surprise de voir que l'Impératrice lui demandât le rétablissement d'un homme déclaré par la Cour de Russie même, coupable d'un crime énorme, et en conséquence mort civilement et sans retour et que S. M. I. ne fit pas la moindre attention aux droits incontestables de S. A. R. le Prince Charles possesseur du Duché de Courlande dont il avoit été si solennellement investi par le Roi en vertu d'une Constitution de la République de l'avis du Sénat, sur

on n'ait (dès que les affaires ont changé de face, et qu'on s'est vu en état de le faire) réclamé et revendiqué des droits, dont on ne s'étoit desisté, que pour céder à la force.

93.) Sans doute que notre situation eût été bien triste, si l'on eût continué à retenir notre légitime Duc, et persisté à vouloir nous en donner un autre, au dépens de nos droits et de nos privilèges, et malgré nous. En ce cas, cette puissance voisine, du secours de laquelle nous espérons la conservation de nos privilèges et de nos loix, auroit Elle même porté le dernier coup à ces Privilèges et à ces loix.

Mais la Providence, qui veilloit à notre conservation, a dissipé l'orage qui rouloit sur nos têtes, et d'où nous craignions à chaque instant de voir partir les éclats de la foudre. Elle nous réservait, dans l'Auguste Princesse qui occupe si dignement un des premiers trônes du monde, une Protétrice dont la main bienfaisante fermeroit toutes nos plaies. Destinée à être l'appui de l'innocence opprimée aussi bien que celui de la justice, l'Impératrice Catherine II. embrasse la cause de notre Duc infortuné, qui est en même tems celle de l'Ordre Equestre de la République de Pologne; et par cet Acte de générosité et de justice, elle arrache les Courlandois au comble du malheur.

Cette Auguste Princesse ne fut pas plutôt sur le trône, qu'Elle manifesta, dans toutes ses actions, l'attachement le plus décidé pour la justice et l'équité.

Ce fut par un effet de ce magnanime caractère qu'Elle révoqua d'abord les ordres

M 2

don-

sur les instantes prières des Etats du Duché et à la recommandation même de la Russie. S. M. pour couper court à toute contestation et maintenir les droits de sa Couronne, prioit l'Impératrice dans cette même réponse de renvoyer les prétensions de Biron, à Elle et à la République comme à ses seuls juges et Souverains à l'égard du fief, et d'empêcher toute autre entreprise excepté la seule voie de Négociation pratiquée entre Puissances amies et voisines; le Roi promettant de son côté, de se prêter à tout ce qui pourroit se concilier avec la dignité et les droits de sa Couronne, et ceux du Prince son fils légitimement investi du Duché de Courlande; en se conformant autant qu'il seroit possible aux intentions généreuses et compatissantes de S. M. I. envers la famille de Biron 94.)

donnés par Pierre III. pour mettre le sceau sur les biens du Domaine; et que désavouant ainsi ce que l'Empereur avoit fait, au préjudice des droits de la République et de la Courlande, Elle fit connoître qu'Elle ne vouloit employer, pour parvenir à ses fins, que des moyens légitimes et conformes à la justice. C'est pourquoi reconnoissant le Roi Seigneur suprême de la Courlande, Elle s'adresse d'abord à S. M. dans l'espérance que le Ministère du Roi lui conseilleroit de rendre sans délai, justice à son Vassal, qui, quoique innocent, avoit été condamné sans avoir été ni accusé, ni cité, ni jugé; comme nous l'avons remarqué plus-haut.

94.) La généreuse et bienfaisante Impératrice, fut touchée de compassion envers une famille si long-tems accablée des revers de la fortune; et envers pais si cruellement opprimé.

C'est par de si louables motifs que S. M. I. écrivit au Roi la lettre dont l'Auteur fait mention, espérant que comme la République n'étoit entrée pour rien dans les innovations qui s'étoient faites en Courlande, le rétablissement du Duc Ernest Jean dans ses Etats, souffriroit d'autant moins de difficulté. Mais le Ministère du Roi, empêchant S. M. d'entrer dans les justes vues de l'Im-

l'Impératrice, conseilla au Roi de faire à la Cour de Russie la réponse que l'Auteur allégué. Mais ce n'étoit là qu'une façon de refuser l'Impératrice. A quoi eut abouti l'expédient que l'on proposoit? On eut voulu qu'on envoyât les prétensions du Duc de Biron pour être soumises à l'examen du Roi et de la République. Mais imo, n'en auroit-il pas résulté un procès dont on n'eut jamais vu la fin? En second lieu, à quoi bon cet examen, puisque les droits du Duc sont clairs, et incontestables, et qu'ils ne lui ont jamais été contestés ni par la République ni même par le Roi, pendant 18. années. Le Duc Ernest Jean n'étoit point dans le cas de courir les risques d'un Procès, et d'être jugé. Il y a eu, sans contredit, du tort dans ce qui le concerne, mais il est tout entier du côté du Roi et du Sénat, qui, en s'arrogeant une autorité, qui ne leur appartenoit point, ont manqué à l'ordre Equestre de la République, au Duc Ernest Jean, et à la Noblesse de Courlande.

95.) La réponse étoit fort bien arrangée pour trainer les affaires en longueur; et on n'en pouvoit trouver une plus propre à prolonger les malheurs d'une famille infortunée, quoiqu'innocente; pendant qu'un autre jouiroit tranquillement de ses dépouilles; en attendant une décision, qui ne seroit jamais venue.

Le principal moyen dont les Partisans du Comte de Biron se servoient pour surprendre la religion de l'Impératrice étant de persuader à cette Princesse que les Etats de Courlande demandoient leur ancien Duc, on commença par solliciter la fidélité

Pour ce qui est de ce que l'Auteur prétend, que les prétensions du Duc Ernest Jean auroient dû être renvoyées au Seigneur suprême du fief; c'est à tort qu'il le soutient. Le Duc n'avoit point à se plaindre contre la République mais uniquement S. M. qui, contre ses propres intentions, mais surprise par de mauvais Conseils, avoit fait

delité de la Noblesse, et le Sr. de Simolin Conseiller d'Etat de Russie n'oublia rien pour exciter des troubles dans le Pais. 96.)

une injustice au Duc. C' étoit donc au Roi seul, et non à la République, à redresser un tort qui ne s' étoit fait qu' au nom et de la part du Roi seul.

96.) On ne reconnoit point l' Impératrice au portrait qu' en fait ici l' Auteur. Ce n' est point une Princesse qui se laisse aisément surprendre. On sait qu' Elle voit et examine tout Elle même; déjà avant son avènement au trône, Elle compatissoit au sort peu mérité de l' infortuné Duc; et elle daigna prendre part au surcroît d' infortune qu' il reçut par les vœux qu' avoit l' Empereur d' établir son Oncle sur les débris de la fortune du légitime Duc de Courlande.

D' ailleurs on n' avoit pas besoin de solliciter la fidélité de la Noblesse pour le Duc Ernest Jean. Il ne faut, pour reconnoître quels ont toujours été nos sentiments pour lui, que lire les instructions données, à diverses reprises, à nos députés; et en particulier celles de 1754. 1756 et 1758. et quiconque a été présent à l' arrivée du Duc Ernest Jean à Riga pourra rendre le témoignage, que cette ville fourmilla de Noblesse Courlandoise, qui s' y étoit rendue dans l' impatience de voir leur ancien et légitime Duc: ce qui ne sauroit être attribué aux Circulaires du Ministre de Russie, puisque ces circulaires (qu' il plait à l' Auteur de qualifier de sollicitations auprès de la Noblesse en faveur du Duc) ne roulèrent que deux mois après l' arrivée du Duc à Riga.

97.) Le Duc Ernest Jean n' avoit pas besoin d' augmenter le nombre de ceux qui refusoient l' obéissance à S. A. R. Mgr. le Prince Charles. On n' avoit pas encore oublié les moyens dont on s' est servi pour établir

et pour grossir le petit nombre de ceux qui refusoient l' obéissance à S. A. R. Il sollicitoit ouvertement la Noblesse à se déclarer pour Biron, osant promettre la protection de sa Cour à ceux qui deferoient à ses instances et user de menaces pour effraier les autres. 97.)

établir S. A. R. dans nos Duchés. Le souvenir des ruses qu' on a employées, des appar par lesquels on tâché de corrompre ceux qui se montraient fidèles au Duc Ernest Jean, ce souvenir est encore récent. Il étoit d' autant plus facile à S. A. R. de se faire des partisans, que les titres de Chambellan, de Colonels, et de Lieutenant-Colonel de S. M. le Roi son Père, et quantité d' autres, étoient à sa disposition. L' on ne manquoit point d' amorcer par des promesses et des titres, ceux auxquels on ne pouvoit pas donner des Baillages.

Dès que S. A. S. Mgr. le Duc Ernest Jean fut en chemin pour retourner dans ses Duchés, la plus grande et la plus saine partie des Nobles Courlandois se déclarèrent pour lui; et l' heureuse conclusion de notre conférence fraternelle, prouve l' attachement de la plus grande partie de la Noblesse pour le Duc Ernest Jean; comme au contraire la désunion qui s' est toujours manifestée dans nos diètes, pendant la possession de S. A. R. montre combien la Noblesse en étoit mécontente.

98.) Il est étonnant que l' Auteur s' émancipe envers toute une Noblesse, extrêmement délicate sur ce qu' elle peut croire l' attaquer personnellement, jusqu' à nommer ceux qui se sont déclarés pour S. A. R. la Partie la plus saine des Courlandois; ce qui est choquer au vif tous ceux qui ne prirent point ce parti. Cette expression est d' autant plus déplacée, qu' avant l' établissement de S. A. R. en Courlande, S. M. a nommé constamment pendant 18. ans ceux qui étoient attachés au Duc Ernest Jean, des gens sages, fidèles et de vrais patriotes (voilà la lettre

Mais voyant que la très grande et plus saine partie des Courlandois, fidèles à leur devoir, demeuroident attachés au Prince que le Roi et la République leur avoient donné sur leurs propres instances, on pensa que la présence de S. A. R. soutenoit leur courage et leur fidélité et on forma le dessein d' obliger ce Prince à abandonner ses Etats. 98.)

Le 24. Decembre dernier, le Sieur de Simolin envoya le Lieutenant Colonel Schroeders mettre le sceau Impérial de Russie sur le bureau des Douanes au passage de la riviere et bientôt après le même Officier se rendit à la maison de poste pour défendre au Maître de se défaisir de l' argent qu' il pourroit avoir en Caisse. Celui ci répondit qu' il n' avoit d' ordre

à recevoir que du Duc son Maître: surquoi l'officier Russe lui repliqua que s'il n'obeissoit en se sommant à la faisie, il le feroit jeter hors de la maison, et mettroit un autre Maître de poste à la place, et il posa tout de suite une sentinelle à la porte. S. A. R. envoya le Land-Hoffmeister de Howen et le Chancelier Keyserling au Sieur de Simolin pour lui demander en vertu de quoi et de quelle autorité il se portoit à des Actes si contraires aux droits du Roi et de la République, et aux siens. Le Conseiller d'Etat de Russie repondit avec emportement qu'il obeissoit aux Ordres de l'Impératrice, laquelle lui avoit ordonné de mettre en sequestre tous les revenus du Duché, ajoutant que tout cela ne fut pas arrivé si l'on n'eut point refusé des quartiers d'hyver aux troupes Russes. Il écrivit le même jour à tous ceux qui tenoient en fief des Terres Ducales une Lettre Circulaire dans laquelle il leur signifie le sequestre au nom de la Souveraine et leur ordonne en maître de paier désormais le prix de leur ferme à la Caisse Impériale, fondant aussi des Ordres si extraordinaires sur le prétendu refus de quartiers d'hyver; et accusant S. A. R. d'avoir publiquement temoigné par ce refus ses mauvaises intentions envers l'Impératrice.

Le Sieur de Simolin poursuivant dans son système de forcer S. A. R. à quitter la Courlande fit mettre une garde au magasin de bois destiné à l'usage du Duc. La nuit du 24. au 25. il fit poser une sentinelle devant la maison des Archives. On apprit le matin que la même chose étoit arrivée au moulin d'où on tiroit la farine pour la Cour: l'inspecteur des étangs, qui doit fournir le poisson pour la table de S. A. R. vint annoncer qu'il avoit reçu ordre de n'en point livrer et le Baillif des deux Baillages réservés pour l'entretien de la même table reçut de même par un Officier placé avec quelques soldats dans ce baillage, l'ordre de rien livrer pour la Cour. Enfin le Conseiller d'Etat Russe s'assura du magasin de

lettre du Grand - Chancelier Malachowski, citée plus-haut; menaçant ceux qui étoient contraires au Duc Ernest Jean, de les forcer par des moyens sévères, à rentrer dans leur devoir. C'est ce que l'on peut voir dans le Rescrit du Roi sous EE.

Toute la Courlande ignore que le Prince Charles lui ait été donné par la République; et je désire l'Auteur de prouver que ce qu'il met sur le compte de cette République doive en effet lui être attribué.

foin

soin et d'avoine, de la monnoie, de la brasserie, et même de la basse-Cour où l'on nourrissoit la volaille pour la table du Duc; n'oubliant rien pour ôter à S. A. R. tout moyen de subsister.

Le prétexte dont il colore ses violences est aussi mal-imaginé que malicieusement controuvé. S. A. R. n'a jamais refusé des quartiers aux troupes Russes. Elle s'est plainte seulement de ce que le Sr. de Simolin, sans lui faire aucune requisi- tion, avoit reparti lui même arbitrairement ces quartiers d'hyver; et le Duc connoissant ses devoirs de Vassal a ajouté qu'il prendroit à ce sujet les ordres du Roi. Mais S. A. R. n'a opposé aucune résistance aux troupes Russes (et elle n'en avoit pas le moyen) au contraire Elle a pris soin que ces mêmes troupes trouvassent par tout les subsistances et les commodités nécessaires.

Mais en supposant que S. A. R. leur eut effectivement refusé des quartiers, de quel droit le Sr. de Simolin ose-t-il entreprendre de l'en punir; et d'exercer des Actes d'autorité dans le territoire d'autrui? La Cour de Russie eut dû en pareil cas, s'adresser au Roi et à la République à qui seuls un Duc de

Cour-

N

Courlande est comptable de ses Actions

Mais on sent que des imputations de cette nature étoient uniquement destinées à aigrir S. M. I. Aussi les voies de fait et les procédés violents ont-ils continué en Courlande de la part du Conseiller d'Etat Russe, sans le moindre égard pour le rang et le naissance de S. A. R. et au mépris des droits du Roi et de la République, on a fait venir de nouvelles troupes de Riga. on en a rempli la ville de Mitau on a occupé tous les Postes; établi des corps de garde jusque sous les fenêtres mêmes du Duc, et investi S. A. R. dans son Palais. 99.)

99.) Ne nous proposant d'autre but, dans nos remarques, que de défendre les droits de notre légitime Duc Ernest Jean, et d'exposer aux yeux du Public les Constitutions et les loix de la Pologne et de la Courlande qui constatent ces droits; nous avons suivi l'Auteur pas-à-pas dans son Mémoire, tant qu'il a été question de ces loix; examinant toutes ses propositions, et n'en laissant passer aucune sans y faire les observations nécessaires. Mais nous ne répondrons point aux plaintes qu'il fait ici contre la Cour de Russie, et contre son Ministre en Courlande. Nous n'avons pris la plume qu'en qualité de Courlandois; Et comme étant du nombre de ceux que S. M. déclara en 1750. par la lettre du Grand-Chancelier Malachowsky être patriotes et la plus saine partie de la Noblesse Courlandoise.

doise, nous n'avons en vue que de convaincre le Public des droits de notre légitime Duc, et du tort de ceux qui lui sont contraires. Il n'est donc point de notre sujet de justifier la conduite de la Cour de Russie, que l'Auteur a l'audace de critiquer avec beaucoup de malice; et nous pouvons d'autant plus nous en dispenser, que son Mémoire, qu'il dit avoir fait au nom et par ordre du Roi, ne demeurera pas sans réponse de la part de la Russie, par rapport à tout ce qu'il contient de relatif à cette Cour. On renvoie le Public à la déclaration que l'Ambassadeur de Russie a faite à la République, des motifs qui ont engagé sa Cour à embrasser la juste cause du Duc Ernest Jean: voyez HH. Déclaration qui montre évidemment, que les raisons alléguées par l'Auteur, ne sont rien moins que les vrais motifs qui ont déterminé l'Impératrice au parti qu'Elle a pris.

Mais revenons à notre Auteur: Après sa digression critique sur les démarches de la Russie, il reprend son sujet, et s'exprime ainsi, sur le Duc Ernest Jean.

100.) Le Duc Ernest Jean n'ignoroit pas que le Roi de l'avis d'une partie du Sénat avoit donné l'investiture des Duchés en question au Prince Charles. Mais savoit-il que la République l'eut cité et jugé lui et les Princes ses fils, et qu'après les avoir déclarés déchus de tous leurs droits sur la Courlande, Elle eut donné au Roi le Plein-pouvoir d'en investir le Prince Charles? Hé! comment auroit-il pu savoir des choses qui n'eurent jamais lieu; puisqu'il est constant que la République n'a eu aucune part à tout ce qui s'étoit fait en Courlande; mais

Lit. II. KK.

Par ces entreprises téméraires, il eut perdu tout droit aux deux Duchés, s'il lui en fut resté quelqu'un. Se porter pour Duc après tout ce qui s'étoit passé, et en exercer hautement l'autorité sans avoir obtenu son rétablissement, sans l'avoir même demandé au Roi, Seigneur suprême du fief, c'est tomber sans doute dans le crime de félonie. 101.)

Mais c'est assurément s'en rendre coupable, au plus-haut degré, que de rechercher et d'accepter un secours de troupes étrangères, sans avoir seulement tenté les voies de la justice, de solliciter les Actes de violence commis par le moien de ces troupes, de les agréer, de

que le Roi et quelques Sénateurs, sans y être autorisés, avoient disposé de ce fief.

Aussi dès que le Duc se vit libre, il protesta contre la Diète, que le Prince Charles avoit convoqué; et ses premiers soins furent d'annoncer son élargissement au Roi son Seigneur suzerain, et de demander son rétablissement; comme le prouvent les pièces justificatives sous II. KK.

Mais S. M. n'ayant pas daigné lui répondre, ni le Vice-Chancelier de la Couronne H'odziski, ni même le Comte de Bruhl; il ne resta au Duc Ernest Jean, après toutes les injustices qu'on lui avoit faites, et auxquelles on mettoit le comble en refusant d'écouter ses plaintes, et de lui rendre des fiefs qu'il tenoit du Roi et de la République: il ne lui resta d'autre parti, à prendre que d'accepter avec la plus vive reconnaissance l'assistance que l'Impératrice de Russie lui offroit; en vue de soutenir la justice, et de maintenir les Duchés de Courlande et de Samogitie et toute la République de Pologne, dans leurs droits et Privilèges.

101.) Nous avons prouvé, par les remarques précédentes et les Pièces justificatives alléguées, que le Duc Ernest Jean a demandé son rétablissement, mais qu'on ne daigna pas seulement lui répondre: Il ne lui restoit donc, que d'user du Jus postliminii et conformément à ce droit, de revendiquer lui-même un bien, qui lui appartenait légitimement; mais qu'on s'obstinoit à ne vouloir pas lui rendre; et de s'en mettre en possession, en exerçant des Actes de Jurisdiction qu'il avoit exercés autrefois, en vertu d'une autorité légitime, qu'il n'avoit pu perdre par ses malheurs. Le Duc n'a donc

dé s'en appuyer et de compromettre ainsi son Seigneur suprême avec une Puissance voisine. 102.)

donc fait, qu'user du droit que les Jurisconsultes nomment Jus postliminii. Est-ce là se rendre coupable de félonie.

102.) Si l'Auteur n'a point d'autre crime de félonie à imputer au Duc Ernest Jean que celui d'avoir accepté la juste protection et le généreux secours de l'Impératrice de Russie, le Duc sera et restera toujours justifié dans l'esprit de tous ceux, qui envisagent sans partialité, la position dans laquelle il se trouvoit.

On a vu suffisamment, dans nos remarques précédentes, avec combien de violence et d'injustice, on a procédé contre S. A. S. Mgr. le Duc Ernest Jean. Tout le monde sait, qu'on en est venu à des voies de fait contre lui, et qu'on lui a ravi ses Etats, sans avoir jugé légalement sa cause. D'ailleurs, toutes les raisons qu'allègue ici l'Auteur, pour déclarer le Duc déchu de ses droits, n'existoient point encore, lorsque, contre toute justice, on lui ôta ses fiefs, pour en disposer en faveur d'un autre. On n'alléguoit alors, que la Déclaration faite par Mr. de Gross, au nom de l'Impératrice (déclaration qui suivant le droit féodal ne pouvoit point faire perdre au Duc des Etats légitimement acquis) Personne ne s'est avisé alors de l'accuser de félonie, ce qui prouve qu'il n'en étoit point coupable.

Mais à présent, que l'on veut à toute force justifier, ce que l'on a fait, au lieu de penser à le redresser, et qu'on ne peut prouver que le Duc ait été justement dépouillé de ses fiefs, qu'autant qu'on le convaincra de félonie; on l'en accuse effectivement, et l'on fonde cette accusation sur ce qu'il a accepté le secours de la Russie. Accusation, qui

quand elle seroit aussi fondée, qu'elle l'est peu, ne prouveroit pourtant rien, puisqu'elle ne vient qu'après coup.

On connoit ce principe dans le droit féodal :

Dominus ad privationem causa expressa agens post litem contestatam aliam prius exortam accumulare et ex ea vincere nequit. Suivant ce principe, la sentence prononcée contre le Duc en 1758, contenue dans le résultat de l'assemblée du Sénat de la même année, ne sauroit être justifiée par quoique ce soit de postérieur à cette époque : et si S. A. S. s'étoit rendue coupable depuis (ce qui pourtant n'est point) il faudroit l'accuser de nouveau, et lui intenter un nouveau procès. Il ne s'agit donc point du tout, dans le cas en question, d'examiner si le Duc a été fondé, ou non, dans ce qu'il a fait pour recouvrer des Etats qu'on lui avoit injustement ravis ; tout se réduit à savoir, si c'est avec just ce que l'on a dépouillé le Duc de ses fiefs : procédé dont la légalité, ou l'injustice ne dépend point de ce qui a pu arriver depuis, mais uniquement de la nature des raisons par lesquelles on s'y est porté.

Or nous savons que S. M. le Roi portant au Sénat de 1758. (toujours Juge incompetent sans l'ordre équestre dans un cas de cette nature) l'affaire de Courlande, et proposant de priver le Duc Ernest Jean de ses fiefs, n'appuia cette proposition que sur la Déclaration de l'Impératrice Elisabeth, comme le prouve le Résultat de 1758 où on lit ce qui suit :

*„Ut licet si pro eliberatione ejus
„una cum mascula prole Serenissimus
„Rex*

*„Rex Dominus noster clementissimus
„ex resultatu Senatus Consilii A. 1750.
„officia sua apud amicam sibi Petro-
„burgensem Aulam interposuerit, ob-
„stante tamen status ratione eliberatio-
„nem Personae Ducis ex sequestro una
„cum mascula prole non valuit - - -
„inque ipso tempore Aula Petrobur-
„gensis per Ministrum suum hic Varsha-
„viae commorantem in scripto decla-
„ravit se nunquam eliberationem Du-
„cis Ernesti una cum mascula prole ob-
„rationes statui incontestabiles conce-
„dere posse, id circo S. R. M. Domi-
„nus noster Clementissimus post datam
„deliberationi Senatus propositionem
„provisu omni securitate quoad impos-
„sibilitatem redditus Ducis Ernesti ad
„regimen Ducatum Curlandiae et Se-
„migalliae una cum mascula prole va-
„cantiam feudi declarabit.*

*C'est ce qui se trouve répété dans le Di-
plome de la déclaration de la vacance, en
ces termes :*

*„et licet si casus illius ex vi solius
„Ministerii et regentiae suae in alienis
„ditlonibus subsecus non adeo nos
„obligaverat ut sublevare illum ex hoc
„infortunio debuissimus, nihilominus
„accedente etiam S. C. Resultato Anni
„1750 quaesivimus per officia nostra
„in amica Nobis Petroburgensi Aula
„pro parte ejus favorabiliores deci-
„siones. Sed quoniam obstante status
„ratione nullum instantiarum effectum
„polliceri nobis valuimus - - -
„cumque jam redditus ad regimen ho-
„rum Ducatum Ernesti Ioannis de Bi-
ron*

„ron ejusque masculae prolis clare no-
„bis patefacta sit, decernimus Ernestum
„Joannem de Biron à praerogativis et
„dignitate Ducis Curlandiae et Semi-
„galliae una cum mascula ejus prole
abscessisse.

Donc, on ne sauroit prouver que le Duc Ernest Jean ait été privé avec raison de ses fiefs, qu' en démontrant qu' on étoit autorisé à les lui ôter, sur cette Déclaration; toute autre raison; seroit causa post sententiam accumulata, je ne dis pas post litem contestatam, parcequ' on ne peut pas dire dans cette affaire, litem contestatam fuisse.

Or cette décision étoit nulle et sans force, puisqu' elle émanoit de juges incompétents, c' est-à-dire du Roi et du Sénat, à qui il n' appartenoit point, ni selon le droit féodal, ni selon les Constitutions de la Pologne, de prononcer sur un cas de cette nature: Il - y - a plus: Nous savons qu' au cas spécifique, le fief étoit destiné par le Souverain à son propre fils.

Or il - y - a un Principe général dans le droit, qui dit „Dominus iudex esse ne-
„quit in sua causa vel aliquo modo
„concernente, imo et similem causam
„habens suspectus est.

Ce Principe est si fondé que les Jurisconsultes disent:

„Dominus in prima instantia Vassal-
„lum non potest adigere, ut Consilium
„alicujus à se ordinati in administranda
„justitia sequatur.

De quel droit les Ministres du Roi pou-
voient-ils donc conseiller à leur Souverain,
de nommer pour juger les affaires de Cour-
lande le Sénat, qui ne pouvoit le faire sans
contre-

contrevenir aux Constitutions de la Républi-
que, aux loix des Duchés de Courlande et
de Semigalle, et au droit féodal?

Tout cela prouve suffisamment, que le Duc a été dépouillé de ses fiefs, sans que des juges compétens aient connu de sa cause.

Or on sait, que, dans un cas pareil, il est permis, selon le droit féodal, à un Vassal, de demander secours à quiconque peut et veut bien lui en donner. Les Jurisconsultes disent:

„Vassallus a Domino sine causae
„cognitione dejectus non minus at-
„que quilibet alius in continenti et ubi
„amicos et auxilia habere potest impu-
„ne feudum recuperare potest.

Le Duc a donc pu profiter du bonheur qu' il a eu de trouver dans l' Impératrice de toutes les Russies, une glorieuse Protectrice, qui embrasse sa juste cause avec tant d' efficace, et qui daigne, par grandeur d' ame, s' intéresser pour la conservation des loix de toute la République et de la Courlande; et par conséquent, on n' est point fondé d' accuser le Duc Ernest Jean, d' avoir compromis son Seigneur Souverain avec une puissance voisine.

En combien de manières ce Duc prétendu de Courlande est il déchû de tous les droits qu' il pouvoit avoir? Il les a perdus d' abord en ne remplissant point la condition nécessaire et sine qua non de son investiture, en négligeant de prêter au Roi l' hommage en personne et de recevoir celui des Etats du fief; ensuite par un crime infamant, par sa mort civile, par la cession criminelle de la Courlande au Prince George de Hollstein, enfin par l' entreprise plus criminelle encore de se rétablir dans le fief,

C' est - là un reproche que l' on feroit, avec plus de justice, à quelques Ministres, qui, par leurs mauvais conseils et d' indis-
crètes démarches, compromettent effective-
ment leur Souverain avec cette Puissance, et cherchent à brouiller toute la République avec Elle. En quoi pourtant ils n' ont pas réussi jusques ici, et ne réussiront jamais; parceque la plus grande partie, de la Noblesse Polonoise ceux qui sont le plus au-
fait des vrais intérêts de leur Patrie, con-
noissent

fiel, sans s'adresser au Seigneur suprême, mais avec le secours de troupes étrangères, et d'en vouloir chasser le fils du Roi solennellement investi par S. M. 103.)

noissent trop bien les sentimens de justice et d'équité de l'Impératrice, pour donner jamais créance à rien de ce qu'on voudroit mettre sur son compte, de contraire à ces sentimens.

103.) Nous renvoyons le lecteur aux remarques. 20, 22, 25, 27, 28, 29, 30, 34, 37, 41, 32, 44, 47, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 59, 61, 62, 64, 65, 67, 68, 69, 70, 73, 75, 78, 79, 80, 82, 86, 90, 92, 94, 99, 100, 101, et nous nous dispensons de répondre aux invectives et aux faussetés par lesquelles l'Auteur finit sa déclamation contre le Duc Ernest Jean. Le Public impartial nous fera la justice de convenir, que nous avons prouvé, tout ce que nous avons avancé.

Les Personnes qui sont au - si t suppléeront d'elles-mêmes certains détails que les circonstances nous interdisent, et qui seroient pourtant tout à l'avantages de notre cause.

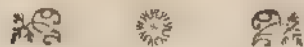
Cependant; ce que nous avons pu alléguer, est plus que suffisant, pour nous procurer la satisfaction d'avoir fait voir la justice de la cause; que l'Auteur du Mémoire a voulu offusquer, par les faussetés impudentes qu'il a avancées.

Depuis la page 32. jusqu'à la 43me, l'Auteur du Mémoire continue à déclamer contre la Cour de Russie, et son Ministre en Courlande. Aiant prouvé la justice de la cause du Duc Ernest Jean, en mettant le Public au fait des Constitutions de la République, des loix du País et des circonstances particulières inconnues jusques ici; nous croions avoir suffisamment justifié la



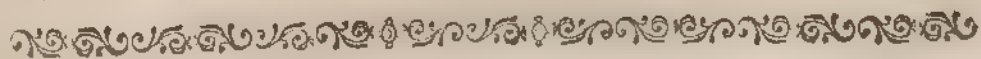
fié la conduite même de l'Equitable Impératrice Catherine II. et de son Ministère. Nous remarquerons encore seulement, en passant, que les Sénateurs, que l'Auteur dit avoir été envoyés par l'autorité du Roi, ne pouvoient pas être reçus en Courlande comme autorisés à la Commission dont ils étoient chargés, vu qu'on ne reconnoit jamais en Courlande d'autres Commissaires que ceux qui sont nommés par la République et leur Commissorium auroit du être scellé des deux sceaux; ce qui n'étoit pas. Et nous avons encore ici des obligations à l'Impératrice de Russie qui, dans cette occasion, a maintenu nos loix aux quelles on a si souvent porté atteinte par rapport aux Rescrits, en ce qu'on nous a plus d'une fois forcés à en recevoir qui n'étoient scellés que d'un sceau; ce qui est contre nos loix.

L'Auteur finit enfin sa dernière page par des invectives, des injures et des expressions peu convenables à tout homme lettré et savant. A lire cette dernière page on diroit que l'Auteur se défie de la justice de sa cause; on voit qu'il craint, et avec raison, de ne pas trouver dans le Public des dispositions favorables pour lui. Il ne faut point, dit-il, en finissant son Mémoire, que la compassion obscurcisse les lumières de l'esprit, ni éloigne le coeur des règles austères de la justice. On le lui accorde: Mais on ne peut que condamner l'application qu'il prétend faire de ce principe. Toutes ses assertions sont fausses; on l'a suffisamment prouvé. Que signifie ce qu'il avance, qu'il ne s'agit pas d'un Prince né pour régner. S'il n'étoit pas né pour régner; pourquoi le Souverain, par ordre duquel l'Auteur dit avoir écrit son Mémoire, lui a-t-il trouvé des qualités si éminentes? Pourquoi a-t-il fait tant d'avances pour l'engager à accepter la dignité de Duc de Courlande? En vérité l'Auteur n'a pas assez réfléchi sur ce qu'il avance; puisqu'il taxe indirectement son Souverain



de fausseté ou d'ignorance. Tout le reste jusqu'à la dernière ligne de ce *Mémoire* est de la même nature. Et l'on voit bien qu'un motif tout différent d'une juste et louable compassion, a obscurci les lumières de son esprit, et éloigné son cœur des règles sacrées de la vérité. On reconnoit à de pareils traits, un *Ecrivain véna*, qui sacrifie son honneur et sa réputation à des vues d'intérêt, ou d'ambition. Mais heureusement que les sophismes qu'il emploie, faute de bonnes preuves, ne feront que blanchir contre la vérité qui saura percer les nuages par lesquels on a vainement tâché de l'offusquer.

Nous finirons en conseillant à l'Auteur, de ne plus abuser d'un savoir, que personne ne lui conteste, en fournissant, comme il l'a fait dans cette occasion, à l'imposture et à l'injustice, des armes, qu'un savant, honnête homme, ne prête qu'à la vérité, et à la justice.



Pièces Justificatives.

A.

Extractus ex Pactis Subjectionis de Anno 1561.

Cum autem in conditionibus subjectionis illud inter caetera contineatur, quod tam praedictus Princeps, quam subditi et civitates sibi a Nobis caveri postularent, ne deditio et subjectio illa, quam Nobis, ut Regi Poloniae Magno Ducatui Lithuaniae, aliarumque ditionum nostrarum, extremis casibus, et periculis adducti obtulerunt, apud Caesaream Majestatem, aliosque Imperii Ordines Germaniae, illis damno et fraudi sit; bona fide spondemus, et recipimus. Nos interea, donec cum Senatoribus quoque Regni de Livonia in fidem, et subjectionem recipiendam acturi sumus, omnem curam, et diligentiam adhibebimus, ut vel per Internuntios, vel per literas nostras Caesariae Majestatis, aliorumque Imperii Ordinum, in primis vero Magistri Ordinis Theutonici per Germaniam animi ac voluntates ad probandam hujus facti necessitatem, inducantur, et flectantur. Quod si id plane confici non poterit, huc tamen totis viribus incumbemus, ne vel Princeps, vel subditi ullum detrimentum, tam in honore, et fama, quam in bonis, et fortunis ex hac necessaria deditioe patiantur, nec ullam Imperii proscriptionem, aliave gravamina, hoc nomine incurrant, vel si incurrint, Nos tamen providebimus, ne hoc cuicumque publice vel privatim fraudi sit.

Dedimus praeterea fidem, sicut et praesentibus literis sancte damus, recipimus, atque promittimus, Nos tam Principi ipsi, quam Civitatibus aliis, vel subditis suis, cujusque Ordinis, vel Status fuerint, liberum usum Religionis, cultusque Divini, et receptorum rituum, secundum Augustanam Confessionem in suis Ecclesiis, totiusque rei Ecclesiasticae integram Administrationem, sicut eam hactenus habuerunt, libere permisimus, nec in ea ullam mutationem facturum, neque ut aliis fiat, permisuros.

Et quidquid publice vel privatim universis, et singulis de jure et aequitate complere videtur vel videbitur nostris litteris, et diplomatibus confirmaturos, nec ullam in praedictis diminutionem, sed potius pro Regia nostra gratia et beneficentia augmentum et accessionem facturos, quemadmodum ex nunc re ipsa, vigore praesentium diplomatum confirmamus, approbamus, augemus, ratificamus, attestamus, et comprobamus.

P

B. Lettre

B.

Lettre de l'Empereur Charles VI. pour féliciter S. A. Sme. sur son avènement à la Couronne Ducale. ddto. Vienne le 8. Novembre 1737.

Bien-aimé Cousin, et Prince.

Dès-que Nous avons appris, que la digne Personne de Votre Dilection a été élevée, par une élection unanime, à la dignité de Duc de Courlande, je Lui ai fait témoigner, par le Sieur de Hohenholtz, la joie que j'en ai eue. Par-là, Votre Dilection peut juger, combien j'ai pris, et prens part encore, à un événement aussi agréable. Cependant, je n'en ai pas reçu avec moins de plaisir de Votre Dilection, la lettre de Notification en date du 23. Juillet, tant qu'elle me fournit une nouvelle occasion de La féliciter sincèrement, et de lui réitérer les assurances de la part que je prens à tout ce qui peut arriver d'heureux, à Elle et à ceux qui Lui appartiennent. Comme, Votre Dilection m'assure aussi de nouveau, qu'Elle emploiera toute son attention pour l'avancement de tout ce qui peut contribuer à une perpétuelle et étroite liaison entre les deux Cours, je ne puis que Lui en témoigner également ma parfaite reconnaissance et ma satisfaction. Les circonstances actuelles sont telles, qu'il faut écarter soigneusement tout ce qui peut donner ombrage. Je crois avoir prouvé suffisamment mes fidèles sentimens d'Alliance; et je ne compte pas moins sur un parfait retour de la part de notre bien-aimée soeur la Czarine; et l'expérience du passé doit servir de justice, de règle et d'avertissement à l'égard de l'avenir; Donc il est indispensablement nécessaire d'agir avec précaution, afin que d'autres ne réussissent pas à rompre la bonne intelligence, dont on a tout lieu d'espérer d'heureux fruits. Votre Dilection peut le plus contribuer à cela. Tout comme je connois votre louable zèle pour les intérêts de la Russie, de même que votre attention non-interrompue pour le maintien de l'heureux traité d'alliance des deux Cours; je ne puis que fonder là-dessus ma confiance. Votre Dilection augmentée, en attendant par-là, le grand mérite qu'Elle s'est acquis déjà vis-à-vis de ma maison Archi-Ducale, de l'Empire de Russie, et de tout l'univers chrétien.

Et

*Et je Lui suis attaché en qualité de bon Cousin etc. etc. etc.
à Vienne le 8. Novembre 1737.*

*de Votre Dilection
le bien affectionné Cousin
CHARLES.*

A notre bien aimé Cousin et Prince, Monsieur le Duc Ernest Jean, Duc de Livonie, de Courlande et de Sengalle.

C.

Lettre de félicitation du Roi d'Angleterre, en réponse à la lettre de notification, que S. A. Sme. M. le Duc Lui avoit écrite le 17 Septembre 1737. sur son avènement aux Duchés.

George II. par la grace de Dieu Roi de la Grande-Bretagne etc. etc. etc.

Monsieur le Duc, notre bien-aimé et cher Cousin,

Nous avons appris, avec une satisfaction particulière, par la lettre de Notification, que Vous avez bien voulu nous envoyer, que vous êtes parvenu à la Couronne Ducale des Duchés de Courlande et de Sengalle, par un choix unanime des états de ce pays.

Nous vous en félicitons, Monsieur le Duc, de notre mieux; et nous souhaitons, que vous régniez jusqu'à l'âge le plus avancé, sur les Duchés que vous venez d'acquérir, avec tout le bonheur et toute la prospérité, que vous pouvez désirer vous-même; comme aussi que vos Descendans mâles y soient confirmés à perpétuité. Et comme nous acceptons, avec bien de remercimens, les assurances obligeantes, que Vous nous donnez, Monsieur le Duc, de votre amitié; par contre nous embrasserons toutes les occasions, où nous pourrons vous convaincre de la parfaite considération, et de l'amitié avec laquelle nous sommes.

Donné à Hamptoncourt le 7. Octobre 1737. et la xime année de notre règne

Monsieur le Duc

à Mons. le Duc de Courlande

*Votre affectionné Cousin
GEORGE.*

*Reich.
ab Extra.*

ab Extra.

A Monsieur le Duc, notre bien aimé et cher Cousin, Ernest Jean, Duc en Livonie, de Courlande et de Semgalle, Seigneur de la Baronie de Wartenberg

*à
St. Petersbourg.*

D.

Lettre de félicitation du Roi de France à S. A. Sme. Monf. le Duc

Mon Cousin, la part que vous me donnez par votre lettre du 17. Septembre dernier de votre avènement aux Duchés de Courlande et de Semgalle, m'a fait d'autant plus de plaisir, que je suis persuadé de la sincérité des sentimens dont vous me donnez l'assurance, à cette occasion. C'est avec joie, que je vous félicite sur cet événement, souhaitant qu'il soit suivi d'un bonheur constant. Ne doutez pas, que je ne sois fort aise de contribuer à ce qui pourra être de votre avantage personnel dans tous les cas, où j'aurai lieu de vous marquer mon estime. Sur ce je prie Dieu, qu'il vous ait, mon Cousin, en sa sainte et digne garde. Ecrit à Versailles le 2. Decembre 1727.

LOUIS.

*Amelot.**ab extra.*

A mon Cousin le Duc Ernest Jean de Courlande.

E.

Du Roi d'Espagne sur le même sujet.

Mon Cousin, J'ai reçu votre lettre du 17. dernier, dans laquelle vous me faites part de votre Elevation au Duché de Courlande. Comme je m'intéresse à ce qui est de votre gloire, non seulement je me réjouis de cet événement, mais je vous souhaite les plus heureux que vous puissiez desirer, et que votre mérite
vous

vous met en passe de prétendre. Sur ce, je prie Dieu, qu'il vous ait, mon Cousin, en sa sainte et digne garde. à Aranjuez, le 12. Juin 1738.

PHILIPPE A.

ab extra.

A mon Cousin le Duc de Courlande.

F.

Lettre du Roi de Prusse, sur le même sujet.

Nous Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Roi de Prusse etc. etc. etc.

Monsieur le Duc, notre bien aimé et cher ami. La lettre de notification, que vous nous avez envoyée, nous fournit l'agréable occasion de vous féliciter de notre mieux, par la présente, sur ce que vous avez été élu Duc de Courlande, et que cette élection a été confirmée depuis par S. M. le Roi de Pologne. Et comme nous vous avons, Monsieur le Duc, toujours voulu très-sincèrement tout le bonheur possible, de-même nous souhaitons de bon coeur, que le terme de votre règne sur les Duchés de Courlande et de Semgalle soit celui du période le plus avancé de la vie humaine, et que votre Postérité vous succède dans cette Dignité avec le même bonheur, et dans une prospérité toujours florissante.

Notre amitié et bienveillance vous sont, Monsieur le Duc, parfaitement vouées; et nous aurons toujours un plaisir particulier et une véritable satisfaction, de pouvoir vous en donner, et à votre illustre famille, des preuves et des marques convaincantes.

Vous en voudrés bien être persuadé, Monsieur le Duc, aussi bien que vous l'êtes de la constante estime avec laquelle nous sommes immuablement, à Berlin le 12. Octobre 1737.

Monsieur le Duc

*au Duc Ernest Jean
de Courlande.*

Votre affectionné ami

FREDERIC GUILLAUME.

ab extra.

A Monsieur le Duc Ernest Jean, Duc en Livonie, de Courlande et de Semgalle, Seigneur de la Baronie de Wartenberg

*à
St. Petersbourg.*

G.

Lettre du Prince Royal de Prusse, sur le même sujet.

Nous Frédéric, par la grace de Dieu Prince Royal de Prusse etc. etc. etc.

Monsieur le Duc, nous avons appris avec beaucoup de plaisir, par la lettre, que vous nous avez envoyée, que les Etats de Courlande vous ont unanimement élu leur Duc. Comme nous vous rendons, Monsieur le Duc, bien des remerciemens de cette nouvelle; nous n'avons pas voulu manquer de vous en féliciter sincèrement par les lignes, et de vous souhaiter en même tems un bonheur constant et une satisfaction non-interrompue.

Au reste nous sommes toujours, Ecrit à Berlin le 30. Decembre 1737.

Monsieur le Duc

à Monsieur le Duc de
Courlande.

Votre affectionné ami
FREDERIC.

ab extra.

A Monsieur le Duc Ernest Jean, Duc en Livonie, de Courlande et de Semgalle, Seigneur de la Baronnie de Wartenberg

St. Petersbourg.

H.

Lettre du Roi de Dannemarc, sur le même sujet.

Chrétien VI, par la grace de Dieu Roi de Dannemarc et de Norvègue etc. etc. etc. saluons notre bien aimé ami et Prince.

Nous avons appris avec plaisir, par la lettre que Nous venons de recevoir de Votre Dilection, en date de 18 Septembre, comment, après l'extinction des mâles de la famille Ducale, jusqu'à présent régnante en Courlande, les Etats de ce Duché, ont élu Votre Dilection pour leur Duc; et que S. M. le Roi de Pologne, comme Seigneur suzerain, l'a confirmée dans toutes les formes.

Comme cette Election des Etats de Courlande nous cause une satisfaction particulière, nous n'avons pas voulu tarder d'en féliciter Votre Dilection bien sincèrement, souhaitant de bon coeur, qu'Elle tienne, longues années, en toutes sortes

sortes de prospérités, pour le bien public, les rénes du gouvernement, et qu'Elle transmette jusqu'aux tems les plus reculés cette dignité à ses Descendans.

Au reste; nous assurons Votre Dilection, que nous nous ferons un véritable plaisir de Lui prouver en toutes occasions, par des preuves convaincantes, combien nous Lui sommes attaché; en priant Dieu qu'il La prenne en sa sainte et digne garde. Donné, au chateau de Friedrichsberg, ce 18. Novembre 1737.

de Votre Dilection
le bon ami

CHRETIEN ROI.

I. F. v. Schulin.

A Monsieur le Duc Ernest Jean
de Courlande.

I.

Lettre du Roi de Suède sur le même sujet, ddto. Stokholm le 21.

Novembre 1737.

Nous Frédéric, par la grace de Dieu, Roi de Suède, des Goths et des Vendales etc. etc. etc. Saluons notre bien aimé ami, le Duc Ernest Jean, Duc de Livonie, de Courlande et de Semgalle etc. etc. etc.

Nous apprenons avec une satisfaction toute particulière par la lettre aimable de Votre Dilection du 18 de Septembre passé, comment après le décès de sa Dilection, feu le Duc Ferdinand de Courlande, les Etats de ce Duché ont élu Votre Dilection pour leur Duc, d'une voix unanime; comme aussi que S. M. le Roi de Pologne, en qualité de Seigneur suzerain du dit Duché, a bien voulu, à la réquisition des Etats mentionnés, approuver et confirmer par un Diplôme l'élection, dévolue sur la personne de Votre Dilection. Nous n'avons pas voulu manquer aussi de Lui témoigner combien l'avis, qu'Elle nous en donne, nous fait plaisir, entant que nous l'envisageons comme une preuve certaine de son affection pour nous, et notre Royaume. Nous reconnissons, dans toutes les occasions, cette marque d'amitié, et félicitons bien sincèrement Votre Dilection de son avènement à la Régence; en souhaitant, du meilleur coeur, qu'Elle en jouisse longues années en toutes sortes de contentement et de prospérité

prospérité, pour sa propre satisfaction, et celle de sa maison Ducale. Nous y prendrons toujours la plus sincère part, étant

A Monsieur le Duc Ernest
Jean de Courlande.

de Votre Dilection
le fidèle ami.

FREDERIC.

v. Geddae.

K.

Copie d'un Rescrit du Roi de Pologne, Electeur de Saxe, au Comte de Lynar, son Ministre accredité à la Cour Impériale de Russie. de Varsovie le 23. Novembre 1734, par lequel est enjoint au dit Ministre, de faire au Comte de Biron, pour lors Grand-Chambellan, l'offre du Duché de Courlande, en cas que ce Duché vint à vaquer, par la mort du Duc Ferdinand.

Nous Frédéric Auguste, par la grace de Dieu, Roi de Pologne, Electeur de Saxe etc. etc. etc.

Monsieur, notre cher Comte. Le Comte de Biron, Grand-Chambellan de S. M. Impériale de toutes les Russies, ayant marqué sans cesse un zèle louable pour nos intérêts, et pour notre bonne cause, tant avant que depuis notre Elevation au trône de Pologne; nous avons songé, il-y-a long-tems, aux moyens de pouvoir l'en récompenser d'une façon, qui lui fût agréable, et proportionnée au mérite, que nous lui avons reconnu. Or, nous nous sommes ressouvenu, qu'encore du vivant de feu le Roi notre pere, on avoit, par de certaines vûes que l'on eut alors, fait espérer au susdit Grand-Chambellan, de parvenir à la possession du Duché de Courlande. Et, bienqu'en ce tems-là, il n'eût pas grande envie de l'accepter, il se pourroit bien que ce ne fussent pas les raisons alléguées, mais plutôt les conditions et les difficultés qui y étoient attachées, qui le lui aient fait refuser. Mais à présent, les conjonctures étant devenues plus favorables et plus commodes pour l'exécution de cette affaire; et les conditions d'alors, touchant un certain mariage avec le Duc Jean Adolff de Saxe-Weissenfels, auquel on n'a plus songé depuis, cessant d'elles-mêmes, vu le mariage effectif de ce Prince avec une Princesse de Saxe-Gotha: Il ne seroit question que de savoir, si l'on feroit plaisir ou non,

non, au Comte de Biron, en lui procurant le Duché de Courlande après le Décès du Duc Ferdinand, et s'il voudroit se donner la peine, en cas qu'il l'acceptât, de faire agir, du consentement de S. M. I. de Russie et de S. M. l'Empereur des Romains, duquel il n'y a presque pas à douter, ses amis en Courlande, de sorte qu'avec le tems les Etats de ce Duché nous proposassent et nous demandassent en grace, de faire le Grand-Chambellan leur Duc. Auquel cas, vous pouvez fermement assurer le dit Comte de notre part, qu'il pourra certainement compter sur notre consentement et notre confirmation, et que préférablement à tous les autres, nous aimerions le mieux le voir, comme notre bien-aimé et cher ami, élevé à la dignité de Prince, et dans la possession de ce Duché féodal de notre Couronne. Nous voulons donc, que sur tout cela vous sondiez bien le Comte de Biron Grand-Chambellan de S. M. I. de toutes les Russies, et que vous lui montriez l'original de ce notre Rescrit, signé de notre propre main, pour le convaincre d'autant plus de notre déclaration bien réfléchie et de notre véritable résolution, et vous nous marquerez pour notre information, ce qu'il aura déclaré là-dessus. Mais vous traiterez, encore à présent, cette affaire avec circonspection et la tiendrez secrète. Tel est notre bon plaisir. Dieu Vous ait, notre cher Comte, en sa sainte garde. à Varsovie le 23. Novembre 1734.

AUGUSTE ROI.

Au Comte de Lynar Directeur General des Postes, concernant une insinuation à faire au Comte de Biron, Grand-Chambellan, par rapport à la Courlande, et à lui présenter en Original la Déclaration de la part du Roi.

A. G. Sulkowski. C. de Brühl
G. W. Walther.

ab extra.

A notre cher Comte Maurice Charles de Lynar, notre Directeur General des Postes et notre Envoyé extraordinaire à la Cour Impériale de Russie.

L.

Lettre du Comte de Brühl d. d. Varsovie le 10. Fevrier 1736, à S. A. S. Mgr. le Duc Ernest Jean, alors Comte de Biron, par laquelle il paroît

Q

roît

roît que la Cour de Saxe fit mystère à celle de Russie du dessein formé par le Roi, de procurer au Comte de Biron la Couronne Ducale.

Monseigneur,

Votre Excellence m'a fort honoré par sa lettre du 5, du courant écrite de main propre. Mais aussi Elle me fait rougir en même tems en m'y donnant tant d'éloges que je ne mérite point, de façon que je me trouve incapable d'y répondre autrement qu'en L'assurant, que j'employerai tout mon savoir-faire pour vérifier la bonne idée, que Votre Excellence veut bien avoir de moi en lui prouvant du moins avec empressement mon zèle sincère pour l'avancement du bien commun et des bonnes intentions de Votre Excellence, qui y tendent.

Je suis encore moins éloquent quand il s'agit d'apprécier au juste les belles qualités et le grand mérite de V. E. de sorte que je me borne à les admirer avec étonnement, et à louer et faire valoir comme de justice, dans toute les occasions les salutaires conseils, que V. E. a soin de donner, de tems à autre à S. M. l'Impératrice de Russie à l'avantage de ses propres intérêts, conjointement avec ceux du Roi mon gracieux Maître.

Comme V. E. a bien aussi voulu s'ouvrir envers moi confidentiellement touchant les affaires de Courlande, je La remercie pour cette marque particulière de confiance, et je fais d'autant moins scrupule de m'expliquer de coeur ouvert à V. E. sur ce qu'Elle m'écrit à l'égard des circonstances de ces Duchés, que je suis persuadé qu'Elle ne m'exposera à aucun risque, et qu'Elle voudra bien ménager ma confiance.

Il est fort glorieux et naturel à V. E. de s'appliquer à maintenir l'ancienne constitution et forme de gouvernement de sa Patrie, sous un Duc, obligé par foi et hommage à la Couronne de Pologne, selon l'intérêt de voisinage de S. M. l'Impératrice de Russie, et l'intention du Roi mon gracieux Maître. Personne ne sauroit le désapprouver, tout comme personne ne sauroit plus efficacement que V. E. aider à avancer et à achever cette affaire.

Quant au Roi mon gracieux Maître, V. E. peut compter sur sa condescendance et sur ses sentimens bien affectionnés, et je m'estimerai heureux, si je puis être capable de m'employer par quelques services utiles à faire parvenir un aussi louable but à ses fins. Du moins j'y contribuerai de grand coeur sous main autant qu'il est en mon pouvoir, vilqu'il est connu qu'il n'est pas permis au Ministère de Saxe d'entrer publiquement dans les affaires qui concernent ce Roïaume ci. V. E. jugera Elle-même par ses lumières, qu'une affaire de cette

cette conséquence doit être traitée avec beaucoup de précautions et de délicatesse en égard au Sénat et à l'ordre Equestre de ce Roïaume; et que principalement il faut empêcher que les Polonois ne puissent pas soupçonner que S. M. le Roi soit déjà en quelques engagements y relatifs avec la Russie, afin qu'il paroisse plutôt comme si Elle avoit été déterminée par les instances répétées de l'Impératrice de Russie, à faire intervenir son Autorité, et à s'employer sérieusement auprès des États de la République, pour qu'on consente à la révocation de la constitution de 1726. tant qu'elle concerne le Duché de Courlande, en accordant de bon gré aux Duchés de Courlande et de Semgalle la libre Election d'un Duc, d'autant plus que ces pays seroient obligés par-là de nouveau le plus sûrement à une fidélité permanente vis-à-vis de la République de Pologne. Il y auroit donc, selon mes faibles lumières, deux points à résoudre dans l'affaire de Courlande: 1) le consentement à l'Election d'un Duc, et 2do) la nomination d'une Personne convenable à cette dignité.

Quand le premier Article auprès de la République, comme le plus difficile, sera terminé, l'autre entre les deux Cours s'arrangera de soi-même. Pour parvenir à celui-là, il paroît y avoir deux expédiens à choisir, c'est à dire, ou de faire la proposition à la Cour Impériale de Russie dans les Délibérations de la Diète prochaine, en faisant instruire là dessus les Deputés des Provinces, ou de régler à l'occasion du renouvellement des traités entre la Pologne et la Russie, les affaires de Courlande en même tems et de les faire confirmer ensuite à la Diète.

Comme S. E. Monsieur le Baron de Keyserling a cru lui-même le premier expédient plus sujet à des difficultés, que le second, il a résolu d'essayer en premier lieu, ce ui-ci, et dans cette vue il a fait des représentations à S. M. le Roi pour la continuation des conférences avec le Primat et les autres Commissaires Polonois. En conséquence de quoi Sa Majesté a d'abord mandé ici le Primat et il faut en attendre l'effet.

Quant à ce qui concerne en second lieu le Candidat à la dignité Ducale en Courlande, on ne s'en est pas autrement ouvert ici à l'heure qu'il est au Ministre plénipotentiaire mentionné, qu'en assurant que Sa Majesté n'avoit destiné le Duché en question à aucun de ses Parens, mais qu'Elle se feroit un plaisir d'être d'accord avec S. M. l'Impératrice de Russie sur le choix d'un sujet agréable aux deux Cours. V. E. me sera la grâce de m'instruire au plutôt, si, et jusqu'à quel point on peut de ce côté-ci s'ouvrir au Baron de Keyserling à l'égard de la personne du Duc de Courlande futur. Votre Excellence fait mention, que Sa M. l'Impératrice ne proposeroit personne, mais qu'Elle s'en rapporteroit à cet

égard au sentiment de Sa Majesté. Mais comme le Roi, mon gracieux Maître, pour se débarrasser des incommodes sollicitations étrangères et de l'ombrage, qui en resulteroit à la Nation Polonoise, est intentionnée d'accorder à Mrs. les Courlandois l'Election d'un Duc de leur propre chef, qui même soit le plus agréable tant à S. M. l'Impératrice, qu'à S. M. le Roi, et qui de là soit capable de suffire à cette dignité; Votre Excellence devinera facilement Elle-même, si Elle veut bien pour un moment oublier sa généreuse modestie, à quel digne sujet tombera en partage l'Election Ducale selon la haute intention de S. Majesté, et les vœux sincères de notre fidèle serviteur. On aura soin d'insinuer en son tems cette intention à la Noblesse Courlandoise.

Au reste, je n'ai pas ignoré en partie, et j'ai appris encore plus clairement par les informations de V. E. la situation endettée de ces Duchés et Baillages, qui en a fort diminué les revenus. Mais peut être que la succession à venir de S. A. S. le Duc Ferdinand fournira des moyens efficaces pour acquitter ça et là des Domaines hypothéqués.

En finissant cette lettre je prie V. E. d'excuser la liberté que je prens, et de m'éclaircir de ses lumières sur l'affaire en question et sur la négociation ultérieure des affaires de Courlande. En même tems je demande à V. E. la continuation de son inestimable Bienveillance, et suis en échange avec la plus parfaite Veneration

Monseigneur
de Votre Excellence

à Varsovie
le 10. Février
1736.

les très humble et très fidelement
attaché Serviteur
de BRUHL.

M.

Lettre du Roi, signée de sa propre main et datée du 22. Février 1736. au Duc Ernest Jean, alors Comte de Biron dans laquelle S. M. déclare qu'Elle reconnoit, dans la personne du dit Comte le Candidat le plus habile, celui qu'Elle souhaite le plus de voir Duc de Courlande; le priant d'accepter tacitement l'offre qu'Elle lui fait de la Couronne Ducale.

Mon-

Monseigneur

Quoique vous aie déjà témoigné plusieurs fois, par mes Ministres, et nommément par le Comte de Lynar, la réelle reconnaissance que je vous ai, mon cher Comte, du zèle sincère avec lequel vous vous êtes incessamment employé à favoriser mes intérêts, unis à ceux de S. M. I. de toutes les Russies, et que je vous aie fait assez connoître la bonne intention, où je suis pour votre chère Personne à l'égard de l'Election prochaine d'un Duc de Courlande; néanmoins comme j'ai eu le plaisir de remarquer dans les dernières relations de mon sus-dit Envoyé à Petersbourg plusieurs nouvelles preuves de la continuation de votre bonne intelligence, de votre bienveillance toute particulière, et de la fermeté avec laquelle vous avez anéanti toutes les machinations et insinuations contre moi: je me trouve déterminé à vous en rendre ma reconnaissance, qui s'augmente de jour en jour, non seulement en vous remerciant très obligamment, mais aussi je ne saurois m'empêcher plus long-tems de vous déclarer moi-même en confidence par ceci et de vous assurer, que, comme je suis porté à laisser aux Courlandois la liberté de se choisir, après le Décès du Duc Ferdinand, un nouveau Duc parmi eux, et que j'estime cela le plus convenable à la République de Pologne, où les devoirs féodaux, par lesquels les Duchés de Courlande et de Semgalle lui sont attachés, et que parmi la Noblesse Courlandoise je ne connois personne, qui soit plus digne et plus capable de la dignité Ducale et en même tems plus cher et plus agréable à S. M. l'Impératrice et à moi, que vous, mon cher Comte et Grand-Chambellan, j'aurai soin d'employer à tems tout ce qui dépend de moi, afin que le choix tombe préférentiellement sur vous. En attendant, j'ai insinué à mes Ministres de Cabinet, les plus affidés auprès de ma personne, de tenir secrète cette affaire et de se concerter avec vous, mon cher Comte, sur les moyens, que vous-même leur voudrez indiquer, afin que le but de ma favorable intention envers vous, mon cher Comte, ne soit point manqué, quand premièrement les principales difficultés sur l'Election libre en Courlande seront levées vis-à-vis de la République de l'une ou de l'autre manière. J'espère que votre modestie, qui m'est connue, ne vous empêchera pas de vous prêter, du moins tacitement à accepter l'offre que je vous fais, et à la soutenir insensiblement par vos amis dans les endroits, où cela est nécessaire. Au reste, je me fie, mon cher Comte, sur la continuation de votre assistance dans toutes les occasions, et je serai toujours d'une affection inaltérable,
à Varsovie le 22. Février 1736.

AUGUSTE ROI.

Au Comte de Biron Grand-Chambellan de S. M. Imp. de Russie.

J'atteste

J'atteste d'avoir trouvé conforme cette copie à son original qu'on m'a montré, et avec lequel je l'ai confrontée. En foi de quoi j'y ai apposé le sceau Royal du Secretariat et du Notariat, et l'ai signée de ma main.

(L.S.)

THEOPHILUS WERNER

Scræe Rac. Mts. Scrs. et Notarius
publ. mppr.

N.

Rélation de la Commission Courlandoise nommée par la République pour conclure avec le Duc sur les conditions et obligations auxquelles la République vouloit qu'il s'engageât; faite en 1737.

Nous Commissaires, nommés par la constitution de l'an 1726, ayant été de nouveau confirmés à la Diète de pacification l'an 1736, et instruits de terminer les clauses d'investiture avec le nouveau Duc de Courlande; après avoir reçu de Votre Majesté les Universaux pour la ratification de cette Commission, nous n'avons pas manqué selon les ordres prescrits de cette constitution all'guée de l'an 1746, de nous rendre au lieu marqué et à point nommé, à savoir à Danzig le 21. Novembre 1737, et d'entamer les affaires à nous commises.

S. A. Sme. Ernest Jean Duc de Courlande a aussi muni d'un Plein-pouvoir convenable Monsieur de Finck de Finckenstein, Chancelier et premier Conseiller du Duché de Courlande, qui est aussi arrivé intra Terminum, à travailler, à traiter, et à terminer ces affaires, et ayant reconnu son Plein-pouvoir valable, nous nous sommes accordés avec le nouveau Duc sur les conditions suivantes :

Art. 1. Le Serenissime Duc s'oblige à être sans cesse l'ami de son Seigneur féodal, et promet de ne point détacher ce fief de la République, ni dans le tout, ni en partie; surquoi on nous a remis en main une lettre, confirmée et souscrite de la main propre du Duc. Mais afin que le Roi et la République soient d'autant plus assurés de la véritable intention du Duc, S. A. Sme. a déclaré vouloir confirmer par un hommage solennel ces engagements contractés entre le Roi et la République, et pour lequel Sa Majesté daignera indiquer l'endroit et le tems. Mais afin qu'il ne se fasse aucun changement dans les prérogatives, qui appartiennent à la République sur ces Duchés depuis les tems des Pacta subjectionis, l'on doit observer dans cet acte d'hommage solennel les cérémonies et les coutumes, qui sont en usage en de semblables occasions.

Art.

Art. 2. Dans le second Article on a veillé pour la sûreté de la religion catholique.

Art. 3. La teneur de cet article roule de même sur les prérogatives et les immunités de la Religion catholique, que l'on étend et rend semblables à celles de la Religion protestante, et plusieurs autres particularités, tendantes à faire bâtir de nouvelles églises et à réparer les vieilles.

Art. 4. Le but principal de S. M. et de la République, ayant été, au règlement de la constitution, qui se fit l'an 1736, l'amortissement des dettes du fief; nous y avons bien réussi; et avons voulu obliger le nouveau Duc, de prendre sur lui toutes les dettes de table du Duc, et de les payer in rem et emolumentum Feudi, et de satisfaire par-là à la constitution de 1736. Mais comme il étoit apparent et conforme à l'équité, que le nouveau Duc ne pouvoit prendre ces dettes sur lui, sans une recherche formelle et légitime, comme aussi que le Sénatus Consultum de l'an 1737. avoit détourné de lui la reconnaissance de ces dettes et les avoit remis ad judicia relationum Regis propriarum, ne praestatio Vassallagii novo Principi impossibilis foret; nous nous sommes accordés, que le Prince ne devoit être obligé qu'à l'amortissement Debitorum pure feudaliu, mais cependant, que ce dit Prince, n'y pouvoit être obligé, que in subsidium, d'autant que excussio rei allodialis Ferdinand: devoit précéder. Nous avons aussi remis au nouveau Duc les biens allodiaux de la maison Ducale, que les Etrangers ne peuvent à bon droit prétendre et posséder, pour employer à la Délivrance des biens féodaux, enfin nous avons obligé le Duc en cet Article de redoubler le Vassalage que les précédents Ducs de Courlande étoient obligés de prêter, et qui consistoit en cent Chevaux, ce que le Duc a aussi promis et s'est engagé, pour accomplir la promesse, à entretenir deux cens hommes à cheval; ou s'il plaisoit à S. M. et à la République, 500. hommes de pied pour le service de la République, sans que l'arrière-ban y soit compris.

Art. 5. Nous avons confirmé la liberté et les privilèges de toute la Noblesse en général, à quoi nous avons aussi obligé le Duc, etc. etc.

Art. 6. Nous avons restreint les appanages des Princesses et les Douaires, et les avons fixés comme ils sont en usage dans les autres pays, à laquelle restriction nous avons été portés d'autant que nous nous sommes aperçus, que les appanages des Princesses et les dots des Douairières, n'avoient pas peu contribué à ôter la Courlande.

Art. 7. Cet article traite de la possession des biens héréditaires et de saïffe, auxquels les Etrangers font prétension, car nous les avons déterminés secundum leges statutarias de ce Duché.

Art. 8.

Art. 8. Le Duc, pour lui et pour ses Descendans promet la conservation et l'agrandissement du bien public.

Enfin, comme il est de l'intérêt de S. M. et de la République, comme au Domino directo, nous avons assuré et promis au nouveau Feudataire, pour lui et ses successeurs au nom de Votre Majesté toute protection, et avons promis de lui conserver puissamment la tranquille possession du fief, et que nous ne permettrons pas, qu'il soit interrompé dans le moindre exercice de ce que nous lui avons accordé en cette convention.

O.

Lettre de S. M. le Roi de Pologne à S. A. S. Mgr. le Duc, d. d. Houbertsbourg le 5. Novembre 1737. dans laquelle le Roi donne au Duc la permission de régner hors de ses Etats, et où il notifie avoir fait expédier pour cela, les ordres nécessaires à la Régence, aux Officiers du Pais et à la Noblesse.

Nous Frédéric Auguste par la grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand-Duc de Lithuanie etc. etc.

A notre bien aimé et cher Cousin,

Comme ç'a toujours été pour nous un sujet de satisfaction que de pouvoir faire plaisir à Votre Dilection, Nous n'avons point aussi fait difficulté à présent d'acquiescer à l'expédition du Rescrit pro obedientia à adresser aux Conseillers suprêmes, aux Officiers et à l'ordre Equestre des Duchés de Courlande et de Semigalle, non plus qu'à la Concession, qui autorise V. D. à administrer la Régence, hors des limites des dits Duchés. C'est dans ces mêmes Dispositions que nous contribuerons aussi volontiers, autant qu'il est en Nous, à ce que l'on remédie le plutôt qu'il est possible, à l'état délabré où se trouvent ces Duchés et dont V. D. fait mention dans sa lettre du 16me. Septembre, et à ce qu'ils soient rétablis dans une situation florissante et dans leur ancien lustre. Nous assurons au reste V. D. de la continuation de notre affection et amitié,

Donné à Houbertsbourg le 5 Novembre 1737.

Votre bon Cousin

AUGUSTE ROI.

Au Duc de Courlande.

A. I. Sulkowski. Comte de Brühl.

A Mon-

A Monsieur le Duc notre bien aimé et cher Cousin, Ernest Jean, Duc de Lieonie, de Courlande et de Semigade etc. etc. Grand-Chambellan de S. M. Impériale de toutes les Russies.

Je sous-signé, après avoir confronté la copie ci-dessus avec l'original que j'ai eu en main, en atteste la conformité; en foi de quoi j'ai apposé le sceau Royal du Secretariat et Notariat à moi confié, accompagné de ma signature ordinaire.

(L.S.)

THEOPHILE WERNER

Secr. et Notaire public et juré de Sa Majesté.

P.

Lettre du Comte de Brühl à S. A. S. Mgr le Duc, lorsqu'il devint Régent de l'Empire de Russie d. d. 13me Novembre 1740. dans laquelle le Comte de Brühl le félicite, et lui fait des excuses sur ce que le Roi n'avoit pas encore félicité S. A. S. par un gentil-homme; assurant que le Comte de Lynar, étant sur son départ, en étoit chargé.

Monseigneur,

Comme j'ai déjà eu l'honneur d'assurer Votre Altesse, par ma très humble lettre du 9me de ce mois, de ma sincère douleur sur la mort prématurée et très affligeante de S. M. l'Impératrice de Russie, et de féliciter en même tems très respectueusement V. A. de ce qu'Elle est chargée de la Régence; Je dois, à présent que S. M. le Roi mon très gracieux Maître en a reçu la lettre de notification, seulement Lui marquer très humblement, que S. M. pour prouver son attention, n'auroit pas laissé d'envoyer incontinent un de ses Gentils-hommes à Petersbourg, si Elle n'étoit persuadée, que V. A. ne prendra pas en mauvaise part qu'Elle diffère un peu, mais que cette commission sera donnée au Comte de Lynar, qui est tout prêt à partir.

S. E. Monf. le Baron de Keyserling aura l'honneur de marquer à V. A. comment hier au soir notre Diète se rompit sans effet, malgré toutes les peines que l'on y ait employées.

S. M. le Roi partira d'ici demain matin, n'ayant plus rien à faire ici, et les intérêts du Vicariat de l'Empire demandant absolument sa présence en Saxe.

R

Me

Me rapportant à ma proposition de ci - avant, je me recommande très humblement à la continuation de la clémence de V. A. et suis

Monseigneur

de Votre Altesse

à Varsovie
le 13. Novembre
1740.

les très humble et très obéissant
 Serviteur
 C. de BRUHL.

Q.

Extrait de la formule de Gouvernement de la Courlande.

Formulae Regiminis et Indiciorum in Ducatu Caltanissettae et Sinigalliae.

§. IV. *Principem si abesse à Ducatu vel minore loco, aut à primatu eji, vel etiam mori contigerit, praefecti Consilarii Jurisdictionem, et actum exercebunt, Mandata et Sententias, atque omnia administranda nomina Principis nomine, quamdiu in vivis erit, expedient, ac promulgabunt, atque haec Jurisdictio eorum etiam mortuo Principe indivisa atque in solidum censi debet, ut uno pluribusve eorum defunctis, reliqui munere suo plene fungantur; Iuramen-
tamén sacrae Regiae Majestatis, ac Reipublicae per omnia, et in omnibus salu*

Resultat de l'assemblée du Sénat de 1750 dans lequel on demande
l'élargissement du Duc

Le malheur, arrivé au Duc E. 2^e Jean de Courlande, après la mort de l'Impératrice Anne d. R. 2^e, d'Espagne, par le comble des honneurs dans le plus affreux exil de son règne, et au public, que dès lors son Election étoit annullée, qu'il étoit mort à jamais et pour ses sujets de Courlande. Partant de ce principe, on en a conclu, que la Dignité du Duc étoit vacante et que les Etats de Courlande se trouvoient dans liberté et en droit de procéder à une nouvelle Election. Les Etats de Pologne n'ont point en-

i'osé les choses sous ce point de vuë. Ils n'ont considéré en lui qu'un Vassal, qui l'ar a été présentée comme Legitimé, et qui pour lauel l'investiture a été faite, elle est restée, et qui lui a été consacrée dans toutes les formes. Cette investiture est donc pour lui un titre immuable, qui réclame en quelque état qu'il se trouve. Tout ce qu'on a pu dire contre lui, sont des choses personnelles à lui-même, mais étrangères à la République. Et ne regarder en lui que sa qualité de Vassal. Les Etats de Courlande ont cru pouvoir légitimement l'élire pour leur Duc. L'investiture, demandée pour lui en cette qualité, lui a été déniée. Il est donc censé être toujours Duc de Courlande. Il a droit par conséquent à la protection que le Seigneur s'oblige d'ôter à son vassal. Sur ce Principe, dont les loix primitives établissent toute l'antiquité, les Etats de la République qui s'obligeant à lui de rendre la liberté et à lui payer les monts de rachat en possession de la République. Ils se sont flattés d'autant plus de la chose, qu'il ont vu la manière généreuse avec laquelle l'Impératrice de Russie l'a tiré de son triste exil pour le placer à Jaroslau, dans une situation, où la liberté de retourner en Courlande est le seul bien qu'il ait à desirer. Ils ont pu en Roi d'écarter leurs souhaits à cet égard.

Ex resultato Senatus Consilii de Anno 1750. d. 25. Aug.

Annuendo votis et desiderijs Senatus S. R. M. favore illustrissimi Ernesti Ducis Carlandiae et Semigalliae, officia sua ad Aulam' Petroburgensem interponunt:

Adamus Komorowski, Arch. Episc. Gnes. Primas Regni.

Andreas Zaluski, Episc. Cracov. Dux Severinae.

T. Pr. C. torzyski, Ep.sc. Posnan. et Varšaviensis.

Al. t. S. can. D'abrowski, Episc. Camenecens. Podol.

Wiel. Kasim. Radziwiłł Dux in Olyka, Palat. Vilnens. supremus Exercitus M. D. L. Dux.

Le m. P. Jopelka, Palat. Sandomiriens.

D. clausi. Palat. Col fens.

T. o. as, D. in Kozłowski. Oginski Castel. Trocen.

S. Rzeczaski, Pa'it. Koll yniac.

l'écoss. hémusik, Pal. Podolae.

N. d. Podock, Pal. Plocensf.

S. de. Ciolek Poniatowski, Woyda Mazowiecki.

Mch. Pr. Czartoryski, Pro-Cancell. M. D. L.

d. in Swidno Swidzinski, Pal. Bractaviensf.

R 2

Joan.

Ioan. Chrifost. z Bozy Radwieski, Castel. Inowladislaviens.
 Mich. a Grodkowo Los, Castel. Camenecenf. Podoliae.
 Ioseph. Wolski, Castel. Lublinenf.
 Casim. Rudzinski, Castel. Cernenf. Colonellus S. R. M. et Reipublicae.
 Félic. Ioseph. Brandota Trzcinski, Castel. Ravens.
 Ioan. Anton. Czarnecki, Castel. Vifnens.

S.

Lettre de S. M. le Roi de Pologne à S. M. l'Impératrice Elisabeth de
 Russie, sur l'élargissement de S. A. S. Mgr. le Duc Ernest Jean;
 écrite en 1750.

*V*otre Majesté Impériale se souviendra sans doute des voies, que j'ai employées
auprès d'Elles par plusieurs lettres, que je Lui ai adressées au sujet de la liberté
du Duc de Biron. Elle se rappellera aussi les fortes représentations, que j'ai
fait faire sur le même sujet par mes Ministres, résidans à Sa Cour, et d'une
bouche que par écrit. Je me trouve obligé de les Lui renouveler par la pré-
sente lettre, en considération des plaintes répétées, que font les Grands du
Roiaume de ce que la liberté n'a pas encore été rendue à ce Duc. Leur dessein
étoit d'exposer publiquement les motifs et les fondemens de leurs plaintes dans
le dernier Sénatus Consultum. Comme j'en fus informé à tems, je le prévins et
leur fis changer de résolution. Depuis ce tems là, ils m'ont prié par l'acte ci-
joint, signé du Primat et des autres Ministres présens, de redoubler mes instan-
ces auprès de V. M. I. pour qu'il Lui plaise de faire remettre en liberté, sans
plus de délai, cet infortuné Duc mon Vassal. Je n'ai donc pu me dispenser
de condescendre à leur demande. Je le fais même avec d'autant plus de con-
fiance, que, sans m'arrêter à certaines circonstances politiques que l'évènement
développe de jour en jour, l'amour de V. M. I. pour la justice, et le cas in-
fini que je fais de sa précieuse amitié ne me laissent point de doute, qu'Elle ne se
determine promptement et favorablement sur l'affaire dont il s'agit. Il est fort
à désirer, qu'Elle veuille le faire avant le 4. du mois d'Août prochain, tems
auquel doit s'assembler la Diète extraordinaire. Si contre toute espérance le
Duc de Biron ne se trouvoit pas alors rémis en liberté, avec la permission de
retourner dans son Duché, il en résulteroit infailliblement, que les plaintes,
dont il est fait mention ci-dessus, seroient portées dans cette Diète. Je
me promets, que la détermination de V. M. I. sera propre à le prévenir.
Elle

Elle me donnera par-là en particulier une nouvelle preuve très sensible de son
amitié pour moi. Elle satisfera aussi à Sa générosité naturelle en rendant
justice à ce Duc, et en mettant fin aux souffrances, qu'il a si peu méritées. Tou-
jours ne paroît-il pas, qu'il ait jamais eu le malheur d'offenser V. M. I. ainsi
rien ne semble s'opposer à son élargissement. Les considérations politiques
alléguées ci-dessus, sont même de nature à l'exiger nécessairement. Dans l'at-
tente d'une réponse, qui satisfasse à cet objet, je suis avec une estime des plus
parfaites et l'attachement amical d'un bon voisin etc.

Signé, FREDERIC AUGUSTE.

T.

Constitutionis Varsoviensis Anni 1607.

Articulus vigesimus pag. 1604.

De Curatela.

*S*ancitum est in Comitibus praesentibus a Senatu Officialibusque Regni aequae ac
M. D. Lithuaniae respectu Curatela Ducis Borussiae Electori Brandenburgico
datae, quod is nullo modo Ius feudi nec adstrictiones ejus sustollat, Quod Pa-
latinatibus Territoriisque referre Nuntiorum interest. Qua de re omnes
Tractatus eo nomine peractos e. Cancellaria Nostra extradendos imperamus,
atque sine Consensu Comitiorum nulla ex parte de Ducatibus ad
Regnum pertinentibus disponere volumus.

U.

Extractus passus concern. ex Pactis Conventis.

§. LVIII.

De Ducatu Curlandiae non alienando.

*S*imiliter, ut Ducatus Curlandiae, ab externis praetensionibus liberetur, et
Dux, Dominus Ferdinandus, uti investitus, juribus suis uti, et ad possessionem
bonorum suorum pervenire possit, et ut incolae hujus Ducatus, Duci, licet pro
nunc

nunc, ob impedimenta extranea absenti, in Regno tamen commemoranti, debita praestent obedientiam, conjunctim cum Republica curas nostras non autem independentius, salvo, hujus Ducatus Nobilitatis et Civitatis antiquis iuribus. In avulsionem vero hujus Ducatus a Corpore Reipublicae, nunquam consentimus.

X.

Précis du Discours du Prince Czartoryski Grand-Chancelier de Lithuanie.

Après l'expression la plus énergique de la consternation générale, et de la douleur en particulier sur la maladie du Roi et de la joie universelle sur son rétablissement, il entra en matière, disant :

L'amour propre ne me séduit pas assez pour sentir de la satisfaction d'avoir prévu et prédit les désagréments, qu'éprouve présentement le cœur paternel de V. M. au sujet de la Courlande, lesquels au contraire je partage véritablement. Le zèle et la fidélité me prescrivent de vous représenter, Sire ! que ces mortifications sont l'effet de ces Conseils, qui n'ont été donnés que pour offusquer Votre équité et Votre pénétration naturelle. Pour rendre raison de mon avis, je suis obligé de me rapporter à ce que j'ai dit au Conseil de 1758, savoir : que la Courlande est un fief non pas seulement du trône, mais de la République de Pologne ; qu'en aucun cas important nos Rois n'ont traité au sujet de la Courlande sans le concours de la République, que cette affaire de Courlande, étant manifestement une matière d'Etat, le Sénatus-Consultum n'avoit pas le pouvoir de la décider ; que le Duc Biron ne pouvoit perdre ses droits sans Citation, sans Conviction, sans Jugement ; que les Pacta Conventa de V. M. nous assurent que Vous donnerez Vos soins aux affaires de Courlande conjointement avec la République. J'ajoute : que le Ministre de Saxe a été entamé et vivement poussé la Nouvelle Union de Courlande, à la Cour de Russie quelques mois avant la Diète de 1758, pour la quelle cependant il n'en a pas été fait la moindre mention dans les Universaux, ni aux Diétines. Le Délégué Schöpping a eu l'Ordre exprès d'employer les plus ardentes sollicitations au nom des Etats de Courlande pour l'établissement du Duc Biron ; aussitôt que la Reine de Courlande a su qu'il s'étoit lui-même chargé de faire le contraire, en parlant à V. M. Elle a écrit à nous Chanceliers d'alors, se plaignant amèrement du manque de foi de leur Délégué et insistant sur l'indemnité de leurs Constitutions. Lors que V. M. s'est laissée porter à donner en 1758, par la

preten-

pretendue Autorité du Sénatus-Consultum les trois Diplômes et l'investiture de Courlande à son fils, toutes ces pièces exprimoient, pour fondement et légalité, la Déclaration de l'Impératrice Elisabeth, que la personne et la famille du Duc Biron ne seroient jamais relâchées. Le texte même de ces Diplômes prouve, que l'Empereur a reconnu les droits du Duc et de la maison de Biron pour légitimes, et s'en réserve, que sa liberté doit Lui en rendre la jouissance, et que l'édifice construit en Courlande du Prince Charles fut bâti sur la base, par des conseils, qui n'avoient considéré ni les défauts, ni les conséquences de cet Acte. Je l'ai prédit alors. J'y comparais au surplus. Depuis l'investiture de Biron en 1739, jusque au conseil de 1758, personne n'aperçut les prétentions d'autorité de ses droits. Et l'avez-vous accordé, plusieurs fois au Duc Biron les Offres de protection, auxquelles, comme l'offal, il avoit droit, et que l'avez-vous décerné comme souverain de l'avis de Votre Sénat en 1750. Dans le cours de ces dix-neuf ans tant de Diètes ont chargé leurs Nonces d'insister sur les moyens du rétablissement du Duc Biron.

Les Députations, le Concilium de 1758, nomment Biron Duc à plusieurs reprises ; comment peut-on dire, maintenant, qu'il ne sût jamais Duc de Courlande ? Personne de ceux, qui étoient à la Diète de 1736, n'ignoroit, je crois, que la Constitution, qui Vous donnoit, Sire ! pouvoir d'investir un nouveau Duc, après la mort du duc de Kettler alors encore en vie, n'avoit pour but, que le Duc de Biron, alors très utile aux intérêts de V. M. à la Cour de Russie, dont il étoit Ministre. Cela détruit l'objection qu'il seroit une Puissance étrangère : Exemple d'ailleurs tant de fois répété dans le gouvernement féodal d'Allemagne, sans que pour cela le feudataire perde ses droits. Trois Diètes, autant de conseils du Sénat ont suivi l'investiture du Prince Charles sans que la Courlande y ait seulement été mentionnée, quoique bien avant le dernier, le Duc Biron avoit déjà réclamé ses droits, et que l'Impératrice de Russie qui étoit alors régnante eût interposé si vivement ses instances en sa faveur au nom de V. M. Que devient donc cette souveraineté de la République, à qui on ne sait pas même parvenir la moindre connoissance de ce qui regarde son pouvoir ? L'acte pour la République de l'investiture du Prince Charles, rédigé en 1758, consistoit en ce que l'Impératrice Elisabeth se réservait en sa faveur de quelques unes des terres Ducales, dont Elle étoit en possession, se réservant cependant les Allodaux de la valeur de 500,000. roubles. Le Duc Biron, en conformité de l'engagement au son passage, Catherine II. fait bien plus, car Elle rend tout au Duc Biron sans se réserver absolument rien, et déclare en même tems le plus solennellement et le plus positivement, qu'Elle reconnoît en plein, les Droits souverains de la Pologne sur la Cour-

Courlande, et témoigne même n'avoir rien de plus à cœur que la conservation de tous les droits de la République, en ceci, comme en tout. On rînière l'objection au Duc Biron de l'hommage rendu par Plenipotentiaire. Par un Diplôme solennel, scellé par les deux Grands-Chanceliers, Vous dispensâtes, Sire! le Duc Biron, dont la présence Vous étoit alors nécessaire en Russie, de venir recevoir en personne son investiture, à laquelle d'ailleurs tant de Sénateurs ont assistés. Dans le doute, s'il étoit illégal d'accorder cette dispense, ou de l'accepter, je pense plutôt que la Demarche de V. M. est justifiée par ces mots de la constitution de 1736, selon l'usage pratiqué en pareil cas. 1051^e apparemment la République, en 1736, n'exigeoit pas comme essentiel ce qu'elle avoit expressement spécifié en 1683. Me trouvant seul Chancelier présent à ce conseil, je me vois obligé d'expliquer, que c'est déroger à la prééminence du trône, que de soutenir que le Sigillum Majestatis n'est pas un sceau de la République, et qu'il est compris dans la loi, qui défend aux Rois dans l'expédition des Rescripts et des privilèges, le sceau du cabinet et tous autres sceaux personnels aux Rois. La loi dit, que pour les expéditions publiques susdites on n'emploiera que les sceaux qui sont en la garde des Chanceliers. Or le Sigillum Majestaticum a toujours été en la garde du Grand-Chancelier de la couronne. Le Grand Duché de Lithuanie n'en a jamais eu, parceque c'est un attribut de la Royauté, et qui a toujours été employé aux Actes les plus Augustes et dont l'effet devoit être perpétuel.

En contestant la validité de ce Sceau, on rendroit douteuse la validité permanente de nos traités avec les Puissances étrangères, scellés de ce Sceau. Les Historiens les plus estimés en prouvent l'Autorité reconnue. Au premier tome de nos loix, plusieurs actes importants contiennent cette expression: Quibus Sigillum nostrae Majestatis est appensum.

Dans la ratification du traité de Sigismond III. avec l'Empereur Rodolphe et l'Archiduc Maximilien en 1589. il y a ces mots: in quorum omnium fidem manu nostra subscripsimus. et Sigilla Majestatis nostrae muniri mandavimus. En 1654. par leurrement aux Constitutions qui ont aboli l'usage des Sceaux privés et du Cabinet, lorsque la République accorda l'indignat au Prince Ragotzy et au Prince de Moldavie, le Roi Jean-Casimir dit dans les Diplomes: Sigillo Majestatis nostrae communiri jussimus.

On a vu encore au premier fondement, que V. M. a convoqué en 1737. le Collège des Sénateurs à Francfort pour l'objet de la Courlande. Dans les propositions de V. M. à ce conseil la Courlande n'est pas même nommée, et dans le Résultat de tout le tout, sans faire encore aucune mention d'elle. Biron, n'ayant point le Duche de Courlande en vertu de la constitution de 1736.

après

Après la mort du Duc Ferdinand Kettler, V. M. aura soin, au moyen de la Commission établie par la loi de 1726. et renouvelée par celle de 1736. de faire tout ce qui pourra servir aux droits de V. M. et de la République et à l'utilité et auantage du pays. Cette Commission a eu lieu à Dantzig en faveur du Duc Biron.

Il s'est dit, on écrit, que la cour de Russie s'ingère illicitement et incompétamment dans une affaire intérieure de la République, telle que son Duche passera sur la Courlande. L'Ambassadeur de Russie répond là dessus à nos Ministres de V. M. et de la République: que sa souveraine ne veut déroger en rien aux droits de la République; que par des motifs très importants. Elle s'adresse à ce que le Duc Biron recouvre la jouissance de ses droits, qui sont les premiers en date et fondés sur la constitution de 1736; et qu'il importe à la Russie plus qu'à toute autre Puissance, que nos Loix, notre forme de gouvernement, et par conséquent l'indispensable concours de l'ordre Equestre aux actes de souveraineté législative soit entièrement conservé en Pologne.

On a compromis la dignité de V. M. en la portant à signer les Mandatoires, les intimations des jugemens de Courlande, et le Réscrit de Commission aux Sénateurs (avec avilissement du caractère Sénatorial) sans loi, sans exemple, sans objet déterminé. Ces pièces, dressées dans la Chancellerie de Saxe, ou tout autre, mais point dans celle d'aucun Chancelier, auxquels sans il appartient de droit de les dresser, sont envoyées en Courlande avec le seul sceau de la Couronne, sans celui de Lithuanie; sans lequel aucune expédition pour la Courlande ne peut valoir, ni acceptable dans ce pays-là. On a induit les Ministres, nos Collèges, à signer et à adresser des mémoires au Ministère de Russie, dont la Souveraine a déjà fait connoître, combien Elle s'en trouve offusquée. La prudence de mon zèle pour le service de V. M. en écarte toute adulation. Je ne puis, Sire, Vous conseiller d'accumuler encore les embarras de cette affaire de Courlande.

De plus grands déplaisirs pour V. M. des dangers réels pour l'Etat, qui ne sont sans l'absence, en seroient les suites. Daignez, Sire, en maintenant le Duc Biron dans ses Duchés, confirmer vos propres Bienfaits, autorisés par la loi de 1736. jadis de tant de sollicitations de Votre part en faveur de ce même Biron, et à jourd'hui des pressantes instances d'une Princesse, amie de V. M. et de la République. Et pour soulagement aux amertumes causées par de mauvais conseils à Votre cœur paternel, commettez, Sire! à Votre Ministère de négocier avec la Cour de Russie, sur les moyens de quelque autre compensation pour le Prince Votre fils, dont personne n'honore et ne chérit plus que moi les vertus et les talens etc. etc.

S

Y. Lettre

Y.

Lettre du Roi, du 20. Decembre 1738. dans laquelle S. M. assure au Duc, qu'Elle se charge des longueurs, et des desagrémens qui résulteront de ce que le Duc prendra l'investiture par mandataire, et qu'Elle en garantit toutes les suites.

Nous Frédéric Auguste par la grace de Dieu Roi de Pologne, Grand-Duc de Lithuanie etc. etc. etc.

Monsieur le Duc, notre bien-aimé et cher Cousin; Le Baron d. Keyserling, Conseiller privé et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Impératrice de Russie, accrédité à notre Cour, vous aura sans doute fait savoir, mon Cousin, la réponse, que nous lui avons faite au mémoire, qu'il nous a présenté concernant votre investiture par mandataire. Vous avez vu par-là, mon Cousin, notre empressement à faire parvenir vos affaires à une heureuse fin.

Le Ministre mentionné veut bien à notre persuasion se rendre pour quelque tems à la cour de sa Souveraine pour faire des représentations nécessaires concernant la marche future des troupes Russes, et pour prévenir les désordres qui en sont inmanquablement à appréhender. Vous pouvez par cette occasion, mon Cousin apprendre de lui-même comment, malgré les mauvaises intentions et les oppositions de nos Sénateurs et de nos Ministres, Nous persistons dans la résolution que Nous avons prise de faire terminer au plutôt l'affaire de cette investiture, et de nous charger des longueurs et des desagrémens qui en résulteront inmanquablement en vous garantissant de toutes les suites: Le tout pour vous prouver, combien, mon Cousin, nous nous faisons un véritable plaisir de Vous obliger et de vous confirmer dans l'entière possession de la récompense que vous avez si bien méritée

Donné à Varsovie le 20. Dec. 1738.

AUGUSTE ROI.

Comte de Brühl.

Z.

Z.

Lettre du Roi écrite au Duc en 1739. dans laquelle le Roi notifie au Duc qu'il l'a investi dans la personne de son Mandataire.

Nous Frédéric Auguste, par la grace de Dieu Roi de Pologne, Grand-Duc de Lithuanie etc. etc. etc.

Monsieur le Duc, notre bien-aimé et cher Cousin, Nous avons reçu votre très honorable lettre du 27. Janvier par le Baron de Keyserling Ministre plénipotentiaire de S. M. I. de toutes les Russies, accrédité à notre Cour. Mais nous ne vous devons rien de tout cela, car le Chancelier Faut de Finkelslein Plénipotentiaire de S. M. I. a bien reçu l'investiture, laquelle s'est faite le 20. de ce mois sans aucune difficulté, qu'il y avait lieu d'en appréhender.

Nous félicitons donc V. D. là dessus et lui souhaitons un règne long et heureux. Au reste, nous ne doutons que point cette marque de notre affection particulière envers Elle, ne la fortifie de plus en plus dans le zèle, qu'Elle a témoigné jusques ici pour nos intérêts, que sont communs avec ceux de S. M. I. de toutes les Russies. En échange V. D. peut compter fermement en toutes les occasions sur notre inaltérable et sincère affection et sur notre protection Royale, étant

Donné à Varsovie le 22. Mars 1739.

de Votre Dilection

le bien affectonné Cousin

à M. le Duc de Courlande.

AUGUSTE ROI.

C. de Brühl.

ab extra.

A. Monsieur le Duc notre bien-aimé et cher Cousin Ernest Jean, Duc en Courlande et de Semgalle etc. etc. Grand-Chambellan de S. M. Imperiale de toutes les Russies.

J'ai le plaisir d'avoir trouvé conforme cette copie à son original qu'on m'a présenté, et avec lequel je l'ai confrontée. En foi de quoi j'y ai apposé le sceau Royal du Secretariat et du Notariat, et l'ai signée de ma main.

(L.S.)

THEOPHILUS WERNER

Scræ. Ræ. Mts. Scr. et Notarius
publ. mppr.

S 2

AA.

AA.

Manifestatio Ord. Equest. Curlandiae.

Anno 1763, die 21ma Februarii,

Requirebat Personam et Officium Regii Secretariatus et Notariatus publici meum, Generosus Ordo Equestris Ducatum Curlandiae et Semigalliae ad Congressum fraternitatis Mitaviae in Stuba Conventus publici ordinaria congregatus, infra nimirum signanter, ad calcem post insertae Manifestationis, Protectionis, Praecustoditionis et juris Reservationis, sequentis de verbo ad verbum Tenoris.

Generosus Ordo Equestris Ducatum Curlandiae et Semigalliae testatum fuit coram Deo et universo Publico; Quatenus ipse ab Anno 1561. sub glorioso Regimine Serenissimi, Potentissimi, ac Praestantissimi Regis Sigismundi Augusti immortalis memoriae cum Republica Poloniarum instaurato vinculo, omnia sua officia et Homagia, ad quae pro libera sua subiectione obligatus erat, et per ad hodiernam diem strictissime observaverit, et sanctissime praestiterit; Et contra vero optaret, ne opus haberet dolendum in modum conquiri super insertis temporibus, quum asscuratum in illis a Regibus successivum abbas et singulis tam sancte objuratis Pactis subiectionis Patrocinium Ducatus Curlandiae et Semigalliae non exhibitur, immo quod tristissima de causa est, per successivum tempus in Pactis subiectionis foreta huius a Praerogativa, quibus huius a omnibus cum Republica paribus utitur et gaudere posse deberit, multumque defalcata, a nonnullis Proceribus et Ministris status Pacta subiectionis et Leges Cardinales pro variis Objectis illorum, scopi Ordinis Equestris in cogniti interpretata essent, atque solum modo umbra et imago Pactorum subiectionis Legumque liberar gressu restaret. Praestitum autem generosus Ordo Equestris Curlandiae haberet ab Anno 1709. super singularibus angustiis, quous Ducatus Curlandiae et Semigalliae absque ullo Praesidio et Patrocinio expositi fuerant, modestissime dolendi; sed hos tristes casus irruentium temporum et nonnullas perversiones et decurtationes iuris, Legum et Privilegiorum generosus Ordo Equestris, quamquam amarae fuissent, aequo animo tolerasset, a Neque Republicae non recessissent, eidem semper fidelis et in omni perturbatione constans permanisset; attamen tempore quorumvis Comitiorum et quocumque emergente occasione per Delegatos sua gravamina et submersiones indicaret, de sublevatione et restauratione Pactorum subiectionis et Legum tam in Ecclesiasticis, quam in Politicis implorando petivisset. Cum autem Comitio generalia

non

non subsistissent, et Respublica ipsa, in Manifestationibus Nuntiorum suorum, subdignis in Comitibus ut et Senatus Consiliis erga multos Senatores tanquam veros Patriotas, acerbissimas querimonias, propter occasum Reipublicae in obsecrationibus Legibus, facilitationem Defensorum Libertatis, et quod neque Ius neque Iustitiam, sed quod a Legibus et licetato animo protulisset; itaque Respublica, et non proprias suas, sed alias temporibus et circumstantiis cedere coacta Curlandiam Ordinem Equestrum uti suos fideles et dilectos Confratres juare et vulnere, inanis suis, et sine condolore intueri non valisset: dum quid uni membro accidit, totum quoque corpus pressit. Interim vero cum machinaliter et contra huiusmodi statum neque progressus, neque regressus essent, ita ut huiusmodi, qui totum periculis Praerogativa, quod omnis immutaret, huiusmodi huiusmodi se in vincula committerent, valde abut, ut de huiusmodi Praerogativa de D. Spotsiano, loqui audiat et scripta legat, et per subpericulo immutaret, optata remedia incurrere studeat, quibus per huiusmodi, Leges sanctissimas et Praerogativas et semet ipsam ab omni periculis conservaret et securitate quod esset. Generosus Ordo Equestris Curlandiae, quous huiusmodi Ducatus post huiusmodi Regis Ioannis III. glorie memorie affligit, valde huiusmodi huiusmodi, dum omnes huiusmodi huiusmodi, huiusmodi Ducatum de huiusmodi, sed tantummodo id, quod ab Anno 1740. et huiusmodi resolutionem spectaculi generalis ab Anno 1758. hanc usque huiusmodi huiusmodi attingere provocatus est, quia potissimum illorum, qua nostra Pacta subiectionis, Leges et Iura tam in Ecclesiasticis quam in Politicis, immo nostrum universum systema status maxime afflixerit, in multis libellis typographicis, in nostris Diariis, pro summa nostra laesione denegatorum contentum, quod huiusmodi et in illis ex parte considerabili generosi Ordinis Equestris horum Ducatum Poloniam designatorum, ast ibidem elisorum, male susceptorum et a Regi Iulio - Mareschallo Mniszek pro Rebellibus declaratione in Cancellariis scriptotinus insinuat, postea typis impressis remonstrationibus, lamentationibus et querelis expositum, et jam universae Reipublicae, ne omnis Europae Potentis notum est.

Concernit inaccusatum, inauditum, et contra omnem Iustitiae cursum et vigore Senatus - Consilii, cui tamen iuxta universales leges haecce facultas tantum competit violenter ex feudatione, nullus criminis feudatarii consuevit, immo in et huiusmodi Ducem Ernestum Ioannem et exinde derivatam illegitimitatem, et itaque obstrusam Infeudationem serenissimi Regis Principis Caroli in huiusmodi Decretis contra nostra Pacta subiectionis et universum status systema. Defunctus olim supremus Regni Cancellarius Malachowski inter haec operam suam nando oblitus videbatur, quod ipse vigil juratus Legum, Authoritatis Reipublicae

Dux nullum crimen feudalicum commiserit, nec per ullum delictum. C. p. rita-
 tionem praeiudicium patrocini et restitutionis in suos Ducatus indigne. C. p. rita-
 quibus desuper omnibus tam ab Illustrissima Celsitudine Ducali, quam ab Illustris-
 nense Decembris a. p. a generoso Ordine Equestri ex Parasus h. a. p. rita-
 ad sacram Regiam Majestatem nostram Camerarum Dominum Ducem. C. p. rita-
 sunt, quoque Ministris status Reipublicae gratus foret, et p. rita-
 violentam exfeudationem fidei suo Principi feudatario p. rita-
 suum reparaturi et pro refectione Autoritatis et locum Reipublicae necesse
 nostrorum violatorum subjectionis Pactorum et Legum Ceram. C. p. rita-
 reduri forent. Ast vero status Curlandici aliter pro dolor! experiuntur, qua-
 tenus Vice-Cancellarius Regni Wodzicki sub et obreptis exportata Monitoria
 et Mandata nostris Pactis subjectionis et Privilegiis contraria despotica in-
 hibitoria immittit, vigore quorum fidelis suo legitimo Duci ac Reipublicae et
 Regi, Ordo Equestris perturbari et quibus interia dirimi debet: siquidem ipsi
 ut vigili legum non ignotum esse possit, quatenus et quando Rescripta in hoc
 Ducata emanata vim et robur habeant, et quod ista, pro expressa lege, cum
 Regni et Magni Ducatus Lithuaniae S. S. C. p. rita-
 a tero illorum munita esse debent. C. p. rita-
 quod, etiam Rescripta sub utrisque ante dictis Sigillis insinuantur Legibus
 nostris contraria, Leges nos ab illorum observantia liberent et nos citat ones
 ad reponendum illis, qui talia exportent, reddere valeamus. Haud minus ma-
 jori cum stupore Ordo Equestris congregatus percipit, Senatorem quoque Ple-
 nipotentiarum suscepisse, quasi nonnulli eminentissimorum Senatorum ipsi instructio-
 nes dedissent, ut se in hos Ducatus conferret ac inaudito se modo contra Au-
 toritatem Reipublicae, nostra Pacta subjectionis, Leges et Prerogativas liberae
 Nobilitatis, cum tamen membra Reipublicae sumus, gereret et stimulo esset
 Alembis Patriae dissolvendis. Prout Illustrissimus Castellanus Comes de Lippe
 Lipski die 25 Ianuarii a. c. hic Mitaviae appulsus sine omni solita legitimatione
 in loco competente, an talis sit, uti esse affectat, varias actiones patrare non
 erubuit, Mandata nimirum sub Alembis Regi edens vigore quorum nonnul-
 los singulos Nobles per hunc loci Notarium publicum ad se invitari fecit, qua
 invitatione coniter declinata, iterum Notario publico aliquod scriptum, verbis
 injuriosis contra memoratos Nobiles repletum insinuavit, et per actum publicum
 diffamari intendit: postea aliquibus Nobilibus putativas Citationes illis in
 injuriosis expressionibus plenas insinuari curavit, ac modo illicito ad valvas Curiae
 et Templorum Mitaviensium in elios famulos affigi et sub Duce congressis Fr-
 ternitatis tam in hujus loci Templo S. S. Trinitatis, quam etiam in statu con-
 ventus publici aliquam putativam Protestationem poni fecit, qua generosum

Or-

Ordinem Equestrem Congressum tanquam infamiae reum insultare non veritus
 est. Quandoquidem per omnia ab initio hucusque allegata, nostra Pacta sub-
 jectionis, Religio, Leges, et Libertates violatae, statusque nostri systematis to-
 talis pervulsio praeparata est: Itaque generosus Ordo Equestris cum suo legiti-
 mo Duce Illustrissimo atque Celsissimo Principe Ernesto Ioanne congregatus se
 manifestat contra omnes Pactis suis subjectionis, Legibus et Libertatibus factas
 infractiones, illatasque violentias et scissiones: protestando de omnibus illegali-
 ter et illicite factis et pro laesione nostrarum Legum Fundamentalium et Cardin-
 alium in contrarium faciendis, revindicando omnia sua jura et Praerogativas
 de quibus ipse nihil admittere nec largiri vult: Testatumque pariter facit coram
 Deo universoque publico, se cum suo legitimo Duce Ernesto Ioanne, quam ge-
 nerosus Ordo Equestris unice ac solum pro suo legitimo Principe una cum ejus-
 dem confederatis Principibus seu futuris successoribus in his Ducatibus nullumque
 alium agnoscit nec agnoscere potest, sacrae Regiae Majestati et Reipublicae Po-
 loniarum serenissimae fidelem permansurum neque se ab ista separaturum esse: et
 potius hocce per pacta bilateralia bona fide colligatum vinculum usque ad finem
 Regnorum et temporum firmissime se conservaturum, solennissime contestatur.
 Proinde vero etiam generosus Ordo Equestris plenus Fiducia sperat, sacram
 Regiam Majestatem Dominum nostrum Directum Cimentissimum et Serenissi-
 mam Rempublicam pro eo curaturos esse, ut nostra violata pacta subjectionis,
 Leges, Privilegia, et Libertates in integrum restituantur, nos prae ulterio-
 ribus illorum infractionibus securi reddamur, et Ministris status Officio suo abuten-
 tibus indicetur (quippe de quorum nobis illata laesione, deque illorum in detri-
 mentum justissimi Regis, Reipublicae et nostri status in contrarium datis Consi-
 liis, nos dolendo conquerimur manifestandoque protestamur) ut majorem cu-
 ram Legum earumque Praerogativarum ac Reipublicae habeant, ne sibi absque
 Republica plus autoritatis arrogant, quam illis pro pactis conventis competat.
 In hac spe, cum anxius Ordo Equestris Praesidium et Patrocinium serenissimae
 Reipublicae reclamet, ad illamque confugiat, idem generosus Ordo Equestris
 optat, se constanter cum illa in sempiterna secula colligatum permansurum,
 Pacta subjectionis et Iura investiturae tanquam fundamenta conjunctionis a
 serenissimo suo supremo Domino illaesa conservanda futura esse sperat. Ma-
 jorem in fidem haec Manifestatio, Protestatio, Praecustoditio, et Iuris Re-
 servatio in Congressu Fraternitatis universi generosi Ordinis Equestris in corpo-
 re congregati concepta, subscripta et Actis publicis ad inferendum porrecta est:
 deinceps autem ex unanimo consensu etiam in Regni et Mag. Ducat. Lithua-
 niae Cancellariis ingrossanda insinuabitur. Actum Mitaviae, Anno 1763. die
 21ma Februarii.

T

BB.

BB.

Instructions de la Noblesse Courlandoise, données à son Député,
l'an 1756, le 14. Août.

*D'*implorer et de prier S. M. le Roi et la République pour la Délivrance de notre malheureux Duc, et de sa famille.

De représenter de nos loix fondamentales à S. E. Mgr. le Grand-Chancelier de la couronne, que, dans la formule de notre gouvernement, il nous est entr'autre enjoint expressément: de ne rien entreprendre dans nos Diètes contre l'investiture Ducale, par la raison qu'avant que le fief ne soit déclaré vacant par S. M. le Roi et par la République, nous devons, selon nos obligations, continuer nos intercessions pour notre infortuné Maître et sa famille.

De faire connoître l'inclination des Etats des Duchés pour S. A. R. le Prince Charles, pourvu que S. A. R. le Prince Charles embrassât la Confession d'Augsbourg, et qu'Elle nous mit en état de supplier que le fief de ces Duchés Lui fût conféré.

N'étant pas douteux que, selon nos Pacta subjectionis, et les garanties sur la Religion, et selon plusieurs autres actes, ces Duchés doivent toujours avoir un Maître allemand, tel qu'ils ont toujours eu, savoir de la confession d'Augsbourg, et qu'en cela il ne sera fait aucun changement selon les assurances les plus sacrées qui nous ont été données là dessus, et affirmées par des sermens, puisque le premier Duc de Courlande Gottharde a conservé la parfaite administration de toutes les affaires ecclésiastiques, laquelle il exerçoit comme Grand-Maître et comme Prince Protestant de l'Empire, et laquelle doit être éternelle, selon la formule du gouvernement: Monsieur notre Délégué doit insinuer cela sans cesse et de la manière la plus forte, et faire de très humbles représentations sur ce que nous sommes dans la plus vive espérance, que Sa Majesté et la République auront la grace de se laisser toucher, par les assurances les plus sacrées, données à ces pays par S. M. et par ses Prédécesseurs de Gl. M. pour nous laisser un Maître allemand, comme nous en avons eu tempore subjectionis jusqu'à présent, c'est à dire un Prince de la confession d'Augsbourg.

CC.

CC.

Instruction pareille du 13. Septembre 1758.

2. *Sur* le rapport de l'instruction capitale; supplier et prier très humblement S. M. le Roi et la Srme. République pour la délivrance de S. A. S. Mgr. le Duc et de sa famille.

3.) Quoique S. E. Mgr. le Grand-Chancelier de la couronne, Comte de Malachowski, ait déclaré par écrit; qu'il n'y avoit plus à espérer la délivrance de S. A. S. Mgr. le Duc et de ses Descendans mâles; et quoique Monsieur de Simolin, Conseiller de Chancellerie, en sa qualité d'à présent, de Ministre accrédité de Russie, ait insinué par ordre exprès de sa Cour, comme aussi de son propre mouvement, c'est à dire sans que les Etats s'en soient enquis, que: relativement à la déclaration de Mgr. le Grand-Chancelier de la couronne, S. M. Impériale de toutes des Russies seroit bien aise de voir S. A. R. le Prince Charles établi Duc de Courlande:

4.) Monsieur notre Délégué peut, en cas que le fief de ces Duchés vint à être déclaré vacant, faire encore connoître les sentimens des Etats de ces Duchés pour S. A. R. le Prince Charles, savoir: que dans un tel cas, notre plus grande félicité consisteroit que S. A. R. le Prince Charles embrassât la confession d'Augsbourg, et que de cette manière Elle nous mit en état de faire nos très humbles demandes pour que le fief de ces Duchés Lui fût conféré.

6.) N'étant pas à disputer que selon nos Pacta subjectionis, et les garanties sur la Religion et selon plusieurs autres actes, ces Duchés doivent toujours avoir un Maître allemand, tel qu'ils ont toujours eu, savoir de la confession d'Augsbourg, et qu'en cela il ne sera fait aucun changement, vu les assurances les plus sacrées, qui nous ont été données là dessus et affirmées par des sermens, puisque le premier Duc de Courlande Gottharde a conservé la parfaite Administration de toutes les affaires ecclésiastiques, laquelle il exerçoit comme Grand-Maître et comme Prince Protestant de l'Empire, et l'autorité de laquelle doit, par les Pacta subjectionis être éternelle selon notre formula regiminis: Monsieur notre Délégué doit insinuer cela sans cesse et de la manière la plus forte, et faire de très humbles représentations sur ce que nous sommes dans la plus vive espérance, que S. M. et la République auront la grace de se laisser toucher par les assurances les plus sacrées, données à ce pays par S. M. et ses Prédécesseurs de Gl. M. pour nous laisser un Maître allemand comme nous en avons eu tempore subjectionis jusqu'à présent, c'est à dire, un Prince de la confession d'Augsbourg; comme

T 2

7.) En

7.) *En échange nous resterons attachés à la suzeraineté de S. M. le Roi et de la Srme. République de Pologne jusqu'à la fin des siècles, avec la fidélité et la soumission les plus inalterables, et que jamais nous ne demanderons, ni ne désirerions d'autre Duc, que celui qui sera cher et agréable à S. M. et à la République.*

Au reste, il est enjoint à Mr. notre Délégué d'observer exactement l'instruction, qui lui est confiée, et de n'y contrevenir en rien.

DD.

EXTRAIT

de deux lettres du Chancelier de la Couronne, Comte Malachowski, du 17. Juillet 1750.

Lettre 1ere) à l'ordre Equestre, et aux Conseillers de la Régence des Duchés de Courlande et de Semgalle.

----- Mais puisque leur dessein, qui vient d'éclater par la lettre circulaire de Monsf. de Torck en date du 3. Juin, et par la Diète nouvellement rompuë, montre clairement quel penchant ils ont d'entretenir la discorde; combien peu ils estiment le soin de S. M. le Roi d'établir le repos et la liberté dans les Duchés; et combien peu ils sont touchés du dommage de la patrie, causé par l'absence du Duc; il est superflu de leur réitérer mes exhortations. C'est pourquoi S. M. le Roi, pour détourner un plus grand mal et danger de cette Province; pour arrêter l'entreprise de quelques uns contre l'intérêt de tous les Etats et de Monsieur le Duc; et pour faire connoître, par le Rescrit ci-joint, son déplaisir contre un pareil renversement du bon ordre, déclare nul et sans effet tout ce qui a été, ou pourroit être, entrepris, par le sus-dit Marechal de la Diète et les Députés, sur le fondement de l'acte d'union, sans autorité de Diète et sans le consentement des autres Députés et membres de la Régence. Mais en cas que ces gracieux moïens de S. M. ne fussent pas, Elle en emploiera de plus efficaces pour rétablir le repos. Au reste, Sa Majesté a trouvé très agréables les remerciemens, que Vous, Messieurs, Lui avez rendus d'un cœur très dévoué et par l'attachement de fidélité et soumission à cause de sa forte interposition pour la Délivrance de Monsieur le Duc; et Elle n'accepte pas moins gracieusement la supplication, que Vous, Messieurs Lui

faites

faites pour hâter le retour du sus dit Duc, par la continuation de l'interposition de S. Majesté; ce qu'Elle tâchera d'effectuer de la manière la plus efficace, pour satisfaire vos souhaits, Messieurs, et ceux de tous les bien intentionnés pour la patrie. C'est ce que le bon Dieu voudra bientôt accorder, et ce que je souhaite sans cesse.

Donné à Varsovie le 17. Juillet 1750.

Messieurs

Votre très dévoué et très zélé Serviteur

J. MALACHOWSKI

S. R. P. Cancellarius.

Extrait de la seconde lettre, écrite aux Députés des paroisses de Gollingen, Hasenpoth, Groubine, Ascheraden et Nerften, Durben et Grambsden, Sessau, Grenshoff, Dunabourg et Uberlaurz.

----- Selon la teneur de votre très humble supplication à S. M. le Roi, je Lui ai vanté la fidélité avec laquelle vous vous conformez aux vûes et aux sentimens les plus justes du Roi, et les plus utiles pour toute la Noblesse; De même, j'ai fait connoître votre sincère gratitude de l'interposition de S. M. pour votre illustre Duc; comme aussi votre humble demande pour hâter son retour. Ces véritables marques de fidélité et de respect ont été très agréables à S. M. le Roi, et Elle a eu la grace de promettre d'employer puissamment tous ses soins pour la Délivrance et le rétablissement du Duc. Cependant, comme Sa Majesté a témoigné son agrément de ce que dans la dernière assemblée vous n'avez pas pris part aux Disputes de Mr. le Marechal et des autres Députés, lesquels se sont refusés à tenir Diète avec les Conseillers suprêmes: Sa Majesté, en rejetant par son Rescrit leur union tendante à augmenter la discorde et à renverser tout le Duché, déclare fausses et nulles toutes les démarches entreprises, ou encore à entreprendre sur le fondement de cette union. Je suis persuadé que vous tiendrez ferme dans votre résolution.

à Varsovie le 17. Juillet 1750.

Messieurs

Votre obéissant et dévoué Serviteur

J. MALACHOWSKI.

S. R. P. Cancellarius.

T 3

EE.

EE.

Rescrit du Roi, par lequel S. M. interdit expressément l'union, ou la confédération, défendue par les loix, et entreprise dans les Duchés de Courlande et de Semgalle.

Auguste III. par la grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand - Duc de Lithuanie etc. etc.

Aux Conseillers suprêmes, Grand - Drossards et Drossards et à tout l'ordre Equestre des Duchés de Courlande et de Semgalle,
Salut.

Nous savons très certainement par les informations de nos Conseillers intimes, qu'à la dernière Diète, tenue dans les dits Duchés dans la forme du Gouvernement, en notre nom et notre Autorité, il s'y est glissé une union, ou confédération de quelques personnes, laquelle est toujours pernicieuse; et que cette même union, ou confédération, a été depuis confirmée et affermie, sous l'Autorité du Maréchal, par le Sieur Guillaume Alexandre de Heucking; et que par-là la tranquillité et le repos sont troublés dans les Duchés, contre la forme du gouvernement et contre d'autres loix, et qu'ainsi la discorde est semée dans ces Duchés. Mais, puisque notre soin paternel nous porte à détourner toutes sortes de dangers et dommages, généralement de tout l'Empire, et particulièrement de toutes les Provinces et Duchés; et toute union, ou confédération, sous quelque titre qu'elle puisse être entamée, offensant sur tout les loix publiques, et ayant toujours une triste fin: Nous déclarons pour cela, en nous appuyant sur nos Rescrits précédens que Nous vous avons envoyés, pour prévenir toutes les malheureuses suites de dessus les dits Duchés et de ses habitans, nulle, sans force et tendantes à renverser l'état et le bon ordre, les entreprises et les desseins de l'union, ou confédération ci-mentionnés, et nous abolissons et annulons tout ce qui a été proposé et traité par le Maréchal de la Diète et les Députés à l'insçu des Conseillers suprêmes; exhortant et ordonnant expressément à tous ceux qui sont entrez, de quelque façon que ce soit, dans la confédération défendue par les loix, d'abandonner toute mesintelligence et toute union, toutes les assemblées illégitimes, et contraires aux loix; et cela sous peine de notre disgrâce pour les contrevenans et les perturbateurs du repos public. Nous vous ordonnons aussi, que sous prétexte du maintien des droits des susdits Duchés vous n'entriez dans aucune union, ni confédération: Mais que, pour être relevés de vos griefs, vous ayez recours à nous. C'est la notre volonté que nous vous fessons connoître à tous, afin que vous l'observiez, et que

que vous ayez soin de le faire observer aux autres. A cet effet, nous avons signé les présentes de notre propre main et y avons fait apposer les sceaux du Royaume et du Grand Duchés de Lithuanie. Donne à Varsovie le 18. du mois de Juillet l'an de notre Seigneur 1750, et la 17^{me} année de notre Règne.

AUGUSTE ROI.

(L.S.)
(R.P.)

Ignatius Ludovicus Novicki
Sac. Rac. Mtis, Scrs.

(L.S.)
(M.D.L.)

Iosephus Buleba
Sac. Rac. Mtis, Sigilli M. D. L. Scrs.
mpra.

FF.

Lettre du Grand-Chancelier Comte de Woronzow à S. M. le Roi de Pologne, dans laquelle il deconseille, par ordre de sa Souveraine, l'établissement de S. A. R. le Prince Charles en Courlande, de St. Petersbourg 1758.

Sire,

J'ai eu l'honneur de rendre à S. M. I. ma très-gracieuse Souveraine la lettre, que Votre Majesté a daigné m'écrire le 15. Mai. La satisfaction particulière, que V. M. veut bien témoigner de l'accueil distingué que l'on a fait ici à S. A. R. le Prince Charles son fils, cause d'autant plus de joie à S. M. Impériale que la part rielle, qu'Elle continue à prendre à la triste situation de V. M. et de sa famille Royale et dont Elle est touchée comme de la Sienne propre, ne Lui fait rien tant souhaiter, que de pouvoir contribuer par toutes ses forces au contentement de V. M. et à avancer et affermir le bien de sa maison Royale.

Cette façon de penser généreuse de ma très-gracieuse Souveraine est si parfaite et Lui est si propre, que je puis assurer à V. M. qu'Elle se fera toujours un plaisir de contribuer, de tout son pouvoir, au futur établissement de S. A. R. le Prince Charles, tant à cause de sa haute naissance, qu'en considération de toutes ses belles qualités.

J'ai donc l'honneur de remettre au jugement de V. M. les sentimens de S. M. Impériale sur ce sujet, qui sont: que, si l'on mettoit sur le tapis la matière de l'élection d'un Duc de Courlande dans les conjonctures critiques et guerrières

guerrrières d'à présent, elle ne feroit que donner occasion à un plus grand embrouillement; à des raisonnemens sinistres et à toutes sortes de soupçons dans la République même.

L'exécution de ce dessein est un ouvrage, qui demande absolument la concurrence de V. M. même, aussi bien que celle des autres Alliés.

Les futures négociations de paix en peuvent fournir l'occasion, d'autant plus qu'il n'est pas à douter, qu'à l'exemple de S. M. Impériale, les autres Puissances qui y prennent intérêt, ne s'emploient volontiers à contribuer à tout ce qui peut tourner au contentement de V. M. et à l'augmentation du bien-être de sa maison Royale.

Je reconnois avec les sentimens de gratitude la plus respectueuse, tout ce que je dois à V. M. pour la confiance dont Elle a daigné m'honorer dans cette occasion; et je ferai tous mes efforts pour me rendre de plus en plus digne de cette grace de V. M. à laquelle je me recommande très-humblement. J'ai l'honneur d'être dans les sentimens du plus parfait dévouement

Sire
de Votre Majesté

le très humble et très obéissant
Serviteur

Comte de WORONZOW.

GG.

Réponse au Mémoire de S. E. Mgr. le Grand-Chancelier, donnée par Mr. le Baron de Gross Ministre de la Cour de Petersbourg à Varsovie le même jour 23. Octobre 1758.

Sur la demande, contenue dans le Pro-Mémoria de S. E. Mgr. le Grand-Chancelier de la couronne, de ce jour, de lui donner communication par écrit des ordres, dont le sous signé Envoyé extraordinaire est chargé de sa cour, tant en faveur de S. A. R. Mgr. le Prince Charles, que relativement au ci devant Duc Biron et ses fils; Le sous signé a l'honneur de faire connoître à S. E. Mgr. le Grand-Chancelier, que, par rapport au dernier, l'intention de S. M. l'Impératrice est invariable, en ce que ses intérêts et des raisons d'Etat essentielles.

tielles, ne sauroient jamais Lui permettre de consentir au rétablissement de Mr. Biron, ou de ses fils, dans le Duché de Courlande, qu'en échange il sera agée à S. M. Impériale et utile à la République même, si par l'Election de S. A. R. Mgr. le Prince Charles, la Courlande est pourvue d'un nouveau Duc et maintenue de cette façon dans son ancienne forme de gouvernement. C'est sur ce fondement immuable, que le sousigné est instruit à décliner et détourner constamment toute proposition, qu'on pourroit mettre en avant, touchant la délivrance de M. Biron et de sa famille dans la vue de nuire à l'Election désirée de S. A. R. Mgr. le Prince Charles.

Fait à Varsovie ce 23. Octobre 1758.

GROSS.

HH.

Exposé des motifs de S. M. Impériale de toutes les Russies, relativement aux affaires de Courlande. d. d. Varsovie le 4. Janv. 1763.

L'Impératrice de toutes les Russies, en montant sur le trône, croyoit ne pouvoir donner des marques plus éclatantes du desir, qu'Elle a de cultiver l'amitié et le bon voisinage du Roi et de la République de Pologne, qu'en rendant la liberté à ceux pour qui le Roi et le Sénat l'avoient demandée tant de fois, et si influent sous le règne de l'Impératrice Elisabeth. C'est dans ces vues que S. M. Impériale a accordé au Duc Ernest Jean de Courlande la liberté de sortir de Russie, et qu'Elle s'est interposée en même tems auprès du Roi de Pologne pour qu'il voulût rétablir le dit Duc dans ses Duchés et lui rendre les Domaines, dont il avoit lui-même dégagé une partie, et dont l'autre partie lui avoit été cédée par l'Impératrice Anne de Gl. M.

Plus ces demandes étoient fondées en justice, et en équité, et moins S. M. Impériale pouvoit Elle s'attendre, qu'on l'expliqueroit selon la réponse du Roi du 3. Septembre de l'année passée, comme si Elle empiétoit sur les droits suzerains du Roi et de la République.

Peut-on dire avec fondement, que celui, qui sur l'affaire en question s'adresse au Prince suzerain même, empiète sur ses droits, ou les révoque en doute? Or, comment peut-on interpréter si peu amiablement, ce qu'on a demandé de la part de la Russie avec autant de justice que d'équité?

Qui peut ignorer la Constitution de la Diète de pacification de l'année 1736. faite du consentement de tous les ordres de la République, touchant les Duchés

U

de

de Courlande et de Semgalle? On y a statué; qu'après l'extinction de la famille de Kottler, ces fiefs devoient être conférés à un autre pour lui et ses Descendans mâles, moyennant un Diplôme, en usage dans de pareils cas, et qu'on conviendrait avec lui des conditions féodales; La commission de 1727, dérogée de la Diète de 1726. pour les affaires de Courlande, avoit été prorogée jusqu'à cette époque. Tout cela a été observé, et exécuté selon la dite constitution. Le Duc Ernest Jean reçut le Diplôme Royal. Les Commissaires, nommés de la République convinrent avec lui des conditions féodales; il reçut l'investiture selon la coutume, et le diplôme d'investiture lui fut expédié solennellement sous les deux sceaux de la Couronne et du Grand-Duc de Lithuanie, avec promesse au nouveau feudataire de la part de la République de le défendre et le protéger, lui et ses Descendans, dans ces Duchés, contre qui que ce soit, de manière que le dit Duc acquit par-là un plein et indubitable droit à ces Duchés, pour lui et pour ses Descendans mâles.

Or, si un Prince feudataire, sans avoir commis un crime de félonie, ne peut être privé de ses fiefs acquis légalement, de quel droit veut-on soutenir, que le dit Duc Ernest Jean soit privé de ses Duchés, sans avoir été écouté, ni jugé, et sans crime contre le Roi et la République?

Si dans le tems où l'on a songé à le priver de ses Duchés, il y avoit des raisons d'état pour l'en tenir éloigné; à présent les raisons d'état, pour ne plus l'empêcher d'y retourner, sont d'autant plus fortes, qu'il est juste de rendre à un chacun ce qu'il lui appartient.

S'il est du devoir de la nature et du droit de voisinage d'assister et de protéger un Prince voisin opprimé, contre la force et l'injustice, S. M. Impériale de toutes les Russies ne peut que maintenir le Duc et les Etats de Courlande et de Semgalle dans leurs droits, privilèges et prérogatives.

Il n'est pas inconnu à S. M. Impériale que ces Duchés sont un fief de la dépendance du corps entier de la République, et non pas du trône; si les Rois de Pologne, selon la teneur du Diplôme de l'incorporation de l'année 1569. et selon la constitution de l'année 1736. statué du consentement de tous les ordres de la République.

Par ces raisons, S. M. Impériale de toutes les Russies ne veut, ni ne peut jamais consentir, que ce qui est statué par la République entière, soit renversé par une partie de cette même République, ni que les droits, appartenans au corps entier de la République, soient enfreints.

Par conséquent, S. M. Impériale éloignée comme Elle l'est d'empiéter sur les droits de la République, reconnoît parfaitement la suzeraineté de la République de Pologne sur les Duchés mentionnés; et Elle n'est pas moins ferme-

ment

ment résoluë de les conserver constamment dans leur dépendance féodale avec la République, et ne reconnoît, ni ne reconnoitra jamais, nul autre pour Duc légitime de Courlande et de Semgalle, que le Duc Ernest Jean, investi légalement du consentement de toute la République.

S. M. Impériale embrassant en cela ce que la justice et le droit du voisinage demandent, ne fait que suivre les constitutions et les loix de toute la République, à l'exemple de toutes les Puissances de l'Europe, qui, en vertu de ces constitutions, ont reconnu Ernest Jean Duc légitime de Courlande.

à Varsovie le 4. Janvier 1763.

II.

Lettre de S. A. S. M. le Duc Ernest Jean à S. M. le Roi de Pologne dans laquelle il notifie à S. M. son élargissement, et La supplie de le mettre en possession de ses Duchés: Cette lettre est de 1762.

Sire,

Ayant eu le bonheur, il y a quelque tems, de me voir délivré, par la Divine Providence, des maux que j'ai endurés, et me voyant honoré de nouveau de la plus parfaite bienveillance et protection de S. M. I. de toutes les Russies; je crois, Sire, être de mon premier et de mon plus essentiel devoir, non seulement d'en donner très humblement avis à V. M. à présent que je vais m'en retourner dans ma patrie et dans mes Duchés: mais aussi de Lui rendre de très humbles actions de grâces de la généreuse et juste intercession et assistance, dont V. M. et la République a daigné me favoriser pendant mon infortune, pour ma délivrance et pour ma restitution dans mes Duchés.

Et comme je suis, Sire, dans la forte persuasion, que V. M. n'aura jamais eu le moindre doute du zèle inaltérable de mes devoirs et de mon attachement pour sa sacrée Personne et pour toute sa maison Royale; mais qu'Elle en aura plutôt et suffisamment se convaincre par la fidèle et très adonnée conduite, que je Lui ai marquée dans toutes les occasions: je me flatte de cette infailible espérance, que, touchant ce qui s'est passé en Courlande, au tems de mon malheur et de mon mérité éloignement, V. M. ne fera valoir que sa magnanimité et son amour de justice, si connu à tout le monde, et qu'Elle m'accordera sa clémence et sa protection, pour que, moi et mon innocente famille, nous puissions à présent encore parvenir à la paisible possession des Duchés, que V. M. m'a conférés à moi et à mes Descendans mâles, comme aussi à la possession des

U 2

bailliages,

baillages, dont seule l'Impératrice Anne de Gl. M. m'a gratifié en récompense des fideles services, que je Lui ai rendus pendant tant d'années.

Je ne cesserai jamais, Sire, d'avouer et de priser avec un entier respect, cette clémence et bonté, et je ne négligerai ni tems, ni occasions pour donner à V. M. et à la République les preuves les plus sincères des sentimens de ma vive reconnoissance.

Au reste, Sire, je remets, moi et ma famille à la protection et à la bienveillance de V. M. et j'ai l'honneur d'être toute ma vie avec la plus profonde vénération

Sire
de Votre Majesté.

KK.

Lettre du Duc au Comte de Brühl écrite la même année, et sur le même sujet.

Monseigneur,

Plus je suis persuadé, que mes maux, qui ont duré si long-tems, n'ont pu me priver de la précieuse amitié, dont V. E. m'a honoré, même pendant mon éloignement, et dont Elle a bien voulu me donner, en plusieurs occasions, les marques les plus efficaces et les assurances les plus affectueuses; autant, et plus, je me crois obligé à présent à communiquer à V. E. la nouvelle de mon entière restitution, arrivée il n'y-a pas long-tems.

Ce bonheur m'est d'autant plus agréable et avantageux, que S. M. I. de toutes les Russies me rend en même tems sa parfaite bienveillance et protection, d'où émane aussi l'assistance, qu'Elle daigne me donner de pouvoir-à présent m'en retourner dans mes Duchés sans aucun délai.

Les tems passés feront ressouvenir à V. E. et Elle le fait mieux que personne, combien fideles et zélés ont toujours été mes services et mes intentions envers Sa M. le Roi; et parmi les papiers, qu'on m'a rendus, je relis, avec le plus grand plaisir, encore ces lettres, que S. M. le Roi m'a fait la grace de m'écrire, même quelques jours avant mon malheur, et par lesquelles Elle m'a témoigné sa satisfaction particulière sur mes intentions zélées. Et V. E. m'a aussi souvent assuré par ses lettres des bonnes grâces de S. M. C'est pourquoi il

il n'est pas à présumer, que j'aie pu, ou voulu, rien changer de ces intentions pendant mon triste malheur.

Ces mêmes intentions n'ont pu permettre que l'on étât à moi et à ma famille des droits, qui ont uniquement leur principe dans ces intentions, et qui ne pouvaient, ni se perdre, ni être anéantis sans que je les eusse entièrement perdus de vue.

Quoique j'aie été très surpris et embarrassé de ce qu'on a fait en Courlande par rapport à mon malheureux éloignement et à celui de ma famille; néanmoins la magnanimité et l'amour de justice de S. M. le Roi m'ôte toute crainte que S. M. ne veuille, sans aucune raison et de la manière la plus sensible, augmenter l'infortune que j'ai soufferte jusqu'à présent, et à laquelle Elle n'a pas laissé de s'intéresser par ses intercessions très gracieuses et très efficaces. Je n'ai donc pas balancé de me jeter aux pieds de S. M. par la lettre ci-jointe, le contenu de laquelle V. E. voudra bien voir par la copie que je joins ici.

La façon de penser et la grande pénétration que V. E. a fait voir lorsque je parvins à la dignité Ducale, et dans plusieurs autres occasions affermissent ma confiance d'autant mieux, qu'elles peuvent donner le plus grand poids aux sentimens de mon très gracieux Roi et Maître, porté naturellement à la justice, à la magnanimité et à l'équité.

Si l'espérance et la confiance, où je suis, que V. E. sera en cela de mon sentiment, sont justes et parfaites, la gratitude avec laquelle je tâcherai de mériter et de reconnoître, en toutes occasions, son approbation, n'est pas moins véritable, ni moins essentielle.

Au reste, j'ai l'honneur d'être avec l'estime la plus sincère et la plus distinguée

Monseigneur
de Votre Excellence.



T A B L E

des Pièces justificatives.

- A. Extractus ex Pactis Subjectionis de Anno 1561.
- B. Lettre de l'Empereur Charles VI. pour féliciter S. A. Sme. sur son avènement à la Couronne Ducale. ddto. Vienne le 8. Novembre 1737.
- C. - - de félicitation du Roi d'Angleterre, en réponse à la lettre de notification, que S. A. Sme. M. le Duc Lui avoit écrite le 17 Septembre 1737. sur son avènement aux Duchés.
- D. - - de félicitation du Roi de France, à S. A. S. Mgr le Duc.
- E. - - du Roi d'Espagne, sur le même sujet.
- F. - - du Roi de Prusse, sur le même sujet.
- G. - - du Prince Royal de Prusse, sur le même sujet.
- H. - - du Roi de Dannemarc. sur le même sujet.
- I. - - du Roi de Suède sur le même sujet, ddto. Stockholm le 21. Novembre 1737.
- K. Copie d'un Rescrit du Roi de Pologne, Electeur de Saxe, au Comte de Lynar, son Ministre accrédité à la Cour Impériale de Russie, de Varsovie le 23. Novembre 1734. par lequel est joint au dit Ministre, de faire au Comte Biron, pour lors Grand-Chambellan, l'offre du Duché de Courlande, en cas que ce Duché vint à vaquer, par la mort du Duc Ferdinand.
- L. Lettre du Comte de Brühl d. d. Varsovie le 10. Fevrier 1736. à S. A. Sme. Mgr. le Duc Ernest Jean, alors Comte de Biron, par laquelle il paroît, que la Cour de Saxe, fit mystère à celle de Russie, du dessein formé par le Roi, de procurer au Comte de Biron la Couronne Ducale
- M. Lettre du Roi, signée de sa propre main et datée du 22. Fevr. 1736. au Duc Ernest Jean, alors Comte de Biron, dans laquelle S. M. déclare qu'Elle reconnoît, dans la personne du dit Comte le Candidat le plus habile, celui qu'Elle souhaite le plus de voir

voir Duc de Courlande; le priant d'accepter tacitement l'offre qu'Elle lui fait de la Couronne Ducale.

- N. Relation de la Commission Courlandoise, nommée par la République, pour conclure avec le Duc, sur les conditions et obligations auxquelles la République vouloit qu'il s'engageât; faite en 1737.
- O. Lettre de S. M. le Roi de Pologne à S. A. S. Mgr. le Duc, d. d. Hubertsbourg le 5. Novembre 1737. dans laquelle le Roi donne au Duc la permission de regner hors de ses Etats, et où il notifie avoir fait expédier pour cela, les ordres nécessaires à la Régence, aux Officiers du Pais, et à la Noblesse.
- P. Lettre du Comte de Brühl à S. A. S. Mgr le Duc, lorsqu'il devint Régent de l'Empire de Russie d. d. 13me Novembre 1740. dans laquelle le Comte de Brühl le félicite, et lui fait des excuses sur ce que le Roi n'avoit pas encore félicité S. A. S. par un gentil-homme; assurant que le Comte de Lynar, étant sur son départ, en étoit chargé.
- Q. Extrait de la formule de Gouvernement de la Courlande.
- R. Resultat de l'assemblée du Sénat de 1750. dans lequel on demande l'elargissement du Duc.
- S. Lettre de S. M. le Roi de Pologne à S. M. l'Impératrice Elisabeth de Russie, sur l'elargissement de S. A. S. Mgr. le Duc Ernest Jean; écrite en 1750.
- T. Constitutionis Varsoviensis Anni 1607. Art. viges.
- U. Extractus passus concern. ex Pactis Conventis.
- X. Précis du Discours du Prince Czartoryski Grand-Chancelier de Lithuanie.
- Y Lettre du Roi, du 20. Decembre 1738. dans laquelle S. M. assure au Duc, qu'E le se charge des longueurs, et des desagrémens qui résulteront de ce que le Duc prendra l'investiture par mandataire, et qu'Elle en garantit toutes les suites.
- Z. Lettre du Roi écrite au Duc en 1739. dans laquelle le Roi notifie au Duc qu'il l'a investi dans la personne de son Mandataire.
- AA. Manifestatio Ord. Eques. Curlandiae Anno 1763. die 21me Februarii.

BB. Instructions de la Noblesse Courlandoise, données à son Député, l'an 1756. le 14. Août.

CC. Instruction pareille du 13. Septembre 1758.

DD. Extrait de deux lettres au Chancelier de la Couronne, Comte Malachowski, du 17. Juillet 1750. écrites à l'Ordre Equestre, aux Conseillers de la Régence, et aux Députés de quelques Paroisses des Duchés de Courlande et de Semgalle.

EE. Rescrit du Roi par lequel S. M. interdit expressément l'union, ou la confédération, défendues par les loix, et entreprises dans les Duchés de Courlande et de Semgalle.

FF. Lettre du Grand-Chancelier Comte de Woronzow à S. M. le Roi de Pologne, dans laquelle il déconseille, par ordre de sa Souveraine, l'établissement de S. A. R. le Prince Charles en Courlande, d. d. St. Petersburg 1758.

GG. Réponse au Mémoire de S. E. Mgr. le Grand-Chancelier, donnée par Mr. le Baron de Gross Ministre de la Cour de Petersburg à Varsovie le même jour 23. Octobre 1758.

HH. Exposé des motifs de S. M. Impériale de toutes les Russies, relativement aux affaires de la Courlande, d. d. Varsovie le 4. Janvier 1763.

II. Lettre de S. A. S. Mgr. le Duc Ernest Jean à S. M. le Roi de Pologne, dans laquelle il notifie à Sa Majesté son élargissement, et La supplie de le mettre en possession de ses Duchés: Cette lettre est de 1762.

KK. Lettre du Duc au Comte de Brühl écrite la même année, et sur le même sujet.



Errata,

Page.	Num.	Ligne.		
3	1	6	Rem: de rapeller; lisez: de se rapeller	
4	2	28	R. il est	qu'il est
8	6	8	R. des derniers	les derniers
ibid.	7	3	Mem. Se Siecle	ce Siecle
11	10	18	R. 1631	1634
12	10	10	R. Henniger	Henning
ibid.	11	2	R. Fortune	la Fortune
16	14	6	R. Sagit	il S'agit
ibid.	14	14	R. reconnoissoit	reconnoissoit
24	24	32	R. Enthousiasme	enthousiasme
27	29	20	R. Catharine II	Elisabeth
29	34	3	M. Cour Russie	Cour de Russie
30	34	8	R. du le Roi	du Roi
31	37	9	M. jurant; fidelité	jurant fidelité
33	39	11	R. autorité	autorité
38	45	3	R. que Roi	que le Roi
39	47	2	M. toute	doute
40	49	18	R. de mains des S'Ellemême	des mains de S. M Elle même
43	52	18	R. d'investir	d'investir
44	52	6	R. avance	vacance
50	55	22	R. injustices	injustes
55	59	8	R. que	quelque
57	61	4	M. preindicable	preindicable
63	65	10	R. Quand	quant
65	68	2	M. ne cesseroient	ne cesseroient
68	68	8	R. est	et
74	75	15	R. q'on	qu'on
76	80	17	M. Sans	dans
77	79	16	R. touché	touchées
77	80	5	M. ex	et
78	80	1	R. peu	pû
79	81	7	R. appereu	appereu
80	82	13	M. retirer	de retirer
80	82	23	M. de pretensions	les pretensions
81	82	22	R. et être	ni être.
83	82	1	R. A. S. R.	S. A. R.
84	85	2	R. 27me	72me
84	87	1	M. Souffrages	Suffrages.
87	90	11	M. et point de	et de
88	91	17	R. les Courlandois	la Pologne

Page. Num. Ligne.

92	94	4	R.	envers pais	envers un pais
93	95	13	R.	uniquement. S. M.	uniquement de S. M.
96	99	4	M	Soumettant	Soumettant
98	99	11	M	et le	et is
99	99	15	R	on	ont
100	100	5	R	es	et.
101	102	30	R	pea	peut
103	103	27	M	Subsecus	Subsecus

Pièces justificatives

109	A	7		intera	interca
ibid.	ib	25		complere	competere
111	C	9		rsmerciemens	remerciements
114	G	5		par les	par ces
115	I	3		aimable	amiable
118	L	10		toute	toutes
120	L	9		notre	voire
121	M	1		Quoique vous	Quoique ie vous
	M	penult.		me me fie	me fie
122	N	6		l'an 1746	l'an 1736
123	N	19		Ferdinand	Ferdinandi
124	O	ult.		Houbertsbourg	Hubertsbourg
125	O	1		de Livoni	en Livonie
126	R	peall.		dans liberté	dans la liberté
132	X	3		Plenipotentiair	Plenipotentiaire
		4		Diplomme	Diplome
		29		Sigilla	Sigillo
135	Z'	12		que point	point que
		14		que Sont	qui Sont
136	AA	30		recessissent	recessisset
138	AA	1		ab	ac
		2		libera	liberae
139		28		violenter	violenter
140		23		quoque Plenipotentiaru	quoque Titulum Plenipotentiaru
141		10		admittere	amittere
144	CC	4		desirerions	desirerons
148	GG	1		dant	dans
150		9		cotume	coutume
152	KK	14		avec les	avec le.

35.46789
35.46790

Wate
Qm
42

42.

7

